

État de
l'Union
2026

**Des promesses
aux progrès:**
deuxième année de mandat

Commission von der Leyen
2024-2029



État de l'Union 2026

Commission européenne
Direction générale de la communication
1049 Bruxelles
BELGIQUE

Print ISBN 978-92-68-41066-0 doi:10.2775/7784033 NA-01-26-027-FR-C

PDF ISBN 978-92-68-41065-3 doi:10.2775/7709240 NA-01-26-027-FR-N

La Commission européenne ne peut en aucun cas être tenue pour responsable de l'usage fait de cette publication en cas de réutilisation.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2026



© Union européenne, 2026

La politique de la Commission en matière de réutilisation de l'information est mise en œuvre par la décision 2011/833/UE de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dec/2011/833/oj>).

Sauf mention contraire, la réutilisation du présent document est autorisée dans le cadre de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée de la source et indication de toute modification.

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de demander l'autorisation directement auprès des titulaires de droits respectifs.

CRÉDITS

Toutes les photos sont la propriété de l'Union européenne, sauf mention contraire.

Table des matières

Introduction: assurer l'indépendance de l'Europe	04
---	-----------

Une Union compétitive et prospère	06
--	-----------

Un marché unique plus fort — Pour les citoyens et les entreprises	07
Une Union innovante qui montre la voie à suivre aux industries du futur	12
Assurer l'indépendance énergétique	22
Doter les citoyens de moyens d'action et renforcer notre modèle social	29

Une Europe forte dans un monde incertain	32
---	-----------

La force dans la diversité — Le programme européen en matière de commerce et de sécurité économique	33
Une Ukraine forte et libre	40
Parachever notre Union	45
Assurer la stabilité dans le voisinage élargi et encourager la paix au Moyen-Orient	47
Des partenariats au service des intérêts et des valeurs de l'Europe	50

Protéger ce qui compte	55
-------------------------------	-----------

Protéger nos valeurs	56
Mettre en place une union de la défense	59
Une Union sûre	69
Une Union pour tous et toutes: abordable et inclusive	76
Une Union plus inclusive	81

Introduction: **assurer l'indépendance de l'Europe**

«L'Europe doit prendre son indépendance.» Tel est l'appel par lequel Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a ouvert son discours sur l'état de l'Union de 2025. Cet appel reflétait une réalité simple: dans un monde plus fragmenté, l'Europe doit prendre davantage en main son propre avenir. La concrétisation de cette ambition a guidé les travaux de la Commission européenne au cours de l'année écoulée.

Nous mettons en œuvre une nouvelle approche européenne. Dans toute l'Union, il est de plus en plus admis que les défis auxquels nous sommes confrontés, qu'il s'agisse des menaces pour la sécurité, de la concurrence économique ou de l'évolution technologique, ne peuvent être relevés en agissant en solitaire. Nous montrons que lorsque nous sommes mis à l'épreuve, l'Europe répond d'une seule voix.

La concrétisation de la promesse d'une Europe plus indépendante commence par une économie forte et compétitive. Cette année, la Commission a intensifié ses efforts pour faire de l'Europe un endroit plus propice à l'investissement, à l'innovation et à la croissance. Nous avons écouté les entreprises et **simplifié les règles** pour leur permettre d'exercer plus facilement leurs activités dans toute l'Europe. Grâce à **EU Inc.**, nous aiderons les entreprises à se lancer, à se développer et à tirer parti des avantages de notre marché unique de 450 millions de consommateurs.

Nous avons pris des mesures pour **faire face aux coûts de l'énergie** tout en accélérant la **transition vers une énergie propre, abordable et locale**. Nous mettons en place **l'union de l'épargne et des investissements** pour garantir aux entreprises européennes l'accès aux financements dont elles ont besoin pour devenir des champions mondiaux. Nous faisons en sorte que l'Europe puisse jouer un rôle de premier plan dans les industries de demain, de l'intelligence artificielle (IA) aux véhicules électriques, en passant par les technologies propres

et les biotechnologies. Nous investissons dans les **compétences**, nous aidons à donner accès à un **logement** abordable, et nous **renforçons le modèle social unique de l'Europe**. Enfin, nous avons élargi notre union monétaire, la Bulgarie devenant le 21^e membre de la zone euro en janvier.

Dans un monde devenu plus conflictuel, l'Europe montre qu'une autre voie est possible. Nous avons accompli des progrès considérables pour **diversifier nos échanges commerciaux et réduire nos dépendances** en établissant des partenariats mutuellement bénéfiques. Nous avons négocié de **nouveaux accords commerciaux** avec des partenaires allant de **la région indo-pacifique à l'Amérique latine**. Nous nous sommes efforcés de garantir des échanges et des investissements transatlantiques solides, stables et prévisibles. En cette période d'instabilité, les grandes économies du monde entier se tournent vers l'Europe en tant que partenaire fiable, prévisible et digne de confiance.



L'Europe renforce également sa propre sécurité et en assume la responsabilité. L'année dernière, la Commission a présenté le **plan «ReArm Europe»/Préparation à l'horizon 2030** visant à renforcer les capacités de défense et à combler les lacunes critiques. **L'Europe traduit désormais son ambition en résultats concrets.** Nous soutenons les acquisitions conjointes dans le domaine de la défense au moyen de l'instrument **SAFE**, nous améliorons la **mobilité militaire** sur l'ensemble du continent, nous simplifions les règles afin d'accélérer les investissements et nous avançons sur des initiatives phares telles que la **surveillance du flanc oriental** et l'**initiative de défense antidrones européenne**. **L'Europe met en œuvre les capacités dont elle a besoin pour garantir son indépendance et protéger ses citoyens dans un monde plus dangereux.**

Notre sécurité commence en Ukraine. Une fois de plus, l'Europe a montré qu'elle se tiendra aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra face à la guerre d'agression menée par la Russie. L'UE a approuvé un **soutien supplémentaire de 90 milliards d'euros pour répondre aux besoins budgétaires et militaires de l'Ukraine en 2026 et 2027, s'ajoutant aux plus de 220 milliards d'euros déjà fournis.** Défendre l'Ukraine, c'est défendre l'Europe; c'est pourquoi nous intensifions la coopération entre nos industries de la défense. Nous continuons d'accroître la pression sur la Russie par l'adoption de **21 trains de sanctions.** Et nous posons les bases de l'avenir de l'Ukraine au cœur de l'Europe en ouvrant les **premiers groupes de chapitres de négociation.**

Dans un monde en mutation rapide, l'UE continue de tout mettre en œuvre pour protéger ce qui compte le plus. Grâce au **bouclier européen de la démocratie**, nous agissons pour préserver les fondements de nos démocraties et les protéger contre les ingérences étrangères. Au moyen de nos propositions pour le prochain budget à long terme, nous renforçons les protections de l'état de droit. Nous veillons à ce que l'Europe soit numérique, compétitive et équitable. Nous agissons pour **protéger les Européens**, en particulier les enfants et les jeunes, contre les menaces émergentes en ligne, tout en leur donnant les moyens de profiter des bienfaits du monde numérique. En outre, nous continuons de réagir aux pressions auxquelles les personnes sont confrontées dans leur vie quotidienne, depuis les coûts de l'énergie jusqu'à l'accessibilité financière du logement.

Au cours des douze derniers mois, l'Europe a de nouveau été confrontée à de grands défis mondiaux. Pourtant, face à l'incertitude, **les Européens sont plus nombreux que jamais à reconnaître que nous sommes plus forts lorsque nous unissons nos forces.** Près de neuf personnes sur dix déclarent que les pays européens devraient être plus unis pour relever les défis mondiaux actuels. Elles reconnaissent que la sécurité, la prospérité et la liberté nécessitent une Europe plus indépendante. C'est le choix que l'Europe a fait. **Nous tenons parole.**

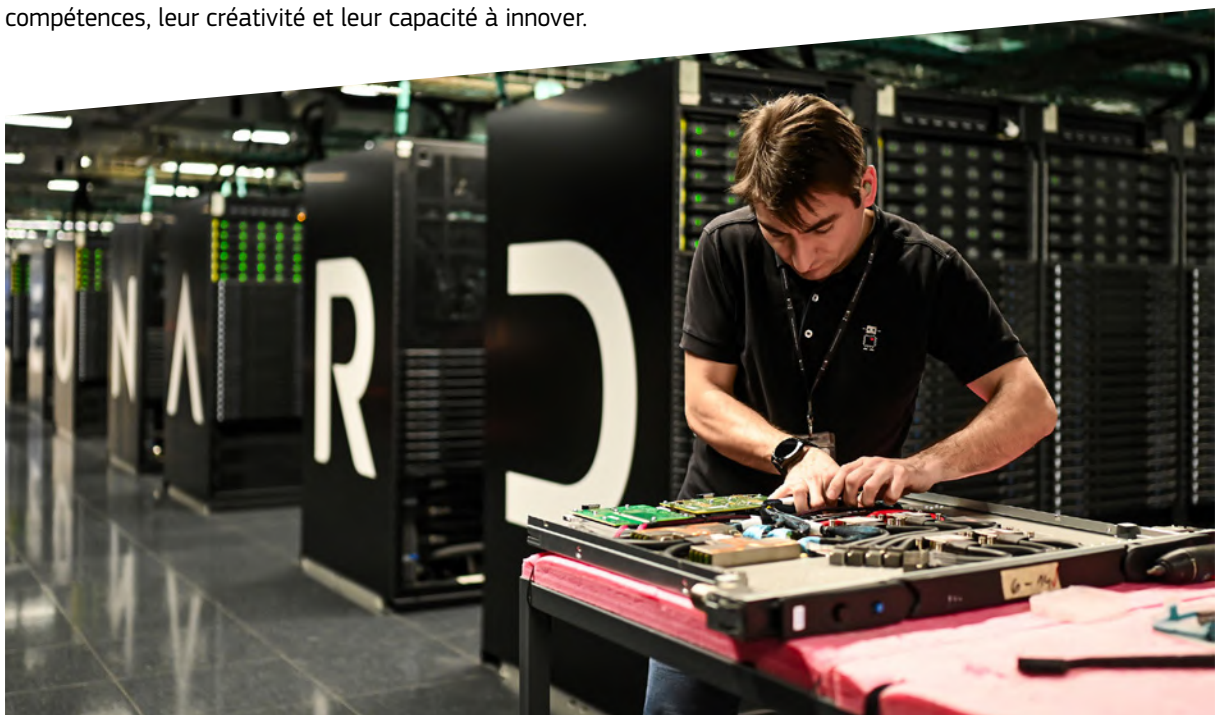


01 Une Union compétitive et prospère

Une économie compétitive est le fondement de la prospérité de l'Europe. Elle crée de la richesse et des emplois de qualité, finance les services publics et soutient notre modèle social. Dans un monde façonné par les rivalités stratégiques et l'instrumentalisation des dépendances, elle garantit également notre indépendance. Comme l'a dit Mario Draghi, une économie compétitive est une condition préalable à notre liberté de choisir notre propre destin.

L'Europe présente d'emblée de sérieux atouts. **Nous sommes un leader mondial dans de nombreux secteurs**, comme la fabrication avancée et les technologies propres, **qui façonneront les décennies à venir.** Nous hébergeons des universités et des instituts de recherche d'envergure mondiale, et nous disposons du plus grand réseau de partenariats commerciaux parmi toutes les grandes économies. La plus grande force de l'Europe réside avant tout dans ses citoyens — leurs compétences, leur créativité et leur capacité à innover.

Toutefois, d'importants défis subsistent. La fragmentation des marchés, les coûts structurellement élevés de l'énergie, les pénuries de compétences et une réglementation trop complexe continuent de freiner les entreprises et limitent la croissance de l'Europe. La suppression de ces obstacles est au cœur de l'agenda de la Commission actuelle. L'année dernière, nous avons établi une feuille de route pour une économie européenne plus forte. **Cette année, nous nous sommes concentrés sur sa mise en œuvre:** achèvement du marché unique, renforcement des industries stratégiques, réduction des coûts de l'énergie grâce à une énergie propre produite localement et mesures visant à concilier compétitivité et modèle social européen.



Un marché unique plus fort — Pour les citoyens et les entreprises

Avec ses 450 millions de consommateurs, **le marché unique est le moteur de la croissance et de la compétitivité européennes**. Il sert à la fois de marché intérieur pour nos entreprises et de tremplin permettant à ces dernières de devenir des champions mondiaux. Pourtant, nous n'exploitons toujours pas tout son potentiel. Comme le Fonds monétaire international l'a souligné, les obstacles internes au sein du marché unique sont équivalents à des droits de douane de 45 % sur les marchandises et de 110 % sur les services. La suppression des obstacles qui subsistent et, partant, l'achèvement du marché unique sont essentiels pour l'indépendance de l'Europe et constituent une priorité centrale de la Commission actuelle.

Nous facilitons le marché unique en supprimant les formalités administratives excessives. Nous avons déjà présenté **12 paquets omnibus** dans de nombreux secteurs, allant de l'automobile aux produits chimiques. Trois de ces paquets omnibus font déjà partie du corpus législatif de l'UE et trois autres ont déjà fait l'objet d'un accord partiel entre le Parlement et le Conseil. La Commission collabore avec les colégislateurs pour continuer à mettre en œuvre le programme de simplification. Au total, nos 12 paquets omnibus et nos mesures de simplification pour 2025 permettront aux entreprises européennes de réaliser des économies d'au moins 17 milliards d'euros en coûts administratifs nets. Notre objectif est de **réduire les charges administratives d'au moins 25 % pour toutes les entreprises et d'au moins 35 % pour les petites et moyennes entreprises (PME)** d'ici à la fin du mandat actuel. Cela signifie que les entreprises disposeront de davantage de ressources pour innover, se développer et créer des emplois de qualité.



© Adobe Stock

Avec ses 450 millions de consommateurs, l'UE est la deuxième puissance économique mondiale.
Un partenaire stable, prévisible et fiable ouvert aux entreprises.



12 trains de mesures sur la simplification dans plusieurs secteurs:



**LÉGISLATION
RELATIVE
AUX PRODUITS
ÉNERGÉTIQUES**



FISCALITÉ



**SÉCURITÉ SANITAIRE
DES DENRÉES
ALIMENTAIRES
ET DES ALIMENTS
POUR ANIMAUX**



AUTOMOBILE



**LÉGISLATION
ENVIRONNEMENTALE**



NUMÉRIQUE



**SUBSTANCES
CHIMIQUES**



**PRÉPARATION
DE LA DÉFENSE**



**PETITES ENTREPRISES
À MOYENNE
CAPITALISATION,
NUMÉRISATION ET
SPÉCIFICATIONS
COMMUNES**



**POLITIQUE
AGRICOLE
COMMUNE**



**SIMPLIFICATION
DES
INVESTISSEMENTS**



DURABILITÉ

Des règles plus simples, des entreprises plus fortes

L'objectif est de **réduire les charges administratives** d'ici à la fin du mandat.
Au moins:



Pour
**toutes les
entreprises**

- 25 %



Pour
les PME

- 35 %

Économies administratives nettes résultant
des 12 paquets omnibus et de nos mesures
de simplification prises en 2025.

17 milliards
d'euros
économisés

37,5 milliards d'euros
Objectif d'ici à la fin du mandat

La simplification est aussi un état d'esprit que nous appliquons à tout ce que nous faisons dorénavant. Chaque nouvelle initiative de l'UE doit être **plus simple dès sa conception**, réduisant la charge administrative tant pour les entreprises que pour les citoyens. De meilleures règles ne sont pas seulement plus faciles à mettre en œuvre: elles sont également essentielles à la mise en place d'un marché unique plus dynamique, plus intégré et plus compétitif.

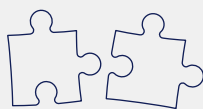
Les entrepreneurs européens et les entreprises innovantes sont les premiers à pâtir de la fragmentation réglementaire. Au lieu d'opérer sur un seul marché, ils se retrouvent confrontés à 27 systèmes juridiques différents et à plus de 60 formes de sociétés. Nous devons permettre à nos entreprises de bénéficier d'un véritable marché unique, fort de ses 450 millions de consommateurs. C'est la raison pour laquelle la Commission a présenté **EU Inc., un cadre unique pour les entreprises européennes doté d'un ensemble unique et harmonisé de règles**. Cela signifie que les entrepreneurs pourront créer une société EU Inc. **entièrement en ligne dans un délai de 48 heures, où qu'ils se trouvent en Europe, pour moins de 100 euros**, et ce sans qu'il soit porté atteinte aux normes existantes en matière de travail et aux protections des travailleurs.

EU Inc. — un nouveau régime juridique harmonisé pour les sociétés



RAPIDE ET PEU COÛTEUX

Inscription en
48 heures.
Coût maximal
de 100 euros.



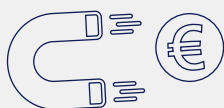
SIMPLE

Environnement entièrement
numérique.
Transmission d'informations
une fois pour toutes.
Registre central de l'UE pour
les informations sur les sociétés.



PRÉSENTANT PEU DE RISQUES

Procédure d'insolvabilité
simplifiée et numérique
pour les jeunes pousses.



ATTRAYANT POUR LES INVESTISSEURS

Simplicité de cession
d'actions et d'accès
à la bourse.



ATTRAYANT POUR LES SALARIÉS

Un accès plus aisé aux
options d'achat d'actions
pour les salariés.



GARANTIES SOLIDES

Aucun relâchement
des règles qui protègent
les travailleurs.

Nous luttons également contre la fragmentation des marchés financiers. Aujourd'hui, l'Europe fonctionne toujours à travers 27 systèmes financiers différents, chacun disposant de ses propres règles, autorités de surveillance et pratiques de marché. Ce niveau de fragmentation empêche les capitaux de circuler efficacement vers les endroits où ils sont nécessaires. Dans le même temps, les ménages européens investissent 300 milliards d'euros à l'étranger chaque année et conservent plus de 10 000 milliards d'euros de dépôts bancaires à faible rendement.

L'Europe ne manque pas de capitaux; ce qui lui manque, c'est un système efficace pour orienter ces capitaux vers des investissements productifs. C'est pourquoi, au cours de l'année écoulée, la Commission européenne a présenté des propositions ambitieuses pour une **union de l'épargne et des investissements**, y compris des mesures visant à renforcer l'intégration des marchés financiers, à simplifier la surveillance et à la rendre plus cohérente, ainsi qu'à promouvoir l'accès de tous les citoyens aux comptes d'épargne et d'investissement et aux systèmes de retraite complémentaire.

Une union de l'épargne et des investissements plus solide offrira aux ménages européens des possibilités plus nombreuses et plus sûres d'investir sur les marchés des capitaux, tout en facilitant l'accès des entreprises aux capitaux dont elles ont besoin pour innover, se développer et créer des emplois de qualité en Europe. En parallèle, nous nous efforçons de renforcer la culture financière dans toute l'Europe.

Au cours de l'année écoulée, la Commission s'est employée sans relâche à supprimer les obstacles qui continuent de fragmenter le marché unique. Nous avons déjà présenté la plupart des initiatives énoncées dans la **boussole pour la compétitivité** et l'accent est désormais mis sur leur mise en œuvre. C'est pourquoi nous avons convenu, en avril, d'une **feuille de route «Une Europe, un marché»** avec le Parlement et le Conseil. L'engagement politique a été pris de faire avancer les réformes clés d'ici à la fin de 2027, et nous progressons rapidement sur cette voie.

Le marché unique reste l'atout économique le plus précieux de l'Europe. Toutefois, nous n'exploitons qu'une partie de son potentiel. La réduction de la fragmentation est la voie la plus rapide vers une compétitivité accrue et une véritable indépendance européenne.

Une Europe, un marché



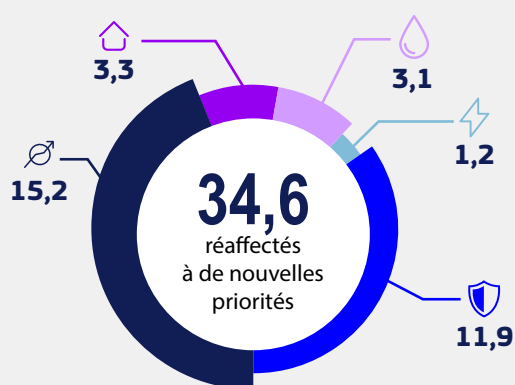
La **politique de cohésion** joue un rôle essentiel dans la réduction des disparités économiques et sociales entre les régions d'Europe. L'année dernière a été marquée par l'examen à mi-parcours de cette politique, qui a permis aux États membres de réorienter les fonds vers les priorités stratégiques émergentes. En un an seulement, 34,6 milliards d'euros des fonds de cohésion ont été réaffectés à des domaines tels que le renforcement de la compétitivité, l'amélioration de la sécurité européenne et l'accélération de la transition énergétique.

Nos propositions pour le prochain budget à long terme s'appuient sur ce modèle et s'articulent autour d'une politique de cohésion modernisée. Les **partenariats nationaux et régionaux** en matière d'investissement et de réformes combineront les priorités communes de l'Europe avec un rôle plus important pour les collectivités locales et régionales, en reconnaissant que chaque territoire présente des spécificités uniques et est le plus à même de les gérer.

Une politique de cohésion modernisée

EXAMEN À MI-PARCOURS

En milliards d'euros



Le total peut être légèrement différent de la somme des chiffres individuels en raison de l'arrondi.



Compétitivité: soutenir les PME, ainsi que les technologies et industries critiques, en vue d'un plus grand développement territorial.



Investissements dans le domaine de la défense et des biens à double usage: englober la robustesse des infrastructures, la préparation civile et la mobilité militaire, ainsi que les mesures de cybersécurité.



Un logement abordable et durable: garantir le droit de se maintenir dans son territoire d'origine.



Investissements dans le domaine de l'eau: pour une gestion durable des ressources et une résilience à long terme.



Sécurité énergétique: en mettant l'accent sur les interconnexions et la décarbonation industrielle.

Une Union innovante qui montre la voie à suivre aux industries du futur

L'Europe ne se trouve pas seulement face à un nouveau tournant géopolitique; elle connaît aussi une profonde transformation technologique et industrielle. De l'IA et des technologies quantiques aux technologies propres et aux biotechnologies, une course mondiale est engagée pour façonner les industries qui forgeront la prospérité et la puissance futures. Ces technologies sont déjà en train de remodeler les secteurs traditionnels et de transformer la vie quotidienne. **La capacité de l'Europe à agir de manière indépendante et à rester compétitive suppose de veiller à ce que ces technologies soient non seulement déployées en Europe, mais qu'elles y soient aussi conçues, développées et créées.**

L'Europe dispose d'entreprises industrielles et technologiques de stature mondiale, d'une recherche de pointe, de jeunes pousses florissantes et d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. Elle doit à présent mieux utiliser ces atouts pour aider les entreprises à démarrer leur activité, à se développer et à devenir des champions mondiaux.

Pour chaque euro investi dans Horizon Europe, l'économie de l'UE gagnera jusqu'à 11 euros d'ici à 2045.

Pour attirer les investissements, nous devons renforcer la demande de technologies et de produits propres européens. C'est précisément dans ce domaine que l'UE doit utiliser son poids économique de manière plus stratégique. Le **règlement relatif à l'accélération des capacités industrielles**, que nous avons présenté en mars 2026, est conçu pour cela. Il simplifie les procédures, accélère l'octroi de permis et crée des marchés pilotes pour l'industrie européenne en introduisant des critères «made in Europe» et «bas carbone» dans les marchés publics dans les secteurs stratégiques. Il vise à **faire passer la part de l'industrie manufacturière dans le produit intérieur brut (PIB) de l'UE de 14,3 % en 2024 à 20 % d'ici à 2035**. Une demande accrue de produits européens propres et innovants donne aux entreprises la certitude dont elles ont besoin pour investir et se développer en Europe.

Les marchés publics sont l'un des outils les plus puissants dont dispose l'UE, représentant environ 15 % de son PIB. Trop souvent, toutefois, nous ne les utilisons pas pour faire progresser les objectifs stratégiques de l'UE. L'**acte législatif sur les marchés publics**, présenté en septembre 2026, rendra les marchés publics plus simples et plus responsables, tout en permettant aux pouvoirs publics de les utiliser de manière plus stratégique pour soutenir les fournisseurs européens dans les secteurs critiques.



Le règlement relatif à l'accélération des capacités industrielles



© Adobe Stock

Vers une part de

20%

de l'industrie
manufacturière
dans le PIB
de l'UE

- » Renforcer la primauté industrielle de l'UE.
- » Accélérer les investissements dans la décarbonation de l'industrie.
- » Recourir aux marchés publics pour stimuler la demande de produits de technologies propres de l'UE.
- » Veiller à ce que les investissements étrangers dans des secteurs critiques génèrent une valeur ajoutée pour l'économie de l'UE.

Et nous nous efforçons de **transformer davantage d'idées européennes en réussites européennes**. L'Europe produit de la recherche et de l'innovation de classe mondiale, mais ces dernières débouchent trop peu sur des produits et des entreprises performants. L'**acte législatif européen sur l'innovation**, également présenté en septembre, aidera à combler cette lacune en permettant aux pouvoirs publics de soutenir l'innovation européenne et en favorisant une meilleure utilisation des droits de propriété intellectuelle.

Dans le même temps, l'UE adapte son cadre réglementaire pour être compétitive dans un monde où l'échelle, la vitesse et les investissements ont de plus en plus d'importance. En avril 2026, la Commission a présenté un nouveau projet de **lignes directrices sur les concentrations** afin de garantir que la politique de concurrence reste adaptée aux marchés mondiaux. Ces lignes directrices adoptent une approche plus dynamique et tournée vers l'avenir, préservant la concurrence au sein de l'Europe tout en mettant davantage l'accent sur l'innovation, la capacité d'investissement et l'échelle industrielle.

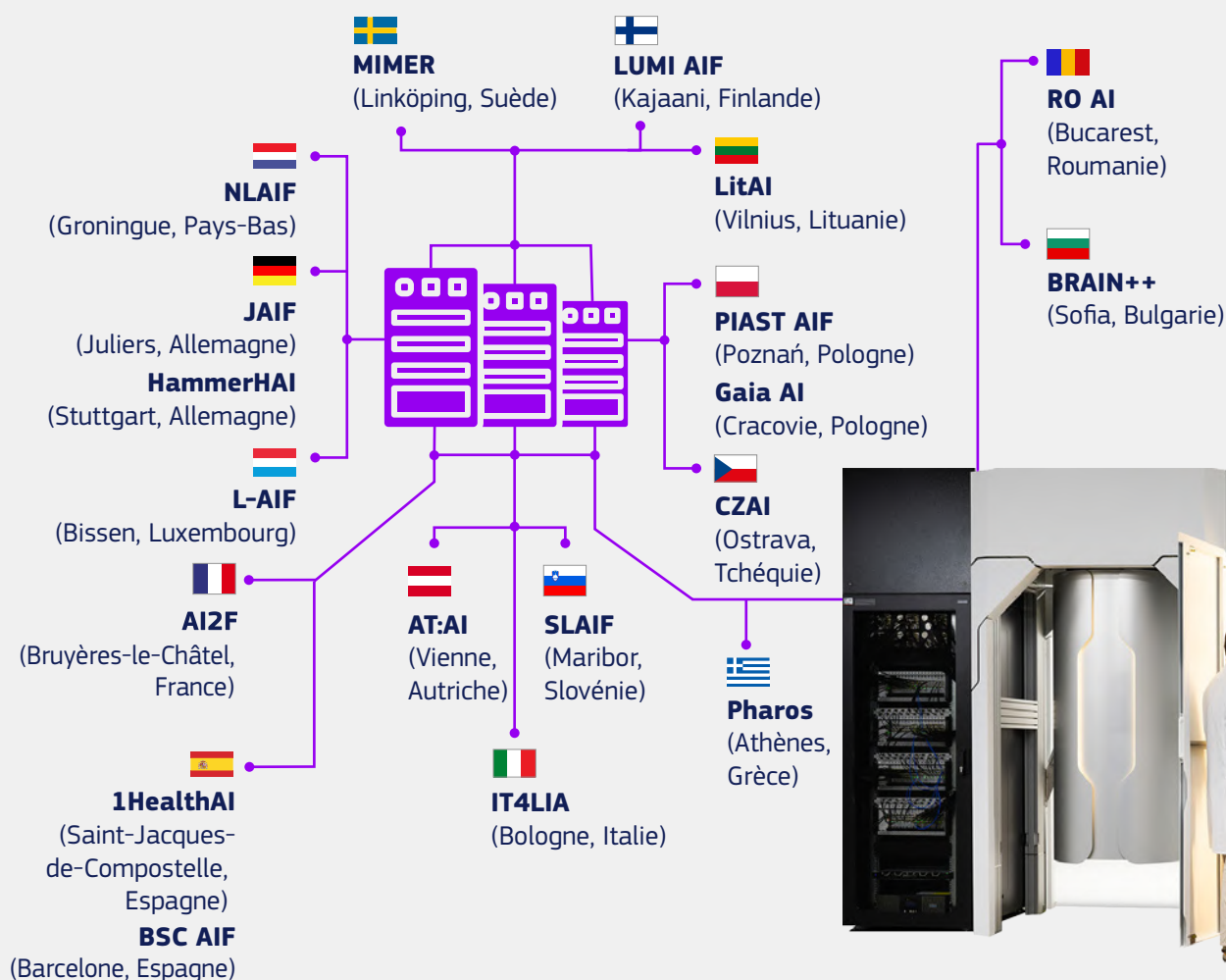
Le défi n'est nulle part aussi clair que dans les domaines des technologies numériques et de l'IA. À cet égard, le leadership technologique et une industrie dynamique sont des conditions préalables à la réussite future. La prochaine vague d'innovation sera définie par la manière dont les capacités numériques sont appliquées dans le monde réel. Pour créer de la valeur, des technologies telles que l'IA doivent être connectées aux systèmes physiques qu'elles sont censées améliorer.

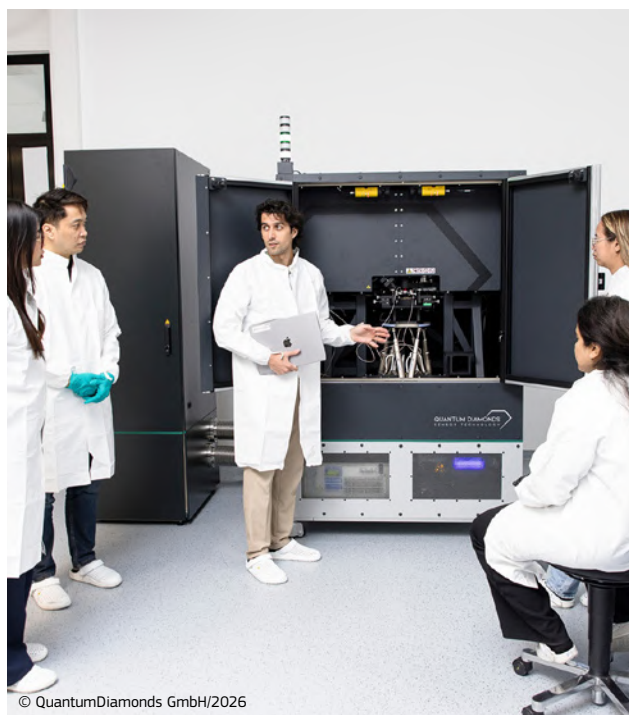
L'Europe est prête à relever ce défi. Au travers de l'**initiative InvestAI**, nous avons pour objectif de mobiliser 200 milliards d'euros d'investissements publics et privés dans ce domaine. Avec la **stratégie pour l'application de l'IA**, nous soutenons également l'industrie européenne dans l'adoption de l'IA dans les secteurs clés, allant des soins de santé à la fabrication avancée en passant par les produits pharmaceutiques. Parallèlement, l'Europe construit les infrastructures nécessaires pour affronter la concurrence mondiale. **Dix-neuf fabriques d'IA** sont déjà en cours de déploiement, et l'appel pour les premières **giga-fabriques d'IA** d'Europe a été lancé en juillet 2026. Cela permettra d'accroître la capacité informatique nécessaire pour entraîner les modèles d'IA d'avant-garde et soutenir l'innovation à grande échelle. En outre, avec notre **règlement omnibus numérique**, nous simplifions les règles afin de faire de l'Europe un endroit plus propice à l'innovation et à l'investissement. Tous ces efforts contribueront à faire de l'Europe un continent de l'IA.

Le leadership technologique nécessite également un accès fiable aux intrants critiques. C'est pourquoi nous renforçons l'autonomie et la résilience dans le domaine des technologies, des semi-conducteurs aux domaines émergents et de rupture en passant par les logiciels, grâce à notre **train de mesures sur la souveraineté technologique**, présenté en juin 2026. S'appuyant sur le succès du règlement sur les puces, qui a déjà débloqué plus de 52 milliards d'euros d'investissements dans les semi-conducteurs, le **règlement sur les puces 2.0** renforcera la demande de semi-conducteurs

fabriqués en Europe et les chaînes d'approvisionnement de l'industrie européenne. Dans le même temps, avec la proposition d'**acte législatif sur le développement de l'informatique en nuage et de l'IA**, nous renforcerons la souveraineté et la compétitivité de l'Europe dans l'écosystème de l'informatique en nuage et de l'IA, tandis que le **règlement sur les réseaux numériques** modernisera et harmonisera les règles applicables aux réseaux de connectivité, et créera les conditions permettant aux opérateurs d'investir et d'innover.

19 fabriques d'IA dans toute l'Europe





© QuantumDiamonds GmbH/2026

QuantumDiamonds, une entreprise en expansion basée à Munich, a mis au point le premier système d'inspection des semi-conducteurs au monde fondé sur la détection quantique et disponible sur le marché. Ses machines, déjà utilisées par des clients aux États-Unis et à Taïwan, détectent des défauts dans les microprocesseurs modernes qu'aucune autre technologie n'était capable de repérer auparavant. Alors que la complexité des puces ne cesse d'augmenter, cette innovation de pointe consolide le socle technologique sur lequel repose l'IA et confère à l'Europe un véritable avantage concurrentiel dans la course mondiale à l'IA.

Train de mesures sur la souveraineté technologique européenne

Le train de mesures sur la souveraineté technologique renforcera la compétitivité, l'autonomie stratégique et la position géoéconomique de l'Europe.

DE QUOI EST-IL QUESTION ?



Renforcer les capacités et l'autonomie industrielles locales tout au long de la chaîne d'approvisionnement.



Élargir le choix pour les utilisateurs finaux.



Sécuriser l'approvisionnement en technologies numériques.



Assurer le développement, le contrôle et la mise à l'échelle de technologies, d'infrastructures, de services et de données critiques.



Définir les normes applicables aux technologies stratégiques clés.

LE TRAIN DE MESURES COMPREND :

Le règlement sur les puces 2.0

L'acte législatif sur le développement de l'informatique en nuage et de l'IA

La stratégie de l'UE en matière d'open source

La feuille de route stratégique sur la numérisation et l'IA dans le secteur de l'énergie

Règlement sur les puces 2.0



AMÉLIORER les conditions- cadres:

encourager l'octroi plus rapide des permis, réduire la pénurie de compétences et soutenir les régions européennes.



STIMULER la demande européenne:

encourager la demande des secteurs utilisateurs.



GARANTIR la résilience de la chaîne d'approvisionnement:

réduire les écarts d'approvisionnement et les vulnérabilités dans les chaînes de valeur.

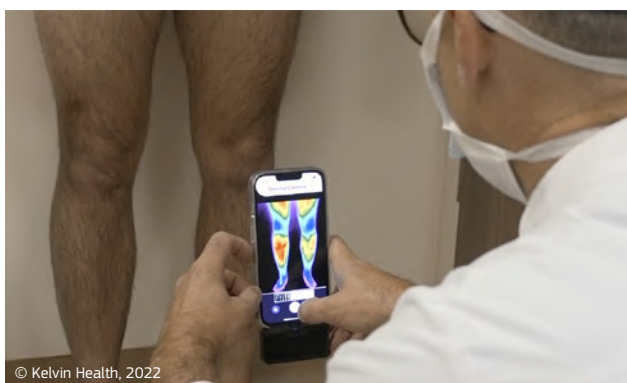


RENFORCER les capacités:

stimuler la production de puces d'IA, ce qui devrait attiser la croissance dans le secteur.



© Adobe Stock



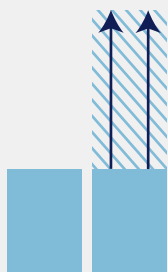
© Kelvin Health, 2022

Ce n'est pas seulement dans les domaines du numérique et de l'IA que la Commission aide les entreprises européennes à jouer un rôle de premier plan dans les industries de demain. Dans les domaines de la biotechnologie et des sciences du vivant, l'Europe dispose déjà de bases solides, mais est confrontée à une concurrence mondiale de plus en plus forte. Le **règlement sur les biotechnologies**, proposé par la Commission en décembre 2025, vise à faire de l'Europe un lieu plus attrayant pour développer, tester, fabriquer et commercialiser les biotechnologies médicales en réduisant la complexité réglementaire et en accélérant les essais cliniques à l'échelle de l'UE. En collaboration avec la Banque européenne d'investissement (BEI), la **Commission investira 10 milliards d'euros dans les biotechnologies et les sciences du vivant entre 2026 et 2027** afin de renforcer à la fois l'excellence de la recherche et les capacités industrielles.

Kelvin Health est une entreprise bulgare innovante dans le domaine des technologies de la santé qui développe une méthode non invasive permettant de détecter les premiers signes de maladies vasculaires et d'inflammation grâce à une technologie combinant l'imagerie thermique, l'IA et l'utilisation d'un smartphone. Les maladies vasculaires et cardiovasculaires constituent l'une des principales causes de décès et d'invalidité dans l'UE. Kelvin Health s'est donné pour mission de faire progresser les soins au moyen de diagnostics accessibles, contribuant ainsi à détecter rapidement les risques graves pour la santé. Transformant la recherche de pointe en solutions concrètes pour les patients, les travaux de cette entreprise sont soutenus par Horizon Europe ainsi que par EIT Health, une initiative de l'Institut européen d'innovation et de technologie. L'équipe a également remporté des prix internationaux de l'innovation, dont le prix de l'innovation en technologies de la santé 2022 décerné par MedTech World.

L'acte législatif européen sur les biotechnologies

CHIFFRES CLÉS



Le secteur de la biotechnologie de l'UE a connu une croissance plus de **DEUX FOIS PLUS RAPIDE** que l'ensemble de l'économie de l'UE.



75 % des emplois dans le secteur des biotechnologies dans l'UE sont liés aux biotechnologies de la santé, représentant un total de 685 000 emplois.



21 % des principales publications mondiales dans le domaine des biotechnologies sont rédigées par des scientifiques de l'UE.



40 % de l'ensemble des médicaments vendus dans l'UE sont des biomédicaments (y compris des biosimilaires).

POURQUOI UN ACTE LÉGISLATIF SUR LES BIOTECHNOLOGIES DE LA SANTÉ?

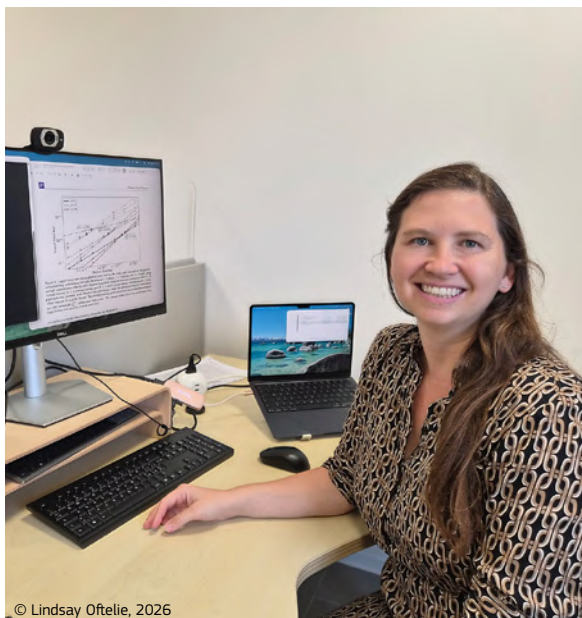
- **Compétitivité de l'UE:** renforcer la capacité de l'UE à être compétitive à l'échelle mondiale et à jouer un rôle de premier plan dans le domaine des biotechnologies.
- **Disponibilité des traitements:** accélérer la mise au point et la fourniture de traitements novateurs.
- **Création d'emplois:** créer des milliers d'emplois de qualité et stimuler les économies européennes.
- **Innovation et investissement:** permettre aux entreprises innovantes de prospérer et favoriser les percées dans le domaine des soins de santé et des technologies.
- **Biosécurité:** veiller à ce qu'il existe des règles claires empêchant l'utilisation abusive des biotechnologies.



Le Dr Giacomo Annio concentre ses travaux sur le développement de nanoparticules magnétiques intelligentes destinées à cibler les tumeurs cérébrales. Ces nanoparticules théragnostiques sont conçues à la fois pour traiter les tumeurs et pour permettre aux médecins de les suivre par IRM. Elles ne sont activées qu'au sein même de la tumeur, ce qui permet de réduire au minimum les dommages causés aux tissus sains. Après avoir effectué une partie de ses recherches postdoctorales à l'université de Stanford, le Dr Annio est revenu en Europe grâce aux actions Marie Skłodowska-Curie pour continuer à développer ses travaux novateurs.



© Giacomo Annio, 2026



© Lindsay Oftelie, 2026

Physicienne informatique, la Dr Lindsay Bassman Oftelie travaille au développement d'ordinateurs quantiques plus économes en énergie. En 2022, elle a choisi l'Europe. Elle a quitté Berkeley Lab, aux États-Unis, pour rejoindre CNR Nano, à Pise, grâce à une bourse postdoctorale dans le cadre des actions Marie Skłodowska-Curie. Outre ses réalisations scientifiques, la Dr Bassman Oftelie a été saluée par le ministère italien des affaires étrangères pour ses efforts de communication scientifique et de diplomatie.

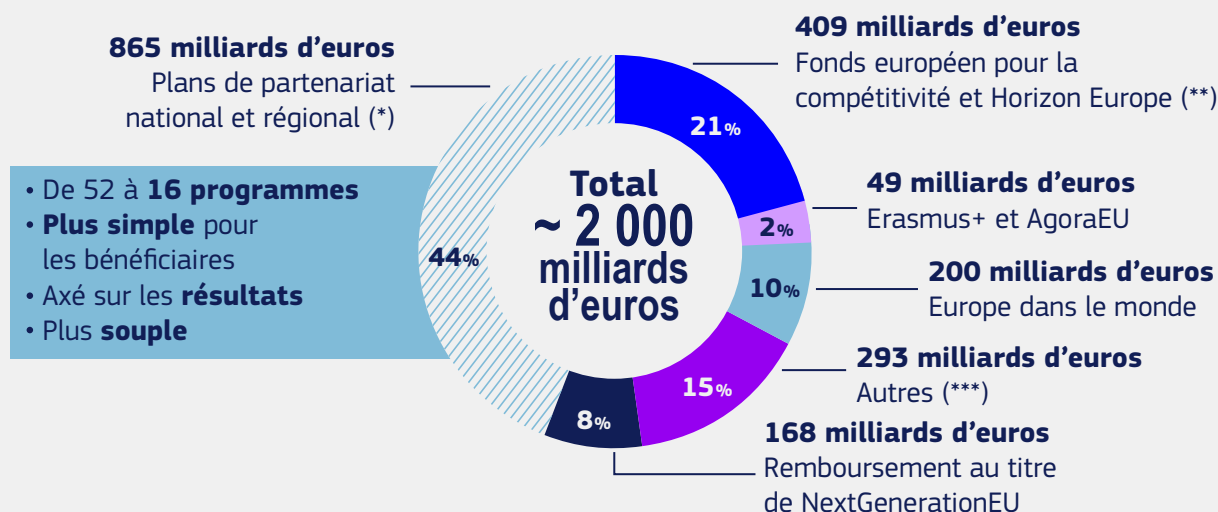
Aider les entreprises européennes à devenir des champions mondiaux est aussi une question d'accès aux capitaux. Trop souvent, les entreprises européennes les plus prometteuses se tournent encore vers l'étranger pour obtenir des capitaux de croissance, entraînant un déplacement d'investissements, de talents et de propriété intellectuelle hors d'Europe. Pour remédier à ce problème, la Commission et les partenaires du secteur privé ont lancé, parallèlement à l'union de l'épargne et des investissements, le **Fonds «Scale-up Europe»**, le plus grand fonds européen de capital de croissance à ce jour. Avec un objectif de 5 milliards d'euros, il soutiendra les entreprises qui développent des technologies stratégiques dans les domaines de l'IA, de l'informatique quantique, de l'énergie propre et de l'espace.

Nous soutenons également la science et la recherche menées en Europe. Le dernier appel à candidatures pour les bourses postdoctorales dans le cadre des actions Marie Skłodowska-Curie a attiré **un nombre record de 21 627 candidatures provenant**

du monde entier, ce qui montre que l'Europe est une destination attractive et que de nombreux chercheurs de haut niveau souhaitent **«Choisir l'Europe pour la science»**.

L'innovation sera également au cœur du prochain **budget à long terme de l'UE** pour la période 2028-2034. **Avec près de 2 000 milliards d'euros, il s'agit de la proposition de budget la plus ambitieuse de l'histoire de l'UE**, visant à renforcer la capacité de l'Europe à investir de manière plus stratégique et à plus grande échelle. L'élément central de ce budget est constitué du nouveau **Fonds européen pour la compétitivité, d'Horizon Europe et du Fonds pour l'innovation**, dotés de 451 milliards d'euros consacrés au soutien à la recherche et à l'innovation, au renforcement des chaînes d'approvisionnement, à la réduction des dépendances, au soutien des infrastructures stratégiques et à l'accélération des investissements dans les technologies essentielles à la compétitivité future de l'Europe.

Le nouveau budget à long terme proposé



Remarque: tous les montants sont exprimés aux prix de 2025, ajustés au moyen d'un déflateur de 2 %.

(*) Y compris:
– développement régional;
– migration, frontières, sécurité;
– social;
– politique agricole commune;
– pêche et affaires maritimes.

(**) Plus 41 milliards d'euros provenant du Fonds pour l'innovation.

(***) Y compris:
– mécanisme pour l'interconnexion en Europe;
– protection civile et santé;
– programme Euratom de recherche et de formation;
– politique étrangère et de sécurité commune;
– programme «Justice»;
– déclassé d'installations nucléaires;
– pays et territoires d'outre-mer, y compris le Groenland;
– programme «Pericles».

Ce budget donnera à l'Europe la force de frappe financière nécessaire pour affronter la concurrence et jouer un rôle de premier plan dans les industries de demain.

L'Europe a besoin d'une base industrielle solide. Des secteurs tels que l'énergie, la chimie et l'acier sont les fondements de chaînes de valeur entières. Aujourd'hui, ces industries sont confrontées à une pression croissante due au niveau élevé des coûts de l'énergie, à l'intensification de la concurrence mondiale et aux distorsions du marché provoquées par des subventions étrangères massives.

Le maintien de ces capacités en Europe n'est pas seulement un impératif économique: c'est aussi un impératif stratégique. La perte de capacités industrielles signifie la perte d'emplois qualifiés, d'expertise technologique et de la capacité à construire notre propre avenir. C'est pourquoi l'Europe renforce son soutien. L'année dernière, nous avons lancé le **pacte pour une industrie propre**, qui vise à faire de la décarbonation un moteur de croissance pour les industries européennes tout en contribuant à la réalisation de nos ambitions en matière de climat. Nous avons plus que **doublé les investissements dans la transformation industrielle, qui sont passés de 52 milliards d'euros en 2024 à 115 milliards d'euros en 2025.**

Pacte pour une industrie propre

ACCÉLÉRER LA TRANSITION DE L'EUROPE VERS UNE INDUSTRIE PROPRE



INDUSTRIES À FORT INTENSITÉ ÉNERGÉTIQUE

pour préserver leur compétitivité face aux coûts élevés de l'énergie et à la concurrence déloyale au niveau mondial.



SECTEUR DES TECHNOLOGIES PROPRES

car il s'agit d'un moteur essentiel de la compétitivité et de la décarbonation.

Investissements dans la transformation de l'industrie



Au cours de l'année écoulée, nous avons lancé une **alliance pour les produits chimiques critiques** afin de relever les défis structurels auxquels est confronté l'un des écosystèmes industriels les plus importants d'Europe. Au travers du **plan d'action en faveur du secteur automobile**, nous soutenons les constructeurs automobiles et fournisseurs européens dans leur transition vers une mobilité propre. Et grâce à un **nouveau cadre visant à protéger le secteur sidérurgique contre la surcapacité mondiale** et la concurrence déloyale, nous veillons à ce que l'Europe conserve les fondements industriels dont dépendent tant notre prospérité et notre sécurité. Nous ajoutons des produits en aval à forte teneur en acier et en aluminium au **mécanisme d'ajustement carbone aux frontières** de l'UE. Ensemble, ces mesures contribuent à faire en sorte que l'Europe reste non seulement un continent d'innovation, mais aussi un continent qui construit et produit.



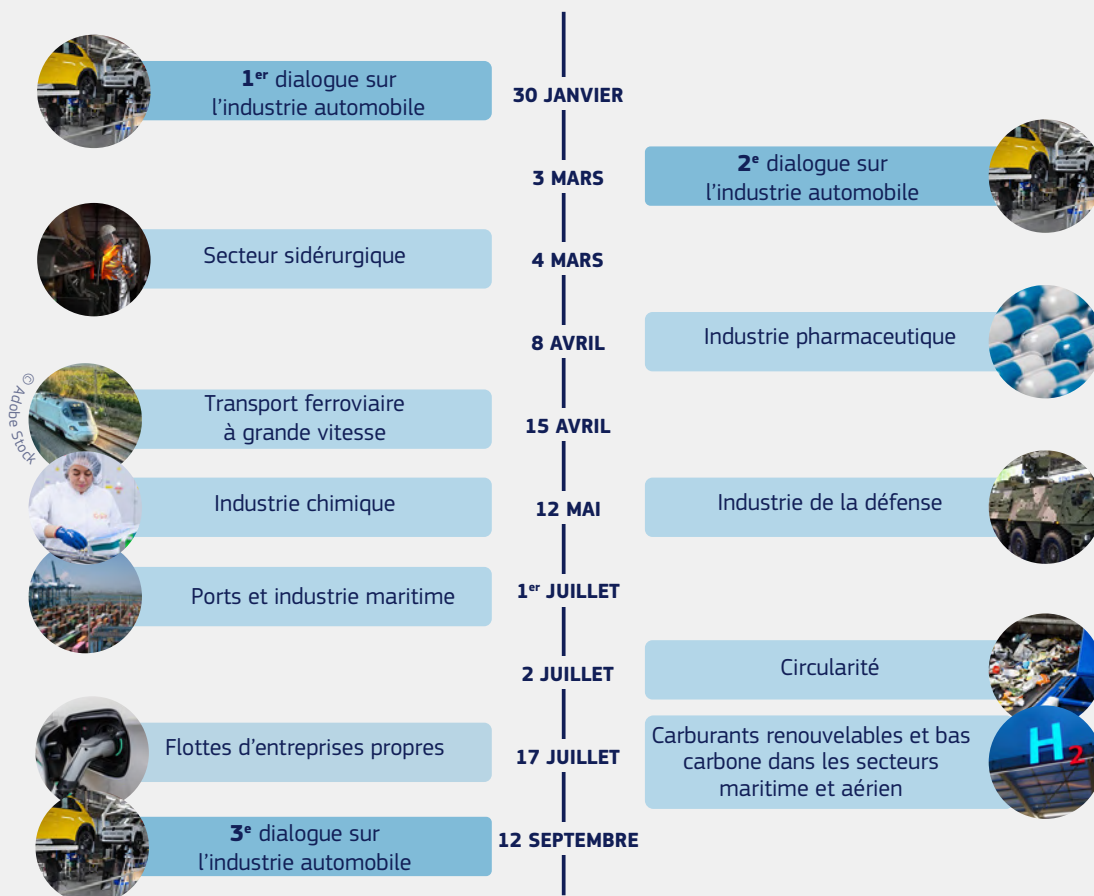
© Consorcio del Aeropuerto de Teruel, 2026

À Caudé, un petit village espagnol situé dans une zone touchée par le dépeuplement, la plateforme aéroportuaire de Teruel est devenue un exemple de transformation économique rurale. En développant un écosystème aérien dynamique, l'aéroport de Teruel a attiré des investissements qui ont permis de créer environ 1 000 emplois directs et d'offrir des opportunités aux travailleurs qualifiés dans la région.

Dans le cadre de cet écosystème, le Fonds pour une transition juste cofinance le laboratoire d'innovation aérospatiale. Ce laboratoire renforcera le rôle de la plateforme en tant que pôle d'innovation, offrira des installations d'essai et de qualification pour les composants aérospatiaux et servira d'usine pilote pour le recyclage des aéronefs. Le projet soutiendra la transition vers un secteur européen de l'aviation plus propre, plus sûr et plus compétitif.



Dialogues stratégiques en 2025



Assurer l'indépendance énergétique

L'énergie est le secteur dans lequel le besoin d'une plus grande indépendance européenne se fait le plus clairement sentir. **Pour la deuxième fois de la décennie, l'Europe a été confrontée à un choc énergétique mondial.** L'escalade du conflit au Moyen-Orient et la fermeture du détroit d'Ormuz ont entraîné de fortes hausses des prix mondiaux du pétrole et du gaz. La crise a coûté à l'Europe plus de 80 milliards d'euros de coûts énergétiques supplémentaires. Une fois de plus, nous avons vu comment l'instabilité géopolitique au-delà de nos frontières peut rapidement se traduire par une pression économique sur les familles et les entreprises européennes.

Ces dernières années, l'UE a pris des mesures importantes pour accélérer la transition vers une énergie propre et réduire les émissions et l'exposition à la volatilité des marchés de l'énergie. Ces efforts ont permis à l'Europe d'affronter cette crise mieux préparée qu'auparavant. En avril, la Commission a présenté **AccelerateEU**, un ensemble de mesures conçues à la fois pour aider les États membres à réagir immédiatement à la crise et pour renforcer la résilience énergétique à long terme de l'Europe. Cette initiative combine un soutien à court terme aux citoyens vulnérables et aux industries à forte intensité énergétique avec des mesures structurelles visant à réduire la dépendance à l'égard des marchés volatils des combustibles fossiles.

Nous avons également introduit une **interdiction totale des importations de gaz russe dans l'UE pour 2027**. Avec cette décision, l'UE ne sera plus exposée aux importations d'énergie en provenance du partenaire indigne de confiance qu'est la Russie et, ce qui est plus important, nous cesserons de financer cette dernière.

La leçon est claire: tant que l'Europe restera dépendante des importations de combustibles fossiles, notre prospérité et notre sécurité resteront vulnérables aux chocs extérieurs. **L'indépendance européenne implique d'accélérer la transition vers une énergie propre et locale.** Faire face à ce défi est d'autant plus urgent que les industries qui façonneront l'avenir de l'Europe, allant de l'IA à la mobilité électrique, ont besoin d'énergie de manière abondante, abordable et fiable.

L'Europe a déjà accompli des progrès importants. **En 2025, nous avons produit pour la première fois plus d'électricité à partir des énergies éolienne et solaire combinées qu'à partir du gaz.** La part des énergies renouvelables dans le bouquet électrique européen est passée de 36 % en 2021 à 47 % en 2025. On estime que l'expansion rapide de l'énergie solaire à elle seule a permis d'économiser environ 110 millions d'euros par jour pendant la crise du détroit d'Ormuz, en empêchant les importations de gaz inutiles.

Avec la **stratégie pour les petits réacteurs modulaires**, présentée en mars 2026, la Commission soutient l'énergie nucléaire de prochaine génération en Europe, l'objectif étant de rendre ces technologies opérationnelles d'ici au début des années 2030. Dans le même temps, l'Europe **renforce son soutien à la recherche et à l'innovation dans le domaine de la fusion**, reconnaissant son potentiel à long terme pour transformer le paysage énergétique mondial.

Les actions de l'UE visant à accélérer les avantages de la transition propre réduiront la facture des importations de combustibles fossiles, pour atteindre **130 milliards d'euros d'économies par an d'ici à 2030.**

CES ÉCONOMIES SONT RÉALISÉES GRÂCE AUX ACTIONS SUIVANTES:



Remplacement de la demande persistante de combustibles fossiles dans la production d'électricité par une énergie propre.

50 % des économies



Augmentation de l'électrification et de l'efficacité énergétique.

25 % des économies



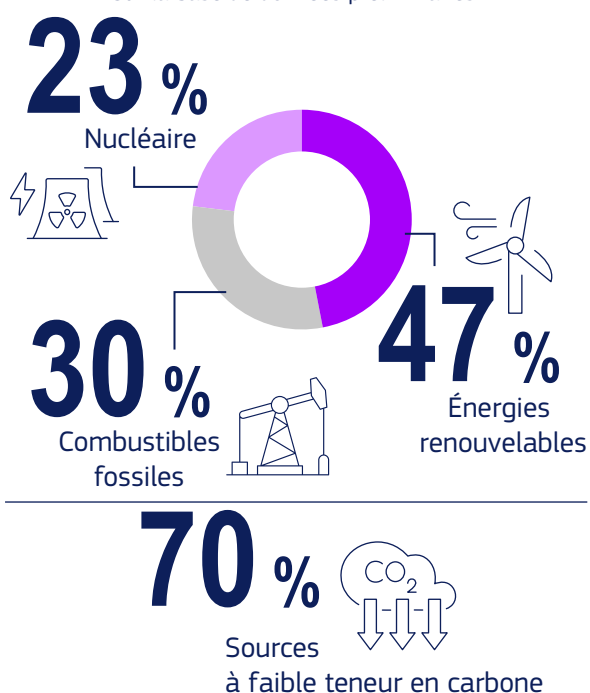
Infrastructures de réseaux intelligents et flexibilité du système énergétique.

25 % des économies

L'augmentation de la production d'électricité propre ne suffit pas à elle seule. L'Europe doit également **accélérer l'électrification** afin que les transports, le chauffage et les processus industriels fonctionnent de plus en plus avec de l'électricité européenne propre plutôt qu'avec des combustibles fossiles importés. En juillet, nous avons présenté un **plan d'action pour l'électrification** visant à faire de l'Europe le premier continent qui fonctionne à l'électricité, ainsi qu'une proposition sur les **redevances de réseau**, qui donnera aux États membres le pouvoir de réduire les redevances de réseau pour certains groupes de consommateurs et de faire en sorte que l'électricité ne soit pas plus lourdement taxée que le gaz.

Bouquet électrique de l'UE en 2025

Sur la base de données préliminaires



L'ÉNERGIE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE SUR LES TOITS POURRAIT FOURNIR

40 %

DE L'ÉLECTRICITÉ EUROPÉENNE D'ICI À 2050.



© Getting The Market, 2026

Renouant avec les méthodes ancestrales de navigation à la voile, WASP, un projet lancé par un innovateur néerlandais, équipe des navires et transbordeurs modernes de voiles rotors, combinant les technologies de propulsion au carburant et celles à l'énergie éolienne pour faire avancer le navire. Financé par le programme Interreg Mer du Nord, qui s'inscrit dans le cadre du Fonds européen de développement régional, WASP réunit des armateurs, des experts techniques et des chercheurs de toute l'Europe. Le projet a livré des installations sur cinq navires, qui ont obtenu jusqu'à 20 % d'économies de carburant; sa valeur ajoutée est évidente, moins d'émissions, baisse des coûts de carburant, dépendance moindre à l'égard des combustibles fossiles et résilience accrue pour le secteur européen du transport maritime.



L'île de Bornholm, en mer Baltique, recèle un énorme potentiel de production d'énergie éolienne. Le projet «Bornholm Energy Island» constitue le premier résultat concret de l'initiative «Autoroutes de l'énergie», un accord politique sur le partage des coûts du projet ayant été conclu en janvier 2026. Il prévoit la construction de parcs éoliens en mer qui permettront de raccorder 3 GW d'électricité aux réseaux nationaux danois et allemand. Ce projet permettra de faire de l'énergie éolienne une ressource européenne commune au lieu d'une ressource nationale, et la mer Baltique pourrait ainsi devenir un hub énergétique offshore qui servira de modèle pour des projets dans toute l'UE, dans le cadre de nos efforts pour atteindre l'indépendance énergétique. En tant que projet d'intérêt commun, il a été élevé au rang de priorité par la Commission et bénéficie d'une enveloppe de 645 millions d'euros au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe.

et plus intelligents, de capacités de stockage plus importantes et d'une plus grande flexibilité. Dans le cadre du **train de mesures «Battery Booster»**, la Commission investit 1,5 milliard d'euros pour renforcer la fabrication de batteries européennes. Avec le **train de mesures sur les réseaux** et les **«autoroutes de l'énergie»** transfrontières stratégiques, l'Europe s'attaque aux goulets d'étranglement des infrastructures et construit les réseaux nécessaires à l'ère de l'électrification.

En janvier, la Commission, aux côtés du Danemark et de l'Allemagne, a franchi la première étape majeure de l'initiative «Autoroutes de l'énergie» avec un **accord visant à développer l'énergie éolienne en mer sur l'île de Bornholm**. Le projet intégrera 3 GW de capacité éolienne en mer dans les réseaux nationaux danois et allemand.

Poursuivre l'interconnexion des infrastructures de réseaux européens

TOTALEMENT INTERCONNECTÉES



Les consommateurs européens bénéficient déjà d'**environ 34 milliards d'euros d'économies chaque année** grâce au marché intérieur de l'énergie de l'UE.



Investir 5 milliards d'euros permettrait de réduire les coûts du système de 8 milliards d'euros, ce qui se traduirait par un **gain économique net de 3 milliards d'euros**.



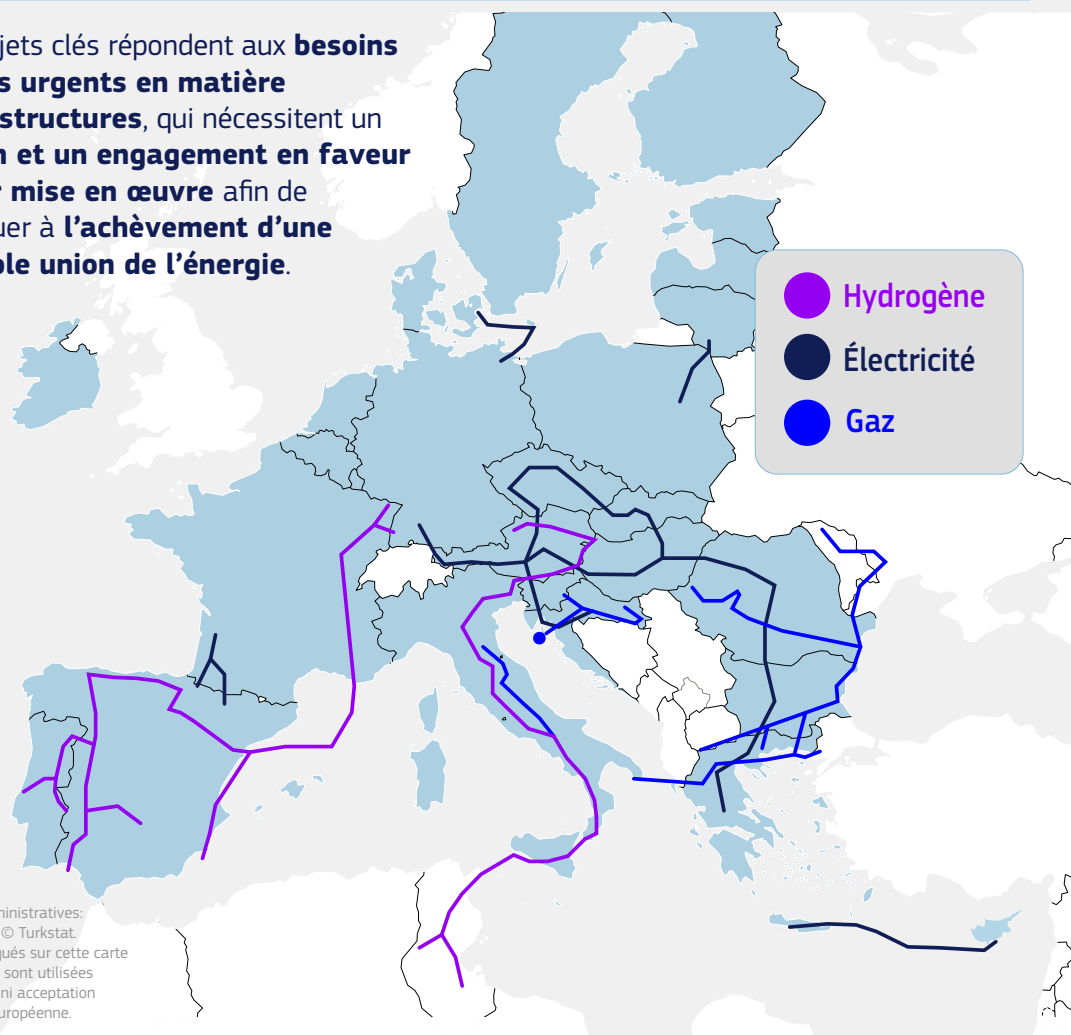
Une plus grande intégration pourrait permettre de porter ces avantages à **40-43 milliards d'euros** chaque année, et ce dès 2030.



En stimulant les échanges transfrontaliers d'électricité de 50 %, l'UE pourrait accroître son PIB annuel d'environ 18 milliards d'euros en 2030.

ACCÉLÉRER LA MISE EN PLACE DES AUTOROUTES DE L'ÉNERGIE

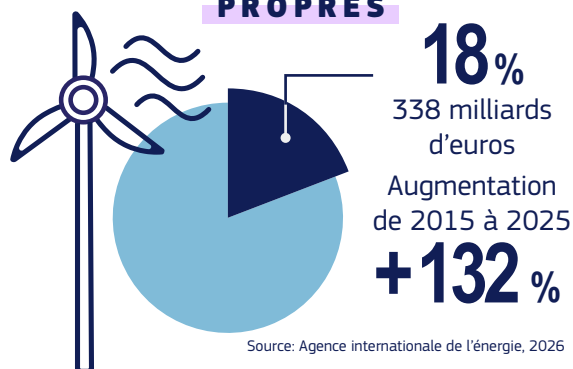
Ces projets clés répondent aux **besoins les plus urgents en matière d'infrastructures**, qui nécessitent un **soutien et un engagement en faveur de leur mise en œuvre** afin de contribuer à **l'achèvement d'une véritable union de l'énergie**.



Carte à droite — Frontières administratives:
© EuroGeographics © UN-FAO © Turkstat.
Les frontières et les noms indiqués sur cette carte ainsi que les désignations qui y sont utilisées n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'Union européenne.

Jouer un rôle de premier plan dans les efforts déployés à l'échelle mondiale pour façonner la transition propre et résiliente

PART DE L'UE DANS LES INVESTISSEMENTS MONDIAUX EN FAVEUR DES ÉNERGIES PROPRES



SEQUE DE L'UE ET ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Depuis l'introduction du **SEQUE** en 2005

Émissions de gaz à effet de serre



Recettes générées



L'économie de l'UE continue de croître.

La réalisation de la transition vers une énergie propre nécessitera des investissements sans précédent. La **stratégie d'investissement dans les énergies propres** de la Commission contribue à combler le fossé entre les capitaux privés actuellement disponibles et les investissements nécessaires. Elle aide également à réduire les risques liés aux projets et mobilise des financements privés en faveur des réseaux, des technologies énergétiques propres innovantes et de l'efficacité énergétique. Cet effort est soutenu par une coopération étroite avec le Groupe Banque européenne d'investissement, qui entend mobiliser **plus de 75 milliards d'euros de financement au cours des trois prochaines années à l'appui des objectifs de l'Europe en matière de transition vers une énergie propre.**

La transition nécessite également des incitations de marché adéquates. C'est pourquoi la Commission a lancé une **révision du système d'échange de quotas d'émission (SEQUE)**. Le système a prouvé que la décarbonation et la croissance pouvaient aller de pair. **Depuis son introduction en 2005, les émissions dans les secteurs couverts par le SEQUE ont diminué de plus de 50 %**, alors que l'économie de l'UE a continué à croître. Le système a généré plus de 280 milliards d'euros de recettes permettant de soutenir la transition vers une énergie propre. Au niveau européen, ces recettes sont réinvesties dans l'innovation propre et la transformation industrielle. Les États membres ont déjà l'obligation de consacrer 100 % de leurs recettes nationales tirées du SEQUE à des objectifs climatiques. À l'avenir, ils seront tenus d'affecter au moins la moitié de ces recettes à la décarbonation des secteurs relevant du SEQUE, ce qui contribuera à faire en sorte que les recettes générées par les industries européennes soient réinvesties pour aider les entreprises européennes à développer les industries propres et les énergies de demain.



Les agriculteurs européens sont essentiels pour notre prospérité et notre indépendance. Ils garantissent un approvisionnement fiable en denrées alimentaires sûres et de qualité, soutiennent des millions d'emplois dans le secteur agroalimentaire et font vivre les communautés rurales et les paysages qui font partie de l'identité européenne. Et pourtant, les agriculteurs sont confrontés à des pressions croissantes, allant de la hausse des coûts des intrants et de la concurrence mondiale à l'incidence grandissante du changement climatique et des défis géopolitiques.

Au cours de l'année écoulée, l'Europe a renforcé son soutien. La Commission a présenté sa **stratégie de renouvellement des générations dans l'agriculture** en octobre 2025, avec l'ambition de doubler le nombre de jeunes et de nouveaux agriculteurs d'ici à 2040. Nous avons encore simplifié la **politique agricole commune**, en réduisant les charges administratives et en facilitant l'accès aux aides. De nouvelles règles ont également été adoptées **pour renforcer la position des agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire**, afin de faire en sorte qu'ils reçoivent une part plus équitable de la valeur qu'ils créent.

En mai, la Commission a présenté son **plan d'action sur les engrais** dans le but de permettre un accès aux engrais à des prix abordables, d'accroître la production intérieure et de renforcer la sécurité économique ainsi que notre indépendance. Peu après, la Commission a annoncé la **mobilisation de 540 millions d'euros** (pour un montant potentiel de **1,5 milliard d'euros si les États membres complètent cette mobilisation**) pour apporter une aide financière aux agriculteurs qui achètent des engrais.

En juillet, la Commission a adopté sa **stratégie en matière d'élevage** et son **plan d'action sur les protéines**, qui définissent une vision à long terme pour un élevage durable en Europe. La stratégie reconnaît le rôle essentiel de ce secteur dans le renforcement de la sécurité alimentaire, le soutien aux communautés rurales et la contribution à un système agricole plus résilient. Le **plan d'action sur les protéines** complète cette vision en renforçant la production et l'utilisation de protéines cultivées dans l'UE.

La sécurité alimentaire est une pierre angulaire de l'indépendance européenne. Pour cette raison, la **politique agricole commune** reste au cœur de nos propositions pour le prochain budget à long terme de l'UE. En soutenant les agriculteurs, en investissant dans la prochaine génération et en

renforçant la compétitivité de ce secteur, l'Europe contribue à ce que l'agriculture demeure une source de prospérité et un atout stratégique pour les décennies à venir.



Artūrs Eriņš est propriétaire de la ferme «Pumpuri», une exploitation familiale située dans la région frontalière orientale de la Lettonie. Après avoir repris l'exploitation de son père, Artūrs a continué à la développer, en associant l'agriculture traditionnelle à de nouveaux investissements afin d'assurer son avenir. Aujourd'hui, la ferme Pumpuri cultive environ 195 hectares et produit des céréales, des pois, des pommes de terre et des légumes. Grâce au soutien de la politique agricole commune, y compris le soutien aux jeunes agriculteurs et quatre projets d'investissement financés au titre du Fonds européen agricole pour le développement rural, Artūrs a modernisé l'exploitation et étendu ses activités.

Doter les citoyens de moyens d'action et renforcer notre modèle social

La compétitivité n'est pas une fin en soi, elle sous-tend le bien-être de nos citoyens et soutient notre modèle social. Notre moteur de compétitivité s'appuie sur le modèle social unique de l'Europe et sur notre solide tradition de dialogue social entre les travailleurs et les employeurs. Cela aidera les citoyens à développer les compétences dont ils ont besoin pour prospérer dans une économie mondiale de plus en plus compétitive.

L'Europe a montré que le progrès économique et les droits sociaux vont de pair. Avec **NextGenerationEU**, nous avons relancé notre moteur économique tout en accélérant les transitions propre et numérique. Dans le cadre de cet instrument, **440 milliards d'euros de fonds ont été décaissés**. En outre, quelque 3,5 millions d'Européens occupent un emploi grâce à cet investissement, qui a contribué à renforcer notre résilience tout en préparant notre économie pour demain. Alors que NextGenerationEU entre dans sa phase finale, l'attention se porte à présent sur l'accomplissement des dernières étapes, dont **la présentation des demandes de paiement final avant la date limite du 30 septembre 2026**.

Toutefois, en cette période de tensions géopolitiques et de bouleversements technologiques, de nombreux Européens sont préoccupés par leur avenir. Les entreprises opèrent des restructurations, les industries sont confrontées à une concurrence mondiale intense et de nombreux travailleurs s'interrogent sur les conséquences de l'IA et des nouvelles technologies sur leur futur. L'Europe doit conserver une longueur d'avance pour faire face aux mutations profondes et rapides qui caractérisent la période dans laquelle nous vivons.

Dans une telle situation, **ce sont les compétences qui permettent de transformer l'incertitude en possibilités**. Elles sont essentielles pour notre compétitivité, mais aussi pour le sentiment de sécurité des citoyens. Tel est l'objectif de notre **union des compétences**: doter les Européens des capacités dont ils ont besoin pour réussir dans une économie en pleine mutation.

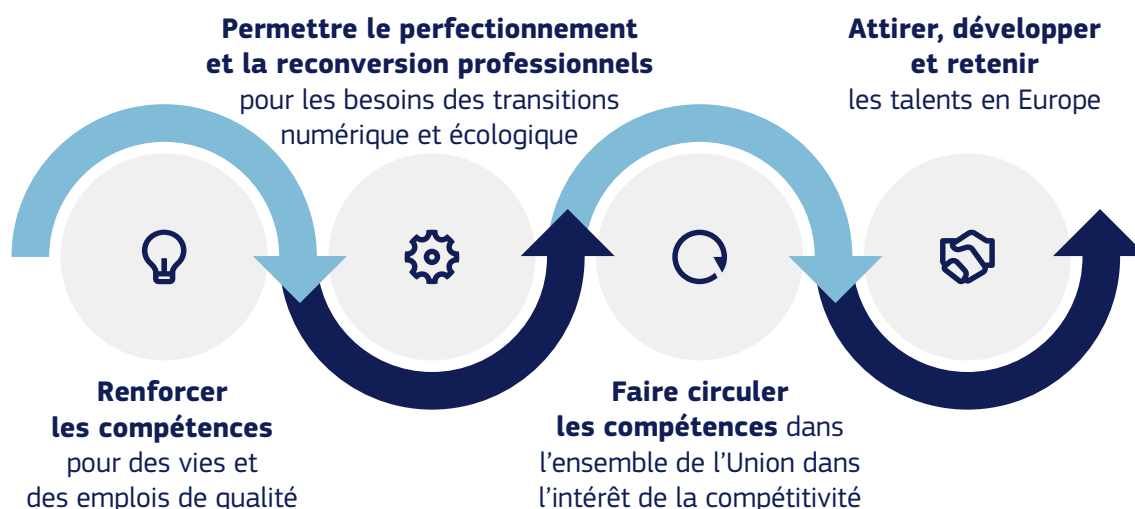
Depuis 2020, **plus de 10 millions de personnes ont bénéficié d'initiatives de perfectionnement et de reconversion professionnels, dont 3,9 millions en 2025**. Aujourd'hui, nous allons encore plus loin: la **garantie de compétences** facilitera la transition des personnes travaillant dans des secteurs en profonde transformation vers des secteurs stratégiques en pleine croissance confrontés à des pénuries de main-d'œuvre. Pour ce faire, il est nécessaire d'investir davantage dans le perfectionnement et la reconversion professionnels et d'aider les entreprises à adapter les emplois au fur et à mesure qu'elles adoptent l'IA. Voici comment nous faisons de chaque changement une opportunité: en investissant dans les personnes et en nous appuyant sur la forte tradition européenne de dialogue social.



© Euronews — Make It Work 2025

Mariana, une Chypriote de 57 ans mère d'un fils autiste de 20 ans, a fait appel au programme «Neighbourhood Social Worker» (travailleur social de quartier) pour l'aider à s'occuper de son fils. Ce programme, soutenu par un financement du Fonds social européen plus, lui a permis de reprendre le travail et de retrouver son indépendance. Mariana a qualifié le programme de véritable «rayon de soleil».

L'union des compétences établit un plan visant à:



OBJECTIFS DE L'UE POUR 2030



© Japet Medical, 2026

Cofondée par l'ingénieur français Antoine Noel, l'entreprise Japet Medical développe des exosquelettes conçus pour aider les travailleurs dans leurs activités quotidiennes et contribuer à prévenir les troubles musculo-squelettiques liés au travail. Grâce à un financement de NextGenerationEU, Japet Medical a mis au point une nouvelle génération d'exosquelettes lombaires: discrets et directement intégrés aux vêtements de tous les jours, ils contribuent à protéger les travailleurs contre les efforts physiques tout en accompagnant les personnes souffrant de maux de dos dans leur vie quotidienne.

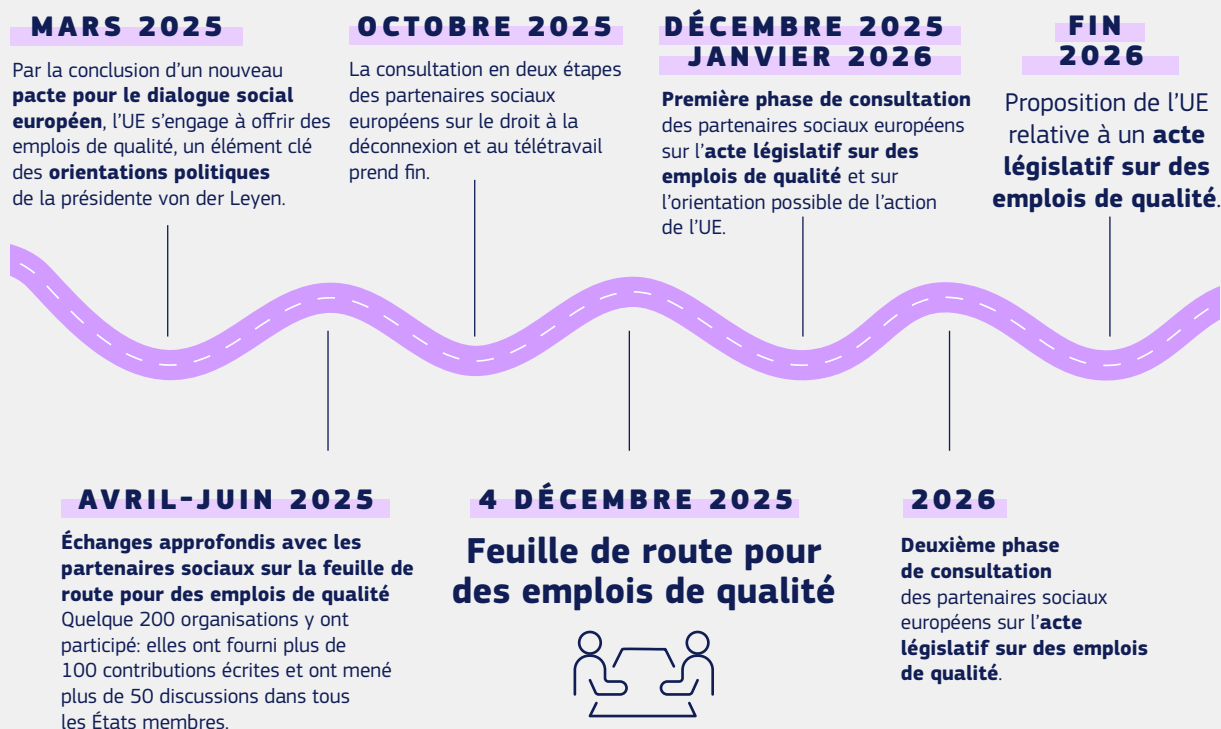
Dans le même temps, nous veillons à ce que l'Europe fasse un meilleur usage de sa population talentueuse et travailleuse. La libre circulation est l'une des plus grandes forces de notre Union, mais les travailleurs sont toujours confrontés à des obstacles inutiles lorsqu'ils franchissent les frontières. Les retards dans la reconnaissance des qualifications, la lourdeur des procédures administratives et les coûts excessifs continuent de limiter la mobilité et de gaspiller des compétences dont nos économies ont urgemment besoin. Le prochain **train de mesures sur la mobilité équitable de la main-d'œuvre** vise à supprimer les obstacles inutiles et à permettre aux citoyens de mobiliser plus facilement leurs compétences là où elles sont le plus nécessaires.

La compétitivité dépend également de la qualité de travail dont bénéficient les personnes au quotidien. Des emplois de qualité favorisent la productivité, attirent les talents et créent la main-d'œuvre qualifiée dont l'Europe a besoin pour être compétitive à l'échelle mondiale.

C'est pourquoi, en collaboration avec les partenaires sociaux, la Commission a élaboré une **feuille de route pour des emplois de qualité** afin de promouvoir des salaires équitables, de bonnes conditions de travail, des normes de santé et de sécurité élevées et une transition plus fluide d'un emploi et d'un secteur à l'autre. L'**acte législatif sur des emplois de qualité** s'appuiera sur ces travaux et contribuera à **faire en sorte que la compétitivité et la protection des travailleurs continuent de se renforcer mutuellement**, car des emplois de qualité sont non seulement bénéfiques pour les travailleurs, mais aussi pour les entreprises et pour l'Europe.

C'est ainsi que l'Europe s'est toujours adaptée au changement: en investissant dans les personnes, en protégeant nos valeurs et en veillant à ce que la compétitivité profite à tous.

Acte législatif sur des emplois de qualité: soutenir les travailleurs, renforcer l'Europe



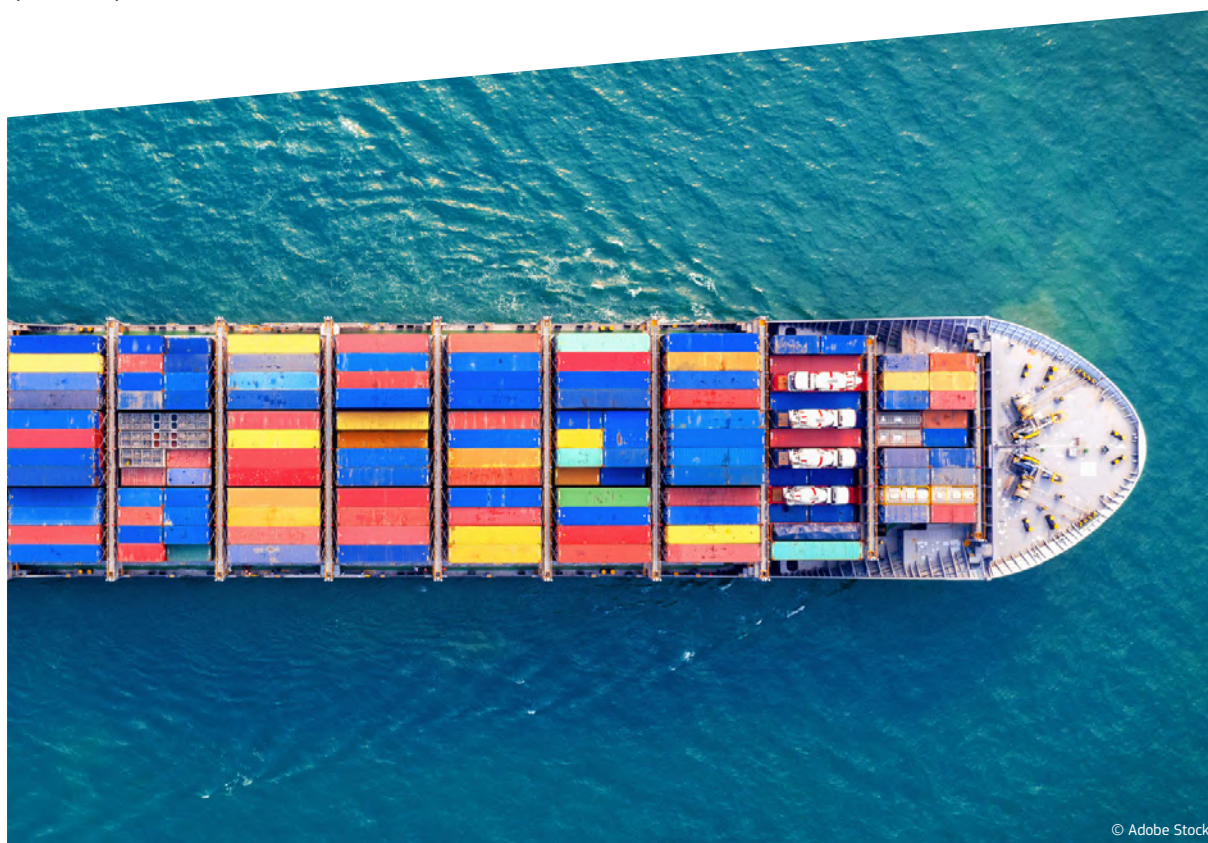
02 Une Europe forte dans un monde incertain

Pendant des décennies, l'Europe a bénéficié d'un environnement international relativement stable. Aujourd'hui, le monde devient de plus en plus fragmenté et compétitif. Les menaces pour la sécurité s'intensifient, les dépendances économiques sont instrumentalisées et les conflits au-delà de nos frontières ont des conséquences directes sur notre prospérité et notre mode de vie.

Au cours de l'année écoulée, l'Europe a montré qu'elle était capable de relever ce défi. Nous avons signé de nouveaux accords commerciaux majeurs sur trois continents dans l'intérêt de nos citoyens et de nos entreprises, nous avons continué d'afficher un soutien sans faille à l'Ukraine, nous avons mis en place de nouveaux partenariats qui correspondent à nos intérêts et à nos valeurs

et nous avons conservé notre statut d'acteur mondial de premier plan sur des questions allant de l'action pour le climat à la santé mondiale.

Face à un ordre international plus fracturé, l'Europe montre qu'une autre voie est possible, **une voie qui combine force, partenariats et indépendance avec ouverture.**



© Adobe Stock

La force dans la diversité — Le programme européen en matière de commerce et de sécurité économique

La prospérité européenne dépend du commerce international. **Dans toute l'Europe, des millions d'emplois dépendent directement ou indirectement des exportations, tandis que les entreprises dépendent d'un accès fiable aux marchés, aux technologies et aux investissements.** Dans le même temps, le système commercial mondial connaît de profonds changements. La concurrence économique s'intensifie, les tensions géopolitiques redessinent les marchés mondiaux et les chaînes d'approvisionnement, jusqu'alors considérées comme acquises, deviennent de plus en plus vulnérables aux perturbations.

La réponse de l'Europe n'est pas de se replier sur elle-même. L'indépendance n'est pas synonyme d'isolement, elle est synonyme de **diversification des partenariats, de renforcement des chaînes d'approvisionnement et de réduction des dépendances tout en conservant une ouverture sur le monde.**

Dans un monde de plus en plus fracturé, l'offre de l'Europe est attrayante. Pour des pays du monde entier, l'Europe n'est plus seulement la deuxième économie mondiale et un marché de 450 millions de consommateurs, elle est également vue comme un partenaire de confiance à long terme. **L'Europe est synonyme de fiabilité et de prévisibilité en ces temps incertains.**

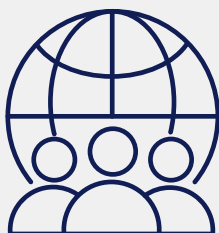
L'Europe dispose déjà de l'un des plus grands réseaux commerciaux au monde, avec **45 accords couvrant 81 pays**. Environ 712 000 entreprises européennes exportent au-delà des frontières de l'Union, tandis que **les accords commerciaux de l'UE permettent aux entreprises européennes d'économiser environ 25 milliards d'euros de droits de douane chaque année**. Au cours de l'année passée, nous avons encore étendu ce réseau, avec la conclusion d'accords majeurs couvrant trois continents.

Un réseau solide d'accords commerciaux avec des partenaires du monde entier

45
accords
de libre-échange

81
pays
partenaires

**AU COURS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE, NOUS AVONS
PROGRESSÉ SUR DE NOUVEAUX PARTENARIATS AVEC:**



Inde



Mercosur



Australie



Mexique



Indonésie



Royaume-Uni



Suisse



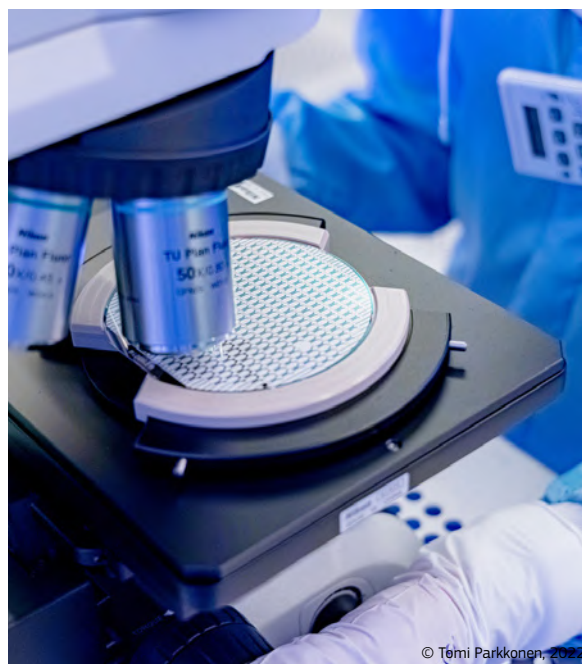
Afrique du Sud

En janvier, après plus de 25 ans de négociations, **l'UE et le Mercosur** ont conclu un accord de partenariat historique. Cet accord commercial est entré en application à titre provisoire en mai. Il crée **une zone commerciale qui s'étend sur 31 pays et représente près d'un cinquième du PIB mondial**. L'accord supprime des droits de douane pour plusieurs milliards d'euros, ouvre les marchés publics, renforce les chaînes d'approvisionnement et améliore l'accès aux matières premières essentielles aux transitions propre et numérique de l'Europe. En parallèle, il comprend des **mécanismes solides visant à protéger les agriculteurs européens contre les perturbations soudaines du marché** et à garantir le maintien de nos normes élevées en matière de santé et de sécurité alimentaire.

En janvier, nous avons conclu les négociations en vue d'un **accord de libre-échange UE-Inde**, qui a été qualifié d'accord commercial colossal. Il crée un **marché regroupant près de 2 milliards de personnes**. Il ouvre à l'Europe l'un des marchés les plus fermés au monde, ce qui confère à nos entreprises un avantage décisif lié à leur statut de précurseurs dans l'une des économies mondiales les plus dynamiques et à la croissance la plus rapide.

En mars, l'Europe est parvenue à un **accord historique avec l'Australie**, renforçant les liens avec l'un de nos partenaires les plus proches dans la région indo-pacifique. Outre l'amélioration de l'accès au marché, **l'accord renforce la coopération dans le domaine des minerais critiques, des technologies propres et du développement de chaînes d'approvisionnement résilientes**, contribuant ainsi à renforcer la présence de l'Europe dans l'une des régions du monde les plus importantes sur le plan stratégique.

Dans le même temps, nous continuons à approfondir et à moderniser les partenariats existants. En mai, nous avons signé un **accord global modernisé avec le Mexique**, qui supprime la quasi-totalité des droits de douane restants sur les exportations de l'UE. Nous avons conclu les négociations relatives à un accord commercial avec **l'Indonésie** et avons fait des progrès avec nos partenaires des **Philippines**, de **Thaïlande**, de **Malaisie** et des **Émirats arabes unis**. La coopération avec des groupements régionaux plus larges, tels que le **partenariat transpacifique (PTPGP)**, renforce également la présence de l'Europe sur certains des marchés qui connaissent la croissance la plus rapide au monde.



© Tero Parkkonen, 2022

Vaisala est une entreprise finlandaise qui fournit dans le monde entier des instruments et des données pour les mesures météorologiques et industrielles. Les solutions qu'elle propose vont des instruments de mesure de précision pour les processus industriels aux systèmes d'observation météorologique et climatique utilisés par les aéroports et les instituts météorologiques, en passant par les services de données météorologiques fondés sur l'IA qui aident les organisations à gérer les risques liés aux conditions météorologiques. Selon Daniel S. Da Silva, directeur des ventes chez Vaisala, le Brésil représente un marché essentiel pour l'entreprise en Amérique latine. Il est convaincu que l'accord commercial entre l'UE et le Mercosur permettra un assouplissement des restrictions actuelles au Brésil et ouvrira de nouvelles perspectives dans l'ensemble de la région, ce qui permettra à Vaisala de faire plus facilement des affaires en Amérique du Sud.



Corinne Kox est présidente-directrice générale et vigneronne du Domaine Kox, une entreprise familiale située au Luxembourg. Elle a participé à une mission commerciale de haut niveau à Singapour, tandis que son père, Laurent Kox, a représenté l'entreprise lors de missions au Brésil et en Thaïlande. Leur participation continue témoigne de l'intérêt des missions commerciales de la Commission et montre comment celles-ci permettent aux entreprises de se développer dans le monde entier. En effet, ces missions sont l'occasion d'établir des contacts directs avec des clients potentiels, tout en mettant en valeur la qualité et la diversité des vins européens ainsi que leur capacité à répondre aux attentes des différents marchés. Pour le Domaine Kox, ces missions sont un moyen d'investir dans le développement de relations, dans la compréhension des marchés internationaux et dans le renforcement de la visibilité des vins luxembourgeois et européens dans le monde.

À mesure que l'Europe élargit ses relations commerciales, elle **renforce également sa sécurité économique**. Le commerce, les investissements et l'accès aux ressources critiques sont de plus en plus utilisés comme des outils géopolitiques par certains acteurs mondiaux. L'Europe a réagi en élaborant une **boîte à outils complète pour lutter contre les pratiques commerciales déloyales**, les investissements hostiles, la coercition économique, la distorsion du marché et la surcapacité mondiale. En décembre 2025, la Commission a adopté une communication sur le **renforcement de la sécurité économique de l'Europe**. L'UE montre ainsi qu'elle est prête à **utiliser les outils dont elle dispose lorsque ses industries, ses travailleurs et sa sécurité économique sont menacés**.

La réduction des dépendances stratégiques est au cœur de cette approche. Grâce au **plan d'action RESourceEU**, nous accélérons nos efforts pour garantir l'approvisionnement de l'UE en matières premières critiques, telles que les terres rares, le cobalt ou le lithium. Notre objectif est de **réduire nos dépendances à l'égard de ces minerais critiques de 50 % d'ici à 2029**. En soutenant des projets en Europe et en nous appuyant sur des partenaires de confiance à l'étranger (notamment par l'intermédiaire de «Global Gateway»), nous créons des chaînes d'approvisionnement plus diversifiées et plus résilientes tout en réduisant notre exposition aux bouleversements géopolitiques et aux chocs de prix.

Ce faisant, nous ouvrons la voie à une nouvelle génération de partenariats économiques. En novembre 2025, **l'UE et l'Afrique du Sud ont signé le premier partenariat pour des échanges et des investissements propres**. L'Europe collabore avec ce pays pour renforcer les chaînes de valeur durables, garantir l'accès aux matières premières critiques et étendre la coopération en matière de technologies propres. C'est une démonstration du modèle européen en action: nous renforçons notre approvisionnement en matériaux essentiels tout en créant une valeur ajoutée locale et en assurant une prospérité partagée.

Matières premières critiques et REsourceEU

UN ACCÈS SÛR ET FIABLE AUX MATIÈRES PREMIÈRES DONT NOTRE ÉCONOMIE A BESOIN



34 matières désignées comme matières premières critiques; par exemple le gallium, le germanium, le manganèse et le graphite naturel.



47 projets stratégiques dans l'UE et 13 en dehors de l'UE, sélectionnés pour bénéficier d'un soutien ciblé au titre du règlement sur les matières premières critiques.



Des accords avec des pays tiers en vue d'un accès plus sûr aux matières premières, y compris le premier **partenariat pour des échanges et des investissements propres** conclu avec l'Afrique du Sud et l'accord commercial avec l'Australie.



À présent, un **plan d'action REsourceEU** visant à réduire la dépendance à l'égard des batteries, des terres rares et des matières premières utilisées pour la défense **de 50 % d'ici à 2029**.



3 milliards d'euros mobilisés sur un an pour soutenir des projets stratégiques.



Mise en place d'un **centre des matières premières critiques** afin de promouvoir la diversification et la résilience des chaînes de valeur.

© Adobe Stock

La même logique s'applique aux technologies émergentes. Les flux de données, les services numériques et les technologies avancées façonnent désormais autant le commerce mondial que les biens physiques. Plus de 60 % du PIB mondial étant lié aux transactions numériques, **l'Europe élargit ses partenariats en matière de commerce numérique**.

En février, notre **accord sur le commerce numérique** avec **Singapour** est entré en vigueur, tandis qu'un accord similaire a été signé avec la **République de Corée** en juin et que des négociations ont débuté avec le **Canada** en mars. Un accord distinct a été conclu avec le **Brésil** afin de garantir la sécurité des flux de données avec ce pays. Ces initiatives favorisent des flux de données fiables, réduisent les obstacles pour les entreprises, renforcent la coopération en matière de cybersécurité et promeuvent des normes élevées en matière de protection de la vie privée et des consommateurs.

Les **relations commerciales transatlantiques** demeurent les plus importantes au monde. **Chaque jour, 4,9 milliards d'euros de biens et de services de l'UE et des États-Unis traversent l'Atlantique**. L'Europe continue d'œuvrer pour garantir une relation stable qui protège les intérêts des entreprises et des travailleurs européens.

L'Europe travaille également en étroite collaboration avec les États-Unis et d'autres partenaires sur l'initiative **«Pax Silica»**, afin de **renforcer la coordination en ce qui concerne les chaînes d'approvisionnement critiques de l'IA, les semi-conducteurs et les technologies avancées**. Dans l'économie actuelle, la compétitivité ne dépend plus seulement de l'accès aux marchés, mais de plus en plus fortement d'un accès sûr aux technologies et aux matériaux qui les alimentent.

Le commerce de l'UE dans le monde

**L'UE EST UNE PUISSANCE
COMMERCIALE ET UN PARTENAIRE
ÉQUITABLE ET ATTRAYANT POUR
LE RESTE DU MONDE**

UNE VOIX UNIQUE DE L'UE

Un pouvoir de négociation plus fort que celui de n'importe quel État membre pris isolément



LES AVANTAGES DE NOTRE POLITIQUE COMMERCIALE:

CITOYENS

- Des prix plus équitables
- Davantage de choix



TRAVAILLEURS

32,9
millions d'emplois
dans l'UE

soutenus par les exportations
vers des pays tiers



ENTREPRISES

**Des règles plus
simples**
grâce à une politique
commerciale unique



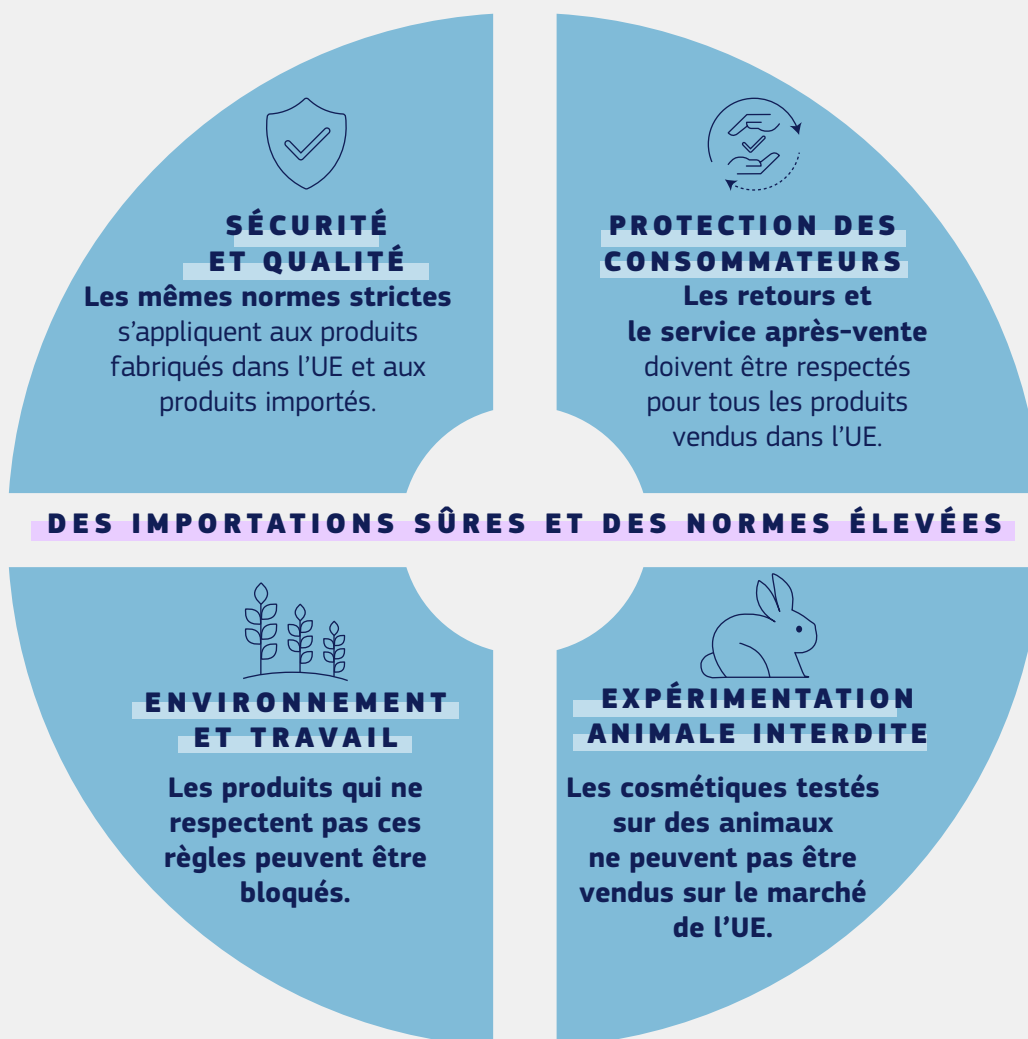
**Accords
commerciaux**

- Réduction des droits de douane
- Réduction des coûts
- Plus grande compétitivité des produits européens

AGRICULTEURS

- Davantage de possibilités d'exportation
- Produits d'origine européenne, tels que le champagne et le parmesan, protégés contre la contrefaçon



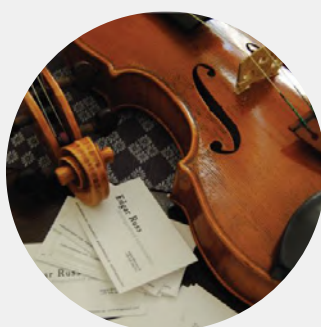


TÉMOIGNAGES D'ENTREPRISES EUROPÉENNES



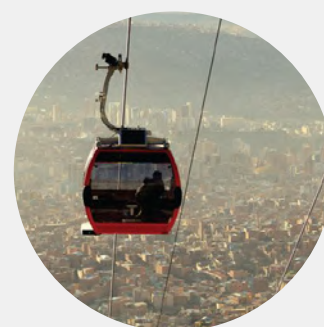
Du bœuf irlandais pour le Japon

La réduction significative des droits de douane japonais sur la viande bovine, qui pouvaient atteindre jusqu'à 38,5 %, a renforcé la compétitivité sur le marché nippon des produits européens à base de viande bovine produits de manière durable.



Des violons italiens pour la Corée du Sud

À l'issue de l'accord commercial entre l'UE et la République de Corée, les fabricants italiens de violons ont obtenu le statut d'exportateur agréé et ont réduit les obstacles commerciaux.



Des téléphériques autrichiens pour la Colombie

Les systèmes de transport par câble d'un fabricant autrichien ont connu une expansion en Amérique du Sud grâce à l'accord commercial conclu par l'UE avec la Colombie et le Pérou.

AU COURS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE, LA COMMISSION EUROPÉENNE A FAIT CONSIDÉRABLEMENT AVANCER LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES AVEC DES PARTENAIRES CLÉS



INDE

Accord commercial colossal

Une taille de marché cumulée de **près de 2 milliards de consommateurs**

Droits de douane réduits/
supprimés sur

96,6 %



des exportations
de biens européens

Jusqu'à

4

milliards d'euros

économisés chaque
année par les
exportateurs européens
grâce aux réductions
tarifaires

Près de

800 000

emplois européens
soutenus par
le commerce bilatéral



© Adobe Stock



AUSTRALIE

Une présence européenne plus forte
dans la région indo-pacifique

Augmentation attendue du
PIB de l'UE de **4 milliards
d'euros d'ici à 2030**

Amélioration de l'accès
aux **matières premières
critiques**

Droits de douane
supprimés sur

près de
100 %



des exportations
de biens de l'UE

Jusqu'à

1

milliard d'euros

économisés par an
par les exportateurs
européens grâce aux
réductions tarifaires

460 000

emplois européens
soutenus par
le commerce bilatéral



© Adobe Stock



MERCOSUR

Création d'une zone commerciale qui
s'étend sur 31 pays et représente près
d'un cinquième du PIB mondial

Une taille de marché cumulée
de **plus de 700 millions
de consommateurs**

Amélioration de l'accès
aux **matières premières
essentielles**

Droits de douane
supprimés sur

91 %



des exportations
de biens européens

Jusqu'à

4

milliards d'euros

économisés
chaque année par
les exportateurs
européens grâce
aux réductions
tarifaires

Jusqu'à

600 000

emplois européens
soutenus par
le commerce bilatéral



© Adobe Stock

**Nouvelles possibilités
d'investissement**

pour les entreprises et les industries clés européennes:
automobiles, machines, produits pharmaceutiques,
produits chimiques, denrées alimentaires et autres.

Une Ukraine forte et libre

Lorsque Vladimir Poutine a lancé sa guerre d'agression contre l'Ukraine, il pensait pouvoir l'emporter en quelques semaines. Cela fait maintenant plus de cinq ans que la guerre a éclaté, et **l'Ukraine ne se contente pas de résister: elle crée les conditions pour pouvoir négocier la paix en position de force**. Cette position est avant tout due au courage et à la détermination du peuple ukrainien, mais également au soutien sans faille de l'Europe.

L'Europe est le plus grand contributeur de l'Ukraine. Au cours des quatre dernières années, l'UE et ses États membres ont fourni plus de **221 milliards d'euros** d'aide économique, humanitaire et militaire. Nous montrons que notre soutien à l'Ukraine s'inscrit sur le long terme. Cette année, l'UE a accepté de fournir à l'Ukraine **jusqu'à 90 milliards d'euros pour 2026 et 2027 au titre du prêt de soutien à l'Ukraine**, dont deux tiers pour les besoins militaires et un tiers pour l'appui budgétaire. Cet argent permet à l'Ukraine de continuer à payer les salaires et les retraites, de maintenir les écoles et les hôpitaux en activité et de restaurer les infrastructures critiques endommagées par la Russie. Pour l'avenir, la Commission a proposé une réserve spécifique d'un montant qui pourra aller **jusqu'à 100 milliards d'euros pour l'Ukraine dans le cadre du prochain budget à long terme de l'UE**.



Soutien à l'Ukraine et aux Ukrainiens (2022-2026)

221,2 milliards d'euros
au total



77,9 milliards d'euros
de soutien militaire de la part
des États membres et de la facilité
européenne pour la paix

15,5 milliards d'euros
de la part des
États membres

Plus de 107 milliards d'euros
d'aide financière,
budgétaire et
humanitaire

17 milliards d'euros
mis à la disposition
des États membres pour
les personnes fuyant la guerre

3,8 milliards d'euros
provenant des bénéfices tirés
des avoirs russes immobilisés

*Le total peut être légèrement différent
de la somme des chiffres individuels
en raison de l'arrondi.*

L'UE représente le plus grand soutien militaire de l'Ukraine, ayant mobilisé jusqu'à présent **89,7 milliards d'euros** pour renforcer les capacités militaires et de défense du pays. La **mission d'assistance militaire de l'UE en soutien à l'Ukraine** a formé **près de 97 000 membres des forces armées du pays**.

L'Europe est le principal partenaire de l'Ukraine en matière de sécurité, car **la sécurité de l'Ukraine est notre sécurité**. C'est pourquoi nous intensifions la coopération avec l'écosystème de défense innovant de l'Ukraine. Dans le cadre du **programme pour l'industrie européenne de la défense (EDIP)**, l'UE contribue au soutien de la base industrielle de défense ukrainienne et favorise son intégration à celle de l'Europe. Nous avons beaucoup à apprendre de l'expérience que l'Ukraine a acquise sur le front, ainsi que de son écosystème d'innovation rapide, notamment dans le domaine de la guerre par drones de pointe. En juillet, nous avons signé un **nouveau partenariat pour l'industrie de la défense**, marquant une avancée majeure dans l'intégration de nos industries de la défense, et nous avons lancé un **pacte UE-Ukraine pour les drones** afin d'approfondir la coopération en matière de technologies de drones et de lutte antidrones.



© OTAN, 2024



© SESU 2026



© SESU 2026

Des filets de pêche pour l'Ukraine

La solidarité de l'UE avec l'Ukraine se manifeste de nombreuses manières, notamment par la solidarité entre les peuples. Après avoir appris que les filets de pêche étaient extrêmement utiles pour empêcher les drones d'atteindre les infrastructures et de causer des dégâts, des communautés de pêcheurs de Finlande, de France et d'Italie ont envoyé des filets à des milliers de kilomètres afin de protéger maisons, écoles, hôpitaux, routes et vies humaines. Grâce au mécanisme de protection civile de l'UE, 110 tonnes de filets de pêche ont été offerts par des pêcheurs qui ont fait don de leurs moyens de subsistance pour sauver des vies en Ukraine.

Le soutien à l'Ukraine va de pair avec le fait d'exercer une pression économique et diplomatique sur la Russie. À ce jour, l'UE a approuvé **21 trains de sanctions à l'encontre de la Russie et de ses partisans**. Nos sanctions mettent l'économie russe à rude épreuve et limitent la capacité du pays à faire la guerre. Les trains de sanctions récents ont intensifié les mesures répressives à l'égard de la flotte fantôme russe, réduisant les recettes pétrolières de la Russie, et ont ciblé les établissements financiers, les négociants en crypto-actifs et la machine de désinformation russe.

Nous veillons également à ce que la Russie soit tenue de répondre de ses actes. Nous adhérons au **tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine**, qui sera en mesure de juger les dirigeants politiques et militaires responsables du crime d'agression contre l'Ukraine. En mai, la Commission a ratifié, en tant que membre fondateur, la convention instituant la **Commission internationale des réclamations pour l'Ukraine**, qui évaluera l'indemnisation des victimes de la guerre et en déterminera le montant.

21 TRAINS DE SANCTIONS

ACCROÎTRE LA PRESSION ÉCONOMIQUE SUR LA RUSSIE



Assurer la justice, c'est protéger les enfants ukrainiens. **Nous devons veiller à ce que chaque enfant ukrainien transféré de force en Russie soit ramené à sa famille.** L'UE a rejoint la **coalition internationale pour le retour des enfants ukrainiens** et, en mai, la Commission a coorganisé **une réunion de haut niveau, avec l'Ukraine et le Canada**, afin de placer cette question au premier rang des priorités mondiales. L'Union européenne a mobilisé **50 millions d'euros supplémentaires pour renforcer le système ukrainien de protection de l'enfance** et soutiendra les efforts déployés pour tenir les engagements pris lors de la réunion de haut niveau. À la suite d'une proposition de la Commission, les États membres de l'UE ont accepté de prolonger jusqu'au 4 mars 2028 la **protection temporaire accordée aux personnes** fuyant la guerre.

Rapatriement des enfants

Plus de

20 600

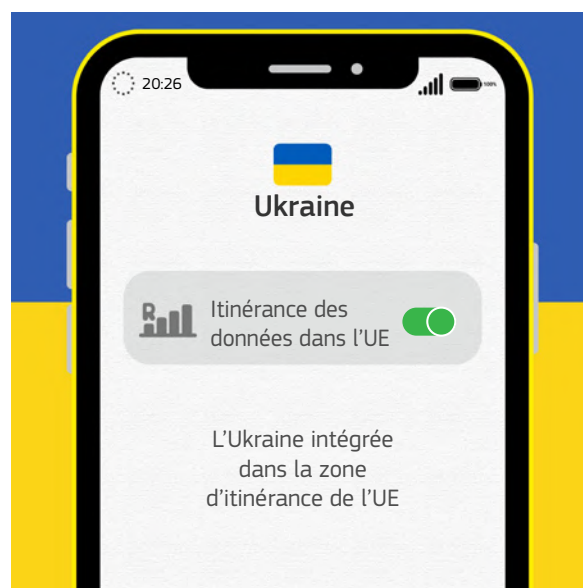
enfants ukrainiens
sont toujours détenus
par la Russie.



© Unicef, 2017

L'UE poursuivra ses efforts jusqu'à ce que chaque enfant ait retrouvé sa famille.

L'Ukraine est une nation souveraine et démocratique et a décidé que son avenir se trouvait au cœur de notre Union. Cette année, nous avons adopté une décision historique **en ouvrant les premiers groupes de chapitres de négociation sur l'adhésion de l'Ukraine à l'UE.** La Commission appelait depuis longtemps à ce que cette mesure soit prise, notant que l'Ukraine a mis en œuvre son programme de réformes tout en menant une guerre existentielle, et qu'elle est prête à progresser sur la voie de l'adhésion.



Dans le même temps, nous avons poursuivi **l'intégration de l'Ukraine dans le marché unique de l'UE.** Le 1^{er} janvier 2026, **l'Ukraine a rejoint la zone d'itinérance aux tarifs nationaux**, qui permet aux citoyens d'utiliser leur téléphone portable à un coût beaucoup plus faible lorsqu'ils voyagent entre l'UE et l'Ukraine. Des connexions ferroviaires à l'intégration énergétique et à la connectivité numérique, nous construisons ensemble l'avenir européen de l'Ukraine.



Depuis le début de la guerre, l'UE travaille main dans la main avec l'Ukraine pour assurer l'approvisionnement en électricité et en chauffage dans le contexte des attaques incessantes de la Russie ciblant les infrastructures énergétiques. L'année dernière, une opération extraordinaire a été menée; grâce aux efforts conjoints de la Lituanie, de la Pologne et de la Roumanie et à la coordination du mécanisme de protection civile de l'UE, une centrale thermique entière a été démontée et transportée en Ukraine. À l'aide de ses composants, les autorités ukrainiennes ont réussi à effectuer des réparations d'urgence dans plusieurs régions du pays où les infrastructures avaient été gravement endommagées, permettant ainsi d'alimenter en électricité 1 million d'Ukrainiens.

Soutien à la sécurité énergétique de l'Ukraine

Plus de **4 milliards d'euros** de soutien à la sécurité énergétique ont déjà été alloués à l'Ukraine depuis l'invasion à grande échelle du pays par la Russie. Le 24 février 2026, la présidente von der Leyen a annoncé un train de mesures supplémentaire de **920 millions d'euros** pour l'hiver 2026/2027, visant à apporter un soutien essentiel à la production d'énergie, à la résilience du réseau, à l'efficacité énergétique et à l'approvisionnement en chaleur.



RÉPARER

Remettre en état les centrales électriques et fournir davantage d'équipements en vue de couvrir 15 % des besoins de l'Ukraine.



RECONSTRUIRE

Augmenter les exportations d'électricité de l'UE en vue de couvrir 12 % des besoins de l'Ukraine.



REDÉMARRER

Intensifier la production décentralisée d'énergie, y compris par la livraison de panneaux solaires aux hôpitaux.

Parachever notre Union

Dans un monde de plus en plus dangereux et fragmenté, la sécurité de l'Europe dépend de la stabilité de son voisinage. Le point de départ doit être notre **politique d'élargissement**. Cette politique représente le projet le plus réussi de notre Union et il s'agit aujourd'hui d'une nécessité stratégique.

Les habitants des Balkans occidentaux, de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie ont clairement exprimé leur volonté de voir leur avenir se construire au sein de l'Union européenne. Au cours de l'année écoulée, les négociations d'élargissement ont pris un nouvel élan. S'il est vrai que l'élargissement restera toujours un **processus fondé sur le mérite**, de nombreux pays, y compris l'Ukraine, qui est déchirée par la guerre, ont tenu leurs engagements et **méritent d'aller de l'avant**. Nous sommes déterminés à leur apporter tout notre soutien sur la voie de l'adhésion.

Cet été, **l'UE a ouvert les deux premiers groupes de négociations d'adhésion avec la Moldavie et l'Ukraine**, en mettant l'accent sur les «fondamentaux» (y compris l'état de droit) et les relations extérieures. En juin, le deuxième sommet UE-Moldavie a marqué une avancée importante et a mis en évidence les progrès remarquables accomplis par le pays sur la voie de son adhésion à l'UE.

Les négociations avec les **partenaires des Balkans occidentaux ont progressé** à des degrés divers. Plus de la moitié des chapitres de négociation étant déjà clôturés, **le Monténégro a été désigné comme le pays le plus avancé dans son processus d'adhésion**. Dans ce contexte, les États membres de l'UE ont accepté d'entamer la **rédaction du traité d'adhésion avec le Monténégro**. En juin, la Commission européenne a adopté un paquet financier fixant les modalités budgétaires qui s'appliqueraient au Monténégro au moment de son adhésion à l'Union européenne, établissant une transition entre l'aide financière de préadhésion et le plein accès aux fonds de l'UE.

L'Albanie a également franchi une étape importante en clôturant ses trois premiers chapitres de négociation en juillet. Dans le même temps, nous continuons nos travaux avec **la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord et la Serbie** pour les soutenir sur leur trajectoire européenne.



Parallèlement aux négociations, nous menons des réformes et investissements grâce à des **plans de réforme et de croissance** spécifiques. Nous renforçons déjà nos liens et **intégrons les candidats dans notre marché unique**; nous connectons les systèmes énergétiques, investissons dans les réseaux et renforçons les liaisons de transport, et nous intensifions la coopération en matière de sécurité et de défense. Pour la troisième année, le **rapport sur l'état de droit** a également inclus une évaluation pour l'Albanie, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie, les intégrant ainsi davantage dans les mécanismes de l'UE.

En outre, **l'Albanie, la Macédoine du Nord, la Moldavie, le Monténégro et la Serbie** font partie de notre **espace unique de paiements en euros** et, le 1^{er} janvier 2026, **la Moldavie et l'Ukraine ont rejoint notre zone d'itinérance**. Le Conseil a à présent donné mandat à la Commission pour négocier des **accords similaires avec les six partenaires des Balkans occidentaux**, afin que les personnes voyageant entre l'UE et cette région puissent bénéficier de l'itinérance aux tarifs nationaux.

En ce qui concerne la **Géorgie**, l'Europe est et restera attachée aux aspirations européennes légitimes du peuple géorgien. Compte tenu des violations persistantes de la démocratie et des droits fondamentaux par les autorités géorgiennes, la Commission a suspendu en mars l'exemption de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques et officiels géorgiens. **Les citoyens ordinaires ne sont pas concernés par cette décision.**



Elena Davidescu est directrice des exportations chez Ceteronis ST, un producteur moldave de fruits qui compte parmi ses marchés d'exportation la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique et la Pologne. Selon Elena, rejoindre la zone d'itinérance européenne créée par l'initiative «Itinérance aux tarifs nationaux» est synonyme d'une plus grande rapidité et d'une plus grande souplesse des communications. Grâce à l'itinérance aux tarifs nationaux, elle peut désormais être en contact permanent avec ses partenaires et ses clients, que ce soit en voyage ou lors d'un salon professionnel, et réagir immédiatement ainsi que rester connectée avec son équipe en Moldavie lorsqu'elle se trouve à l'étranger. Pour Elena, le principal bénéfice est le gain de temps. «C'est presque comme si vous vous trouviez dans le même pays que vos partenaires», a-t-elle même ajouté.

Assurer la stabilité dans le voisinage élargi et encourager la paix au Moyen-Orient

La sécurité et la prospérité de l'Europe sont étroitement liées à la stabilité et à la prospérité de ses voisins, raison pour laquelle nous renforçons la coopération avec notre voisinage élargi. **De l'Afrique du Nord au Caucase du Sud, l'Europe renforce ses partenariats** afin d'apporter de la stabilité et de nouvelles perspectives économiques.

En mai, l'UE a accueilli son **tout premier sommet avec l'Arménie**, axé sur le soutien à la paix et à la stabilité dans la région, et a lancé le **partenariat UE-Arménie en matière de connectivité**, une avancée majeure dans le renforcement des liaisons dans les domaines des transports, de l'énergie et du numérique.

Puis, en juillet, la présidente von der Leyen s'est rendue en Arménie pour la deuxième fois cette année, ainsi qu'en **Azerbaïdjan**, pour témoigner du soutien de l'Europe à la paix et aux relations de bon voisinage entre les deux pays. Au cours de sa visite, la présidente a annoncé un **nouveau paquet d'investissement «Global Gateway» de 200 millions d'euros en faveur de la paix par la connectivité dans le Caucase du Sud**, qui pourrait permettre de mobiliser jusqu'à 2 milliards d'euros d'investissements publics et privés. La présidente a également annoncé des mesures commerciales supplémentaires en faveur de l'Arménie et un **partenariat UE-Azerbaïdjan en matière de connectivité**.



L'Europe a également fait le choix de s'engager davantage dans l'Arctique. Nous actualisons notre **stratégie de l'UE pour l'Arctique** et nous renforçons notre coopération avec les nations et les régions arctiques — des énergies renouvelables à l'observation de la Terre, et de l'innovation à la connectivité. Nous mettons en relation les communautés au moyen d'infrastructures numériques et nous établissons des partenariats pour garantir l'accès aux matériaux critiques dont l'Europe a besoin pour mener à bien sa transition propre. Plus important encore, **l'Europe s'est montrée pleinement solidaire du Groenland et du Royaume de Danemark** à la suite des menaces injustifiées contre sa souveraineté.

En septembre 2026, la présidente von der Leyen s'est rendue au Groenland pour annoncer un **ensemble de mesures de partenariat «Global Gateway» d'un montant de 200 millions d'euros en faveur d'investissements au Groenland** afin de créer des opportunités pour la population locale tout en contribuant à la durabilité, la prospérité et la paix dans la région arctique.



Au **Moyen-Orient**, l'année écoulée a été dominée par les conflits et l'instabilité, en Iran, dans le Golfe et à Gaza, ainsi qu'en Cisjordanie, en Israël et au Liban. Ces crises ont démontré une fois de plus que l'instabilité dans cette région a des conséquences directes sur la sécurité, la prospérité et la résilience énergétique de l'Europe.

L'Europe a condamné la violence, intensifié son action dans la région et travaille en étroite collaboration avec ses partenaires pour appuyer les solutions diplomatiques, favoriser la stabilité, renforcer les liens économiques et répondre aux besoins humanitaires.



© Marcin Maniewski

En mars, à la suite du début des hostilités en Iran et de l'escalade des tensions au Moyen-Orient, des dizaines de milliers d'Européens se sont retrouvés bloqués dans la région. Vingt-trois pays européens ont sollicité l'aide du mécanisme de protection civile de l'UE. En l'espace de deux semaines, 92 vols ont été coordonnés et cofinancés par l'UE, dont, pour la première fois, cinq vols rescEU entièrement financés et mobilisés par la Commission. Plus de 13 000 personnes ont ainsi été rapatriées en Europe.

L'UE a approfondi sa coopération avec ses partenaires du Golfe en réponse aux attaques de l'Iran. Nous avons poursuivi les négociations commerciales avec les Émirats arabes unis, et les négociations en vue de la conclusion d'**accords de partenariat stratégique** avec les six pays du Golfe se sont intensifiées au cours des derniers mois. Nous avons également renforcé la coopération en ce qui concerne la sécurité énergétique, les investissements et la stabilité régionale, conscients du rôle croissant de ces domaines dans la construction de l'avenir de la région.

Les partenariats avec les principaux acteurs régionaux ont également été renforcés. En janvier, la présidente von der Leyen et le président Costa se sont rendus à Damas, la capitale de la **Syrie**, pour la première fois depuis la chute du régime de Bachar al-Assad, et ont rencontré le président Ahmed al-Charaa. Cette visite a marqué la première étape d'une série de mesures visant à relancer notre partenariat avec la Syrie et à renforcer notre soutien au peuple syrien et à ses institutions.

En outre, le premier **sommet UE-Égypte**, qui s'est tenu en octobre, a renforcé la coopération dans les domaines du commerce, de la migration, de l'énergie, des investissements, du soutien au programme de réformes de l'Égypte et de son association à Horizon Europe, tandis que le premier **sommet UE-Jordanie**, qui s'est tenu en janvier, a renforcé la coopération en matière de résilience économique, de sécurité régionale et de soutien aux réfugiés.

L'Europe a continué d'œuvrer activement en faveur de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient. L'UE a considérablement accru son aide humanitaire dans l'ensemble de la région, renforcé son aide aux civils touchés par des conflits et poursuivi son engagement par l'intermédiaire de mécanismes internationaux de donateurs, y compris par l'intermédiaire du **groupe des donateurs pour la Palestine**. Dans ce contexte, nous avons lancé l'**initiative «Équipe Gaza»**, qui a collecté **883,6 millions d'euros pour soutenir des actions de redressement rapide dans différents secteurs au profit des civils à Gaza**.

Concomitamment, l'Europe n'a cessé de rappeler que le droit international et les droits de l'homme devaient être respectés. L'UE a imposé des **sanctions aux colons israéliens extrémistes** coupables d'exactions graves et systématiques contre des Palestiniens en Cisjordanie.

L'Europe continuera de collaborer avec ses partenaires dans toute la région pour soutenir la paix, la sécurité et la stabilité à long terme. Le **pacte pour la Méditerranée**, lancé en novembre 2025, fournit le cadre de cette coopération élargie. Réunissant l'UE, les États membres et les partenaires du sud de la Méditerranée, il vise à construire un espace

méditerranéen commun plus connecté, plus prospère et plus sûr, reflétant les liens économiques, culturels et historiques étroits qui unissent nos régions. En avril, le premier plan d'action du pacte pour la Méditerranée a été publié, décrivant des initiatives visant à renforcer les liens entre les personnes, à mieux intégrer les économies et à renforcer les mesures de sécurité et de préparation.

Initiative de coopération en matière de technologies propres (T-MED)

Dans le cadre du **pacte pour la Méditerranée**, l'**initiative de coopération transméditerranéenne en matière d'énergies renouvelables et de technologies propres (T-MED)** renforcera la coopération dans la région dans les domaines des énergies renouvelables, de l'hydrogène et des technologies propres, favorisant une énergie propre et abordable et la création d'emplois.

PRIORITÉS ESSENTIELLES

Mobiliser jusqu'à **25 milliards d'euros** d'investissements par l'intermédiaire de la nouvelle **plateforme d'investissement T-MED**.

Développer les compétences d'au moins **100 000 techniciens**, ingénieurs, installateurs, planificateurs et spécialistes financiers dans le cadre de la **stratégie en matière de compétences T-MED**.

Mettre en œuvre des réformes au moyen de l'**accélérateur réglementaire**.

Moderniser les systèmes électriques au moyen des technologies des réseaux intelligents, soutenir les interconnexions transfrontières, les corridors pour l'hydrogène et les infrastructures portuaires.

Renforcer les **chaînes de valeur des technologies propres** et créer des possibilités de déploiement et de montée en échelle de solutions de technologies propres.

La première réunion opérationnelle de la **plateforme d'investissement T-MED** aura lieu en **octobre 2026**.

Des partenariats au service des intérêts et des valeurs de l'Europe

Dans une économie mondiale de plus en plus compétitive, les pays du monde entier s'efforcent de renforcer leur autonomie dans des secteurs stratégiques, tels que l'énergie propre et l'IA. Toutefois, indépendance n'est pas synonyme d'isolement. Les chaînes d'approvisionnement sont trop interconnectées et les défis mondiaux trop complexes pour qu'un pays ou une région puisse agir seul. C'est la raison pour laquelle nous construisons une «**Europe dans le monde**». Notre modèle repose sur le partenariat: **établir des relations solides fondées sur des intérêts mutuels, une prospérité partagée et le respect de la souveraineté**.

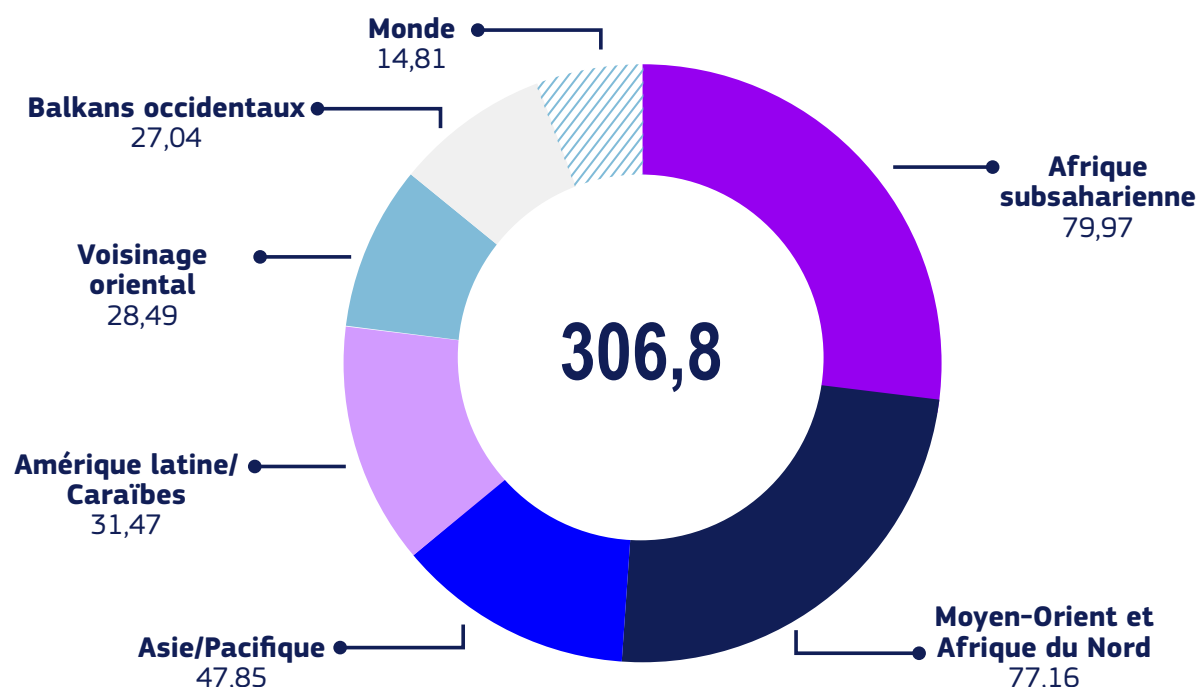
Ce principe de partenariat est au cœur de la stratégie «**Global Gateway**». Lorsque la stratégie

a été lancée en 2021, l'ambition était d'investir 300 milliards d'euros dans le monde entier d'ici à 2027. Cet objectif a déjà été atteint au cours de l'année écoulée. La stratégie est désormais en bonne voie pour **dépasser les 400 milliards d'euros d'investissements d'ici à 2027**.

Dans toute l'Afrique, l'Amérique latine, l'Asie et au-delà, la stratégie «**Global Gateway**» soutient des projets qui font progresser les priorités de développement des pays partenaires et les intérêts stratégiques de l'Europe. Elle finance des projets dans divers domaines, tels que la transition numérique en Colombie et les énergies propres en Afrique du Sud, ainsi que le corridor de transport transcaspéen, qui permettra d'améliorer la connectivité entre l'Europe et l'Asie centrale.

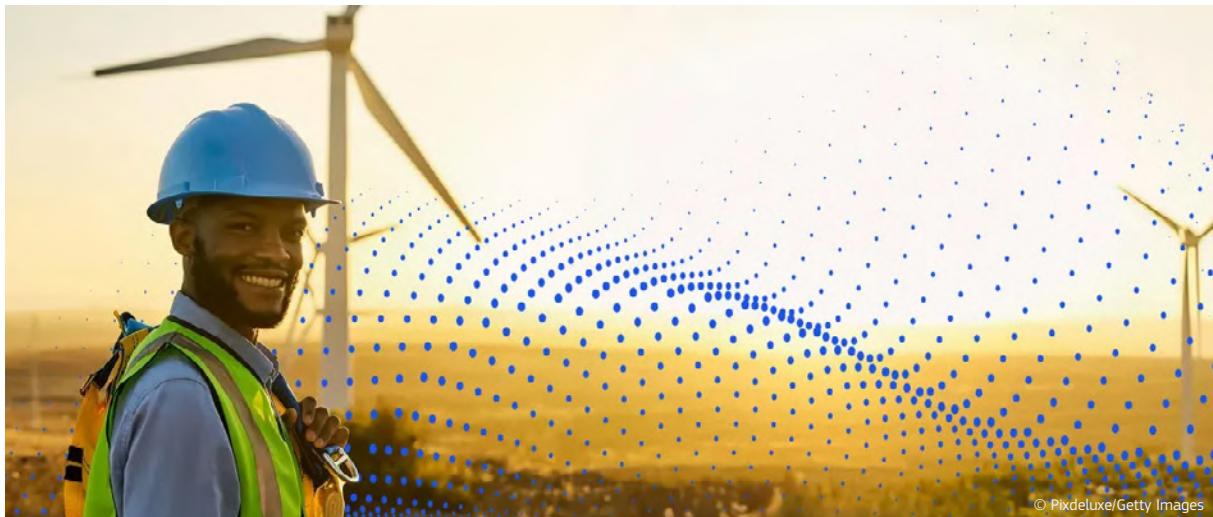
Total des investissements «Global Gateway» mobilisés

En milliards d'euros



Le total peut être légèrement différent de la somme des chiffres individuels en raison de l'arrondi.

La stratégie «**Global Gateway**» est mise en œuvre dans le cadre d'une approche «**Équipe Europe**», associant les institutions de l'UE, les États membres, la BEI, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ainsi que les agences nationales chargées de la mise en œuvre et les banques de développement.



La stratégie «Global Gateway» fonctionne parce qu'elle allie l'ambition du secteur public à l'expertise et aux ressources du secteur privé. Le développement durable nécessite des investissements à long terme, de l'innovation et une appropriation locale. Grâce à des subventions, des prêts consentis à des conditions favorables, des garanties et des financements mixtes, l'Europe contribue à réduire les risques et à débloquer des investissements dans des projets qui, autrement, ne verraient peut-être jamais le jour. Pour renforcer cette approche, nous avons lancé la **plateforme d'investissement «Global Gateway»**, un point d'entrée unique réunissant les entreprises, les gouvernements et les institutions de financement du développement dans le but de concevoir et de mettre en œuvre des projets ensemble. C'est le meilleur moyen de générer de la valeur pour l'Europe et des avantages durables pour nos partenaires.

L'Europe continue de jouer un rôle de chef de file au niveau mondial en matière de climat. Lors de la **COP30** à Belém, au Brésil, la présidente von der Leyen a souligné le ferme engagement de l'Europe en faveur de l'accord de Paris. Cet engagement a été renforcé dans la **loi européenne sur le climat**, qui prévoit de **réduire les émissions de gaz à effet de serre de 90 % d'ici à 2040** par rapport aux niveaux de 1990, définissant une trajectoire pragmatique et flexible vers la neutralité climatique. L'Europe continue de jouer un **rôle moteur dans le financement mondial de la lutte contre le changement climatique**. Pour la seule année 2024, **elle a alloué à cette fin 31,7 milliards d'euros provenant de sources publiques** et mobilisé 11 milliards d'euros supplémentaires en financement privé.

Par l'intermédiaire du **Fonds de l'initiative mondiale en matière d'obligations vertes**, lancé en avril 2026, l'Europe mobilisera **jusqu'à 20 milliards d'euros de capitaux privés en faveur de projets d'infrastructures durables à grande échelle**, tout en favorisant le développement des marchés des obligations vertes dans les pays partenaires. Il s'agit d'un choix stratégique visant à concilier résilience économique et justice climatique, dans l'intérêt de notre planète et des générations à venir.

Cette approche s'illustre particulièrement en Afrique, qui recèle un des meilleurs potentiels au monde en matière d'énergies renouvelables, mais dispose du plus faible nombre d'infrastructures pour pouvoir l'exploiter. C'est pourquoi l'UE a été un soutien majeur de la campagne **«Scaling up Renewables in Africa»**, organisée conjointement par la présidente von der Leyen et le président sud-africain Ramaphosa. L'UE s'est positionnée en tête des promesses de dons et a **contribué à la campagne à hauteur de plus de 15,1 milliards d'euros**. Ces investissements permettront d'élargir l'accès à l'énergie propre, de soutenir le développement industriel, de créer des emplois et de renforcer la sécurité énergétique tant pour l'Afrique que pour l'Europe. L'UE a également lancé la campagne mondiale **«Electrify Now»**. Celle-ci vise à accélérer l'électrification propre dans les secteurs de l'industrie, des transports et de la construction, et contribue ainsi à réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, à renforcer la sécurité énergétique et à protéger les économies contre la volatilité des prix et les ruptures d'approvisionnement.

Il est essentiel de protéger les ressources mondiales que nous partageons. Les océans de la planète contribuent au maintien des moyens de subsistance, soutiennent le commerce, produisent de l'énergie renouvelable et régulent notre climat. Toutefois, ils sont soumis à une pression croissante due à la pollution, au changement climatique et à l'exploitation illégale. C'est pourquoi l'UE a lancé l'**initiative «OceanEye»**, afin de renforcer les capacités de l'Europe en matière d'observation des océans et de surveillance maritime tout en soutenant la recherche scientifique et une économie bleue plus compétitive et plus durable.

La santé mondiale constitue un autre défi majeur de notre époque. Des épidémies d'Ebola aux maladies infectieuses émergentes, le monde continue d'être confronté à des risques sanitaires croissants alors que les financements internationaux sont sous pression. L'Europe continue d'intensifier ses efforts. L'UE a apporté son soutien à la mobilisation face à l'**épidémie d'Ebola** en République démocratique du Congo (RDC) et en Ouganda en débloquant une enveloppe de **493 milliards d'euros** pour l'aide d'urgence, les diagnostics, les vaccins, les traitements et la sécurité sanitaire. En outre, grâce à la nouvelle **initiative pour la résilience sanitaire mondiale**, l'UE renforce les capacités de prévention, de préparation et de réaction dans le monde entier. Cette initiative

s'appuie sur les **plus de 6 milliards d'euros que l'UE a mobilisés pour investir dans la santé**.

Nous renforçons la résilience mondiale et nous nous préparons aux crises avant qu'elles ne surviennent.

Océan, îles et communautés côtières

- L'UE contribuera à hauteur de **35 %** à l'observation mondiale des océans d'ici à 2035 par le biais de l'initiative OceanEye.
- L'approche coordonnée de l'UE soutiendra le développement à long terme **des îles et des communautés côtières**.





Investir dans la santé mondiale



Plus de
42 %

des ressources du Fonds de lutte contre les pandémies fournies par l'Équipe Europe.



360 millions d'euros

promis par l'UE à GAVI, l'Alliance du vaccin.



75 millions d'euros

investis dans Biovac en Afrique du Sud.



Environ
540 millions d'euros

investis dans la fabrication de produits de santé en Afrique, mobilisant jusqu'à

2 milliards d'euros

dans le cadre de l'initiative MAV+ en faveur de la fabrication de vaccins, de médicaments et de technologies de la santé et de l'accès à ceux-ci.



Plus de
100 millions d'euros

pour des initiatives en matière de sécurité sanitaire lancées conjointement avec le Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies.



700 millions d'euros

promis par l'UE au Fonds mondial, ce qui porte la contribution totale de l'Équipe Europe à plus de

3 milliards d'euros.



493 millions d'euros

pour la riposte face à l'épidémie d'Ebola due au virus Bundibugyo en République démocratique du Congo et en Ouganda, en faveur de l'aide d'urgence, des diagnostics, des vaccins, des traitements et de la sécurité sanitaire.

Alors que les besoins humanitaires augmentent et que le soutien international est mis à rude épreuve, l'Europe continue de montrer la voie. En 2026, plus de 239 millions de personnes ont eu besoin d'une aide humanitaire dans le monde entier. Alors que de nombreux donateurs réduisent leurs contributions, **l'Europe demeure un acteur mondial de premier plan en matière d'aide humanitaire, la Commission ayant engagé plus de 1,9 milliard d'euros pour la seule année 2026.**

Dans cette perspective, la Commission a présenté une nouvelle approche de l'action humanitaire visant à faire en sorte que l'aide continue d'atteindre les personnes dans le besoin de manière efficace et efficiente, tout en **protégeant les travailleurs humanitaires.**

De Gaza à la République démocratique du Congo en passant par le Venezuela, l'appui européen contribue à fournir une aide vitale dans les régions dévastées par la guerre ou les catastrophes naturelles.

Ainsi, lorsque le Venezuela a été frappé par deux puissants séismes en juin 2026, le mécanisme de protection civile de l'UE a coordonné le soutien apporté par **les 19 pays européens qui ont dépêché sur les lieux des équipes de recherche et de sauvetage ainsi que des experts techniques et acheminé des abris, de l'eau et des équipements sanitaires, illustrant l'exercice vital de la solidarité européenne.**

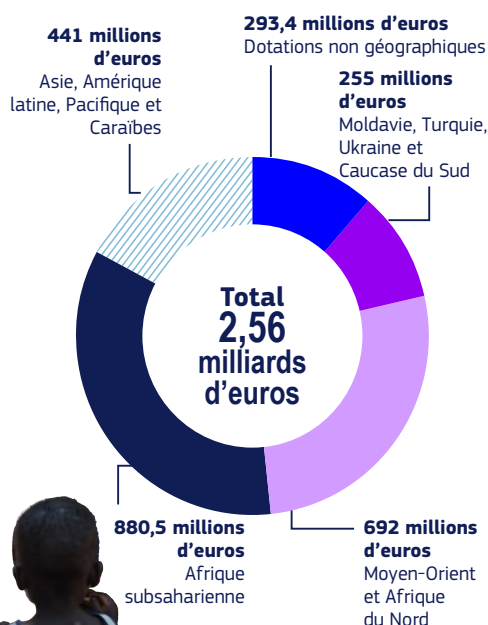


© Hugo Miguel Marinho dos Santos, 2026

À la suite des tremblements de terre dévastateurs au Venezuela, plus de 750 spécialistes issus de 19 pays européens ont été déployés par l'intermédiaire du mécanisme de protection civile de l'UE pour apporter un soutien lors des opérations de réaction d'urgence. Parmi eux figurait une équipe portugaise de recherche et de sauvetage en milieu urbain dirigée par Hugo Santos, composée de 62 personnes et accompagnée de six chiens de sauvetage. Au cours d'une mission de 15 jours, l'équipe a mené des opérations dans les zones les plus touchées par la catastrophe. En collaboration avec des équipes du monde entier, le contingent portugais a participé à des opérations de sauvetage, dont celui d'un homme resté coincé sous les décombres pendant sept jours. Cette expérience a mis en évidence l'importance de la coopération internationale et a montré de quelle manière des équipes hautement qualifiées de différents pays pouvaient collaborer efficacement dans des conditions extrêmes pour sauver des vies et aider les populations en situation de crise.

L'Europe demeure un donateur d'aide humanitaire de premier plan

L'AIDE HUMANITAIRE DE LA COMMISSION EN 2025



03 Protéger ce qui compte

L'indépendance européenne est un moyen de faire en sorte que les Européens puissent vivre libres et prospères, en ayant la possibilité de façonner leur propre avenir. Le succès de l'Europe ne se mesure pas seulement à sa puissance économique ou à son influence mondiale, mais aussi à sa capacité à améliorer la vie de ses citoyens.

La démocratie, l'état de droit et l'équité sociale sont les fondements sur lesquels repose notre Union. Ces valeurs nous rassemblent, guident nos actions et rendent l'Europe unique. À l'heure où elles sont de plus en plus mises à mal, l'Europe prend des mesures pour protéger ce qui compte le plus pour ses citoyens.

Protéger nos valeurs, c'est aussi protéger notre sécurité. Dans un monde plus dangereux, **préserver la paix signifie être capable de nous protéger et de dissuader les agressions.** Cela veut dire renforcer notre défense, sécuriser nos frontières, répondre aux menaces existant à l'intérieur et à l'extérieur de notre Union et mettre en place un système migratoire à la fois équitable et efficace.



Protéger nos valeurs

L'Europe est une union de valeurs. La démocratie, l'état de droit et les droits fondamentaux ne sont pas seulement au cœur de notre identité, **ils sont essentiels au fonctionnement de l'Europe.**

Sans confiance dans des institutions indépendantes, des tribunaux équitables et des règles communes, le marché unique ne peut fonctionner. Et sans fondements démocratiques solides, l'Europe ne peut être forte ou indépendante. C'est pourquoi la Commission actuelle a fait de la protection de nos valeurs fondamentales contre l'érosion interne et les menaces extérieures une priorité centrale.

Le respect de l'état de droit est une condition préalable à l'accès au financement de l'UE.

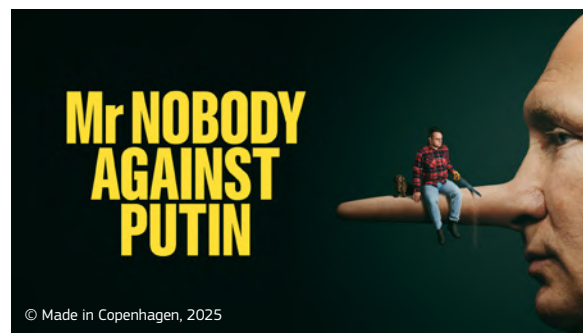
Cette année, nous avons constaté des évolutions encourageantes, notamment en Hongrie. Cela démontre l'importance de disposer de solides garde-fous pour les fonds de l'UE, et que ces garde-fous peuvent contribuer à actionner des réformes qui renforcent à la fois les États membres et l'UE dans son ensemble.

Le **rapport annuel sur l'état de droit** est devenu un point de référence qui permet de façonner les débats nationaux et d'encourager les réformes dans toute notre Union. Il contribue à prévenir le recul démocratique, favorise la confiance mutuelle et formule des recommandations visant à renforcer, entre autres, les systèmes de justice, la liberté et le pluralisme des médias ainsi que la lutte contre la corruption. Le rapport se concentre de plus en plus sur la manière dont l'état de droit constitue le fondement de la compétitivité de l'Europe, qu'il s'agisse de la transparence des marchés publics ou de la stabilité réglementaire. Des démocraties fortes respectant des normes élevées en matière d'état de droit vont de pair avec des économies compétitives.

Le lien entre le financement de l'UE, l'état de droit et les droits fondamentaux est encore renforcé dans nos propositions pour le prochain budget à long terme de l'UE. Dans ce budget, la Commission améliorera les outils permettant de garantir le respect des normes en matière d'état de droit et de bonne gestion financière, en s'appuyant sur le rapport sur l'état de droit, ainsi qu'en veillant au respect de la charte des droits fondamentaux.

Les démocraties européennes sont de plus en plus la cible de forces qui cherchent à compromettre nos élections, à propager de la désinformation et à diviser nos sociétés. Pour y faire face, nous avons lancé le **bouclier européen de la**

démocratie, une série de mesures destinées à contribuer à la tenue d'élections libres et régulières, à renforcer la résilience de la société, à lutter contre la désinformation et à soutenir l'indépendance journalistique et l'éducation aux médias, notamment grâce au programme consacré à la résilience médiatique. Dans le cadre de ces efforts, nous avons également créé le **Centre européen pour la résilience démocratique**, qui rassemble l'expertise de tous les États membres et permet l'élaboration de projets communs afin d'améliorer notre capacité collective à mieux détecter les menaces et à y réagir.



«Mister Nobody contre Poutine» est un documentaire poignant qui suit Pavel Talankin, un enseignant russe, à la suite de l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie. Talankin a documenté l'intégration de la propagande d'État russe et de la formation militaire dans le programme scolaire et s'est enfui en Europe durant l'été 2024 après avoir découvert que sa maison faisait l'objet d'une surveillance policière. Cette production dano-tchèque a remporté en 2026 l'Oscar du meilleur documentaire. Celui-ci illustre le soutien de l'Europe au journalisme indépendant, à la liberté artistique et à ceux qui défendent les valeurs démocratiques, même au prix de grands risques personnels.

Protéger la démocratie, c'est donner aux citoyens, à la société civile, aux médias libres et aux institutions les moyens d'agir. La

Commission soutient des programmes qui aident les communautés, en particulier dans les zones rurales et les petites villes, à renforcer l'éducation aux médias de toutes les générations et la confiance dans le débat démocratique. Ces travaux seront soutenus par le **panel de citoyens européens sur la résilience démocratique**, qui réunit des citoyens de toute l'Europe afin d'élaborer de nouvelles idées et recommandations sur la manière de renforcer nos démocraties pour l'avenir. Avec la **stratégie de l'UE en faveur de la société civile**, la Commission intensifie son dialogue avec cette dernière et continuera à soutenir et à protéger les activités des organisations de la société civile.

Nous traversons une période de profondes mutations technologiques. Celles-ci créent d'incroyables opportunités, en transformant la manière dont nous communiquons, accédons aux connaissances et participons à la société, mais posent également d'immenses défis. L'Europe est claire: **ce sont les sociétés démocratiques, et non les entreprises**

technologiques, qui décident des règles qui régissent notre espace numérique.

Grâce au **règlement sur les services numériques** et au **règlement sur les marchés numériques**, l'Europe dispose d'instruments puissants pour faire en sorte que ses règles soient respectées et que les plateformes fonctionnent de manière responsable et équitable. Au cours de l'année écoulée, nous avons pris des mesures contre les entreprises qui n'ont pas respecté leurs obligations. L'Union a ouvert une enquête sur TikTok en raison de sa conception addictive, sur Meta en raison de son incapacité à faire respecter ses exigences en matière d'âge minimal et sur X en ce qui concerne l'utilisation de Grok dans la création et la diffusion de matériel pédopornographique. Nous avons également infligé des amendes à des plateformes de commerce électronique, notamment à AliExpress pour vente de produits illégaux et dangereux, et à Temu pour ne pas avoir dûment évalué les risques liés aux produits illégaux. En outre, nous avons également abordé la question des abus de pouvoir de marché avec Apple, Meta et Google. Le message est clair: l'Europe agira toujours pour protéger ses citoyens.



Les enfants et les jeunes méritent d'être particulièrement protégés en ligne afin de pouvoir profiter en toute sécurité des avantages de la connexion numérique. Les personnes dont le développement cérébral n'est pas encore achevé sont souvent celles qui sont les plus exposées à la conception addictive des plateformes, aux contenus préjudiciables et à la pression en ligne. Notre position est claire: **les enfants ne sont pas des marchandises** et aucune entreprise ne devrait tirer profit de l'exploitation de leurs vulnérabilités. C'est la raison pour laquelle la présidente von der Leyen a créé un **groupe spécial sur la sécurité des enfants en ligne**, qui a examiné les avantages que les «médias sociaux+» (c'est-à-dire les médias sociaux et les autres services accessibles aux mineurs qui comportent des fonctionnalités addictives et non appropriées à l'âge des utilisateurs) présentent pour les enfants, les possibilités qu'ils leur offrent ainsi que les effets néfastes qu'ils exercent sur eux. Les coprésidents du groupe ont formulé des recommandations à l'intention de la Commission sur le renforcement de la protection.

En outre, la présidente a présenté une solution technique pour développer une **application de vérification de l'âge** afin de protéger les enfants contre les contenus préjudiciables, tandis que le **plan d'action contre le cyberharcèlement** soutiendra la prévention et la sensibilisation ainsi que la mise en œuvre d'un mécanisme de sécurité en ligne pour permettre aux enfants et aux jeunes de signaler facilement le cyberharcèlement. L'Europe montre que le progrès technologique doit aller de pair avec les valeurs démocratiques et la protection de ses citoyens.



Jackie Fox a tragiquement perdu sa fille Nicole, surnommée «Coco», qui s'est suicidée en 2018 à l'âge de 21 ans après avoir été victime de manière répétée de harcèlement, tant en ligne qu'en personne. Après la mort de Nicole, Jackie a milité pour combler les failles juridiques qui existaient en Irlande et permettaient aux cyberharcumeurs de ne pas avoir à répondre de leurs actes. Son plaidoyer inlassable a conduit à l'adoption historique de la loi «Coco» en 2020, qui fait du cyberharcèlement une infraction pénale. Jackie a depuis porté son combat à l'échelle européenne et, en mars 2026, elle a été invitée au Parlement européen pour apporter son témoignage. La Commission reste déterminée à lutter contre le harcèlement en ligne. Un plan d'action contre le cyberharcèlement a été lancé et la présidente von der Leyen a par ailleurs réuni un groupe spécial sur la sécurité des enfants en ligne, dont les recommandations éclaireront les actions de la Commission visant à renforcer leur protection.

Mettre en place une union de la défense

Cela fait des générations que l'Europe n'a pas été confrontée à un environnement sécuritaire aussi dangereux. La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine en est à sa cinquième année, et les attaques hybrides, les cyberopérations et les incursions de drones visant des cibles situées au sein de notre Union sont de plus en plus fréquentes. En parallèle, l'architecture de sécurité qui a permis d'assurer la stabilité européenne pendant des décennies ne peut plus être considérée comme acquise.

L'Union européenne a été fondée pour préserver la paix. Aujourd'hui, cela signifie renforcer notre capacité à décourager les agressions. **L'Europe doit se doter des capacités stratégiques dont elle a besoin dans un environnement de sécurité en mutation rapide.** C'est exactement ce que nous faisons.

Depuis 2020, **les dépenses de défense des États membres ont augmenté de près de 80 %**. Cette évolution est soutenue au niveau de l'UE par la plus grande mobilisation de fonds en faveur de la défense de l'histoire de notre Union. Dans le cadre du **plan «ReArm Europe»/Préparation à l'horizon 2030**, l'Europe mobilise jusqu'à 800 milliards d'euros pour combler les lacunes capacitaires, renforcer les capacités industrielles et accélérer les investissements dans notre sécurité collective. Avec la **feuille de route pour la préparation de la défense à l'horizon 2030**, l'Europe a non seulement défini une trajectoire claire, mais aussi des étapes concrètes et un calendrier de mise en œuvre.

Domaines capacitaires critiques en matière de défense au niveau de l'UE



Feuille de route pour la préparation de la défense à l'horizon 2030

INITIATIVES PHARES EUROPÉENNES EN MATIÈRE DE DÉFENSE



Surveillance
du flanc oriental



Initiative de défense
antidrones européenne



Bouclier aérien
européen



Bouclier spatial
européen



Comblent les lacunes capacitaires

Les États membres ont formé des coalitions capacitaires dans neuf domaines capacitaires critiques.



Renforcer la base industrielle de défense de l'UE

- Assurer la résilience des chaînes d'approvisionnement
- Exploiter pleinement le potentiel de l'innovation en matière de défense
- Suivi des capacités industrielles



Stimuler les investissements dans la défense

- Simplifier le marché européen de la défense
- Mobiliser des financements privés et publics
- Investir dans un domaine de la mobilité militaire



Se tenir fermement aux côtés de l'Ukraine



La pièce maîtresse de ces efforts est l'instrument **SAFE, qui fournit aux États membres 150 milliards d'euros de prêts pour investir dans le domaine de la défense**. Dix-huit plans nationaux ont été approuvés par la Commission, 13 accords ont été signés et 12 milliards d'euros ont déjà été déboursés. Ces investissements soutiennent la **passation conjointe de marchés** et aident ainsi les pays à **acquérir des capacités critiques plus rapidement et à moindre coût** tout en accélérant des projets qu'aucun État membre ne pourrait mener à bien seul. **SAFE renforce la base industrielle de l'UE** en veillant à ce que la majeure partie de la création de valeur reste en Europe, les règles en matière de marchés publics exigeant qu'au moins 65 % des coûts des composants proviennent de l'UE, des pays de l'Espace économique européen ou d'Ukraine.

Les investissements ne sont toutefois pas suffisants à eux seuls. L'Europe a également besoin d'une approche plus coordonnée pour développer les

capacités requises pour une guerre moderne. C'est la raison pour laquelle la feuille de route à l'horizon 2030 a introduit des **coalitions capacitaires**, réunissant les États membres afin de recenser les exigences communes, de développer conjointement des capacités et de les acquérir à grande échelle.

Ce nouveau modèle façonne déjà les **projets phares de l'Europe en matière de défense**: l'**initiative de défense antidrones européenne**, la **surveillance du flanc oriental**, le **bouclier aérien européen** et le **bouclier spatial européen** sont conçus dans le but de relever certains des défis les plus urgents pour la sécurité européenne. Il s'agit de capacités stratégiques trop coûteuses, trop complexes ou trop urgentes pour que les pays puissent les développer seuls. En juillet, la Commission a proposé **cinq projets de défense européens d'intérêt commun** afin d'aider les pays de l'UE à renforcer leurs capacités dans ces domaines clés.

La sécurité de l'Europe dépend d'une base industrielle solide; d'industries capables de produire ce dont nos forces armées ont besoin, à l'échelle et à la vitesse requises. Dans le cadre du nouveau **programme pour l'industrie européenne de la défense (EDIP)**, la Commission mobilisera **1,5 milliard d'euros pour accroître les capacités de production, renforcer la passation conjointe de marchés et réduire les dépendances critiques**. Plus de 700 millions d'euros serviront directement à soutenir l'augmentation de la production de capacités essentielles, notamment des missiles, des munitions et des systèmes antidrones. Cela marque une transition importante, qui voit les marchés nationaux fragmentés laisser place à un écosystème européen de la défense plus intégré.

Renforcement de la capacité industrielle de l'Europe dans le domaine de la défense



Cartographie détaillée des capacités de **fabrication industrielle de l'UE**.



Permettre à l'industrie de la défense d'accéder aux **matières premières critiques** et à d'autres composants essentiels.



Soutenir les éléments de **compétence spécifiques à la défense**.



Mesures visant à **soutenir les technologies et capacités industrielles critiques** en développant des projets stratégiques.



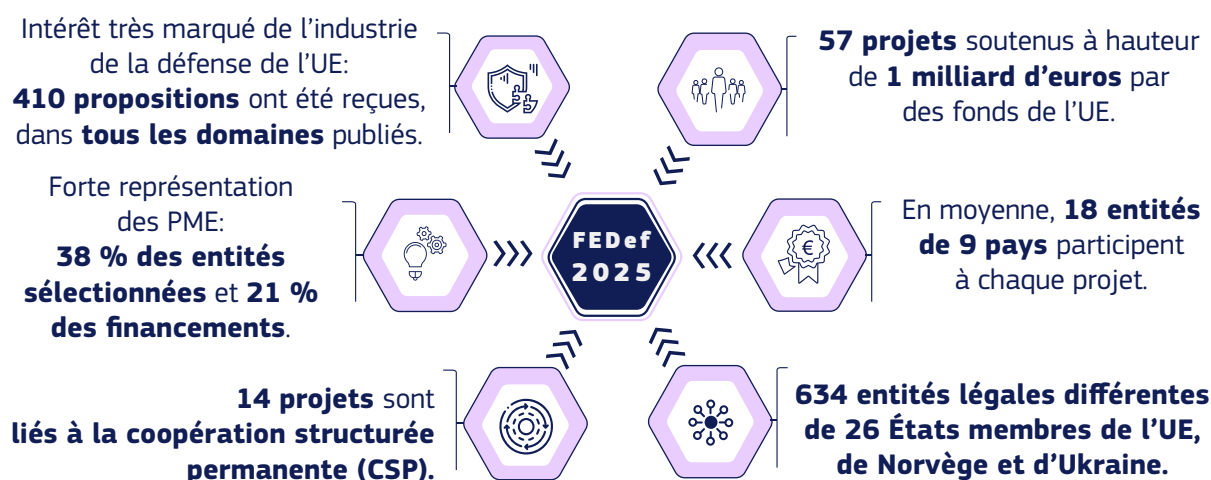
Modifications éventuelles du cadre pour la recherche et l'innovation à double usage afin d'améliorer les **synergies entre les instruments civils et les instruments de défense**.



Rafał et Pekka, des ingénieurs polonais et finlandais, se sont rencontrés lors d'un échange Erasmus. Animés par une passion commune, ils ont construit un satellite à radar à synthèse d'ouverture (RSO) novateur qui a révolutionné le secteur. Ils ont fondé ICEYE et, grâce à une subvention du programme Horizon, ont pu faire croître leur entreprise et mettre au point la constellation de satellites RSO la plus avancée.

ICEYE fournit des services dans les domaines de la défense et du renseignement, mais aussi de la surveillance environnementale et de la gestion des situations d'urgence. Cette année, ICEYE a été valorisée à plus de 10 milliards d'euros et elle a été le premier investissement du Fonds «Scale-up Europe». Le parcours de Rafał et Pekka — d'Erasmus et Horizon jusqu'à l'une des entreprises européennes des secteurs de l'espace et de la défense qui enregistrent la plus forte croissance — illustre la manière dont les programmes de l'UE unissent les Européens et les aident à réaliser leurs ambitions. ICEYE offre également un exemple de ce à quoi ressemble la souveraineté technologique européenne.

Fonds européen de la défense 2025



L'Ukraine est un partenaire essentiel dans cet effort. Son industrie de la défense est devenue l'un des principaux pôles mondiaux d'innovation militaire rapide, transformant l'expérience acquise sur le champ de bataille en technologies déployables à une vitesse sans précédent. Par l'intermédiaire du **bureau de l'UE pour l'innovation en matière de défense** à Kiev et de projets tels que STRATUS ou le pacte UE-Ukraine sur les drones, l'Europe allie l'expertise acquise par l'Ukraine sur le champ de bataille aux capacités industrielles européennes afin de développer des capacités de nouvelle génération.

L'innovation jouera un rôle déterminant dans la conception du champ de bataille de demain. Par l'intermédiaire du **Fonds européen de la défense**,

la Commission a sélectionné **57 nouveaux projets qui bénéficieront, ensemble, d'un financement de plus de 1 milliard d'euros**, couvrant des domaines allant de l'IA et de la cyberdéfense aux drones et aux systèmes antidrones. Parallèlement, le nouvel **instrument AGILE, doté d'un budget de 115 millions d'euros**, vise à faire en sorte que les technologies de rupture en matière de défense passent plus rapidement du laboratoire au terrain, en aidant les innovateurs européens à transformer des idées révolutionnaires en capacités tangibles.

La préparation repose sur la mobilité. Il s'agit de montrer que nos forces armées peuvent être déployées rapidement et à grande échelle, partout où elles sont nécessaires. C'est pourquoi l'UE a lancé **un nouveau train de mesures sur**



la mobilité militaire afin de créer un espace Schengen militaire.

L'Europe met en place des règles harmonisées en matière de mouvements militaires transfrontaliers, des procédures douanières rationalisées et des mesures qui permettent un accès prioritaire aux infrastructures en cas de crise. Ces réformes sont soutenues par des investissements visant à moderniser les principaux corridors de transport, à renforcer les protections en matière de cybersécurité et à améliorer la résilience des infrastructures critiques. Ensemble, elles permettront de faire en sorte que le personnel, les équipements et les fournitures puissent circuler rapidement dans toute l'Europe, peu importe le moment et l'endroit où ils sont nécessaires.

L'Europe sait que l'indépendance ne signifie pas faire cavalier seul. C'est pourquoi nous approfondissons la coopération en matière de défense et de sécurité avec des partenaires de confiance dans le monde entier. **Au moyen de l'instrument SAFE, nous avons renforcé notre coopération industrielle avec le Canada.** Cette année, nous avons également conclu des **partenariats en matière de sécurité et de défense avec l'Australie, le Ghana, l'Islande et l'Inde**, ce qui porte à 12 le nombre de ces partenariats avec des pays du monde entier. Ensemble, ces partenariats créent de nouvelles possibilités en matière de collaboration industrielle et de renforcement de la coopération sur les défis communs en matière de sécurité.

L'environnement de sécurité dans lequel évolue l'Europe a radicalement changé, et nous nous sommes adaptés en conséquence. L'année dernière, nous avons présenté un plan visant à ce que l'UE assume une plus grande responsabilité en ce qui concerne sa propre sécurité et sa propre défense. Aujourd'hui, nous traduisons cette ambition en capacités concrètes, en industries plus fortes et en une meilleure préparation. L'Europe ne se contente plus de s'adapter à un monde plus dangereux, elle se prépare à y faire face.

Les régions frontalières orientales de l'Europe se trouvent en première ligne face à un environnement de sécurité en pleine mutation.

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, des régions de Bulgarie, d'Estonie, de Finlande, de Hongrie, de Lettonie, de Lituanie, de Pologne, de Roumanie et de Slovaquie sont confrontées à des pressions croissantes dues aux attaques hybrides, à l'instrumentalisation de la migration, aux perturbations économiques et au déclin démographique.

Pour relever ces défis, la Commission a adopté **une nouvelle stratégie visant à renforcer la prospérité, la résilience et la sécurité des régions frontalières orientales de l'UE.** Elle combine des investissements dans la sécurité, les infrastructures, l'énergie et le développement



Les habitants de la région frontalière située entre la Pologne et la Lituanie sont souvent confrontés à de longs délais d'attente et à un accès limité aux soins spécialisés et aux diagnostics préventifs. Grâce aux fonds de cohésion de l'UE, l'hôpital Pro-Medica d'Elk, en Pologne, a modernisé ses blocs opératoires et s'est doté d'équipements de pointe pour la chirurgie mini-invasive, tout en développant des services conjoints avec un hôpital partenaire en Lituanie.

Les patients peuvent désormais recevoir un diagnostic plus rapide, un traitement chirurgical plus sûr et des soins spécialisés de qualité dans leur région d'origine. Le projet a également permis d'étendre les dépistages préventifs du cancer du col de l'utérus, permettant ainsi à davantage de femmes de la région de bénéficier d'un diagnostic plus précoce et d'un traitement en temps utile.

Il s'agit là d'un exemple clair de la manière dont la politique de cohésion et les nouvelles priorités intégrées lors de son examen à mi-parcours améliorent la qualité de vie dans les régions frontalières orientales.

économique, et soutient des projets phares, tels que la surveillance du flanc oriental, l'initiative de défense antidrones européenne et le bouclier aérien européen.

Soutenir nos régions frontalières orientales dans cinq domaines



La stratégie accélère par ailleurs l'intégration des États baltes dans les réseaux énergétiques européens, soutient des projets stratégiques tels que le corridor d'hydrogène nordique-baltique et modernise les infrastructures de transport à double usage, y compris les routes, les chemins de fer et les ports. Grâce à la nouvelle **facilité EastInvest**, les régions frontalières auront plus facilement accès au financement et au soutien consultatif de la Banque européenne d'investissement et d'autres institutions financières.

La sécurité repose à la fois sur des communautés fortes et sur des infrastructures solides. C'est pourquoi la stratégie s'attaque également aux pénuries de main-d'œuvre, soutient l'éducation et le développement des compétences et aide les communautés à lutter contre la désinformation.



**L'EUROPE RÉALISE DES INVESTISSEMENTS
SANS PRÉCÉDENT DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE.
L'EUROPE DE LA DÉFENSE S'EST ENFIN RÉVEILLÉE.**

Appels en faveur d'une Europe plus sûre



81 %

des citoyens de l'UE sont favorables à une coopération renforcée en matière de défense, un pourcentage qui n'a jamais été aussi élevé depuis vingt ans.

74 %

des Européens approuvent les investissements dans la défense ou estiment qu'ils devraient être augmentés.

66 %

des Européens estiment que l'UE devrait jouer un rôle plus important dans la protection de ses citoyens contre les crises mondiales et les risques pour leur sécurité.

Données provenant des enquêtes Eurobaromètre de janvier et mai 2026.

La réponse: plan «ReArm Europe»/Préparation à l'horizon 2030

INSTRUMENT SAFE

18

**PLANS NATIONAUX
POUR DES PRÊTS SAFE**
ont été **approuvés** en vue de la
passation de marchés de défense.

150 MILLIARDS D'EUROS
disponibles



12 MILLIARDS D'EUROS
déboursés jusqu'à présent

CLAUSE DÉROGATOIRE NATIONALE

18

pays ont **activé** la
**CLAUSE
DÉROGATOIRE
NATIONALE**

Permet des dépenses de défense
nationales pouvant atteindre

1,5 %

du PIB sans risque
d'une procédure
pour déficit excessif.



ET PLUS ENCORE

PROGRAMME POUR L'INDUSTRIE EUROPÉENNE DE LA DÉFENSE (EDIP)



AGILE



115 MILLIONS D'EUROS

pour faire passer les technologies de rupture dans le domaine de la défense du laboratoire au terrain à une vitesse record.

FONDS EUROPÉEN DE LA DÉFENSE 2025 (FEDef)

~ 50%

pour des capacités de défense majeures, telles qu'un intercepteur endo-atmosphérique européen, un char de combat, un lance-roquettes multiple et un navire semi-autonome.

~ 25%

alloués aux technologies et capacités critiques, y compris les réseaux à sécurité quantique, la guerre électronique et les systèmes énergétiques à haute performance.

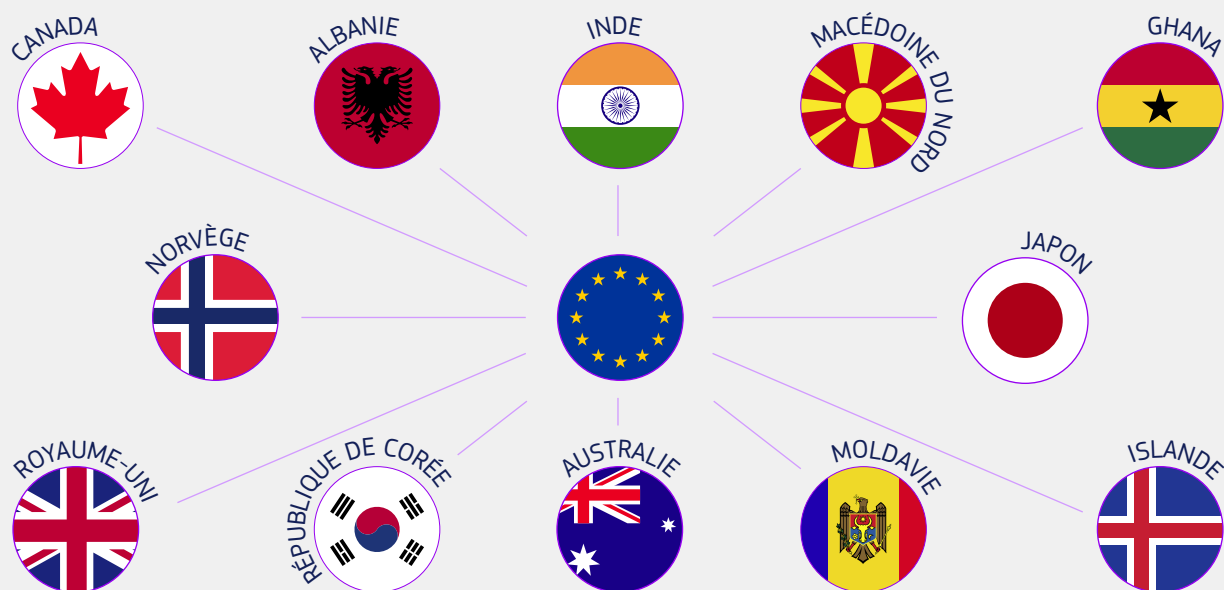


~ 25%

pour la mise en œuvre du programme de l'UE pour l'innovation dans le domaine de la défense (EUDIS), qui soutient l'innovation et les technologies de rupture pour les applications dans le domaine de la défense.



Partenariats en matière de sécurité et de défense visant à promouvoir des intérêts communs en matière de sécurité



Mobilité militaire — Vers un espace Schengen militaire



Renforcer les infrastructures et les systèmes numériques sur lesquels repose la mobilité militaire.

Procédures accélérées et assouplissement de certaines règles en matière de transport dans des situations extraordinaires.

Supprimer les obstacles procéduraux et harmoniser les règles.

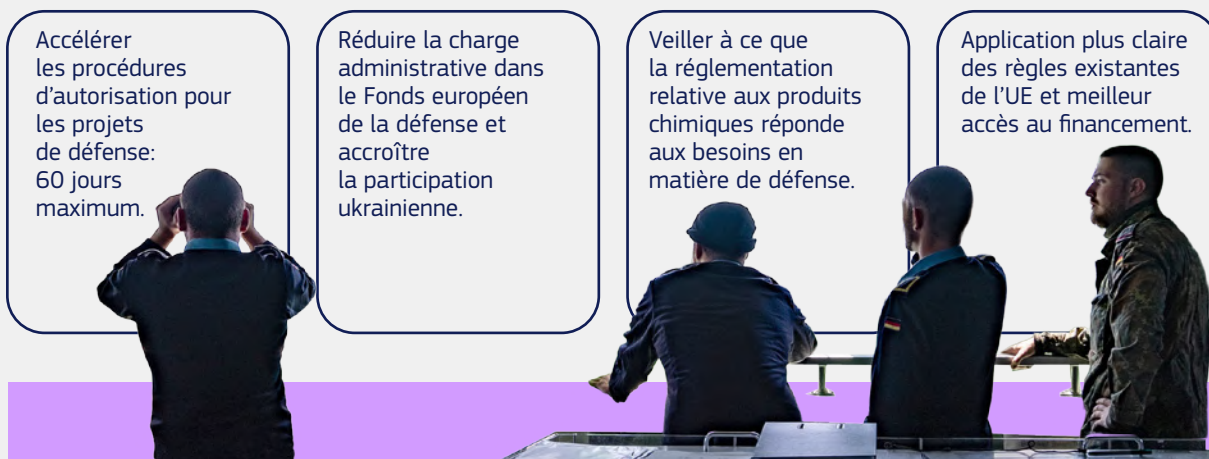
500 PROJETS CONCERNANT DES POINTS NÉVRALGIQUES

aideront à **supprimer les goulots d'étranglement** le long de

4 CORRIDORS DE MOBILITÉ MILITAIRE PRIORITAIRES.

Simplification — Le train de mesures omnibus sur la préparation de la défense

AIDER L'INDUSTRIE DE LA DÉFENSE À MONTER EN PUISSANCE



© OTAN

Une politique de cohésion adaptée aux nouvelles priorités

À la suite de l'examen à mi-parcours, la politique de cohésion soutiendra les priorités européennes actuelles, **y compris la défense**, tout en continuant à soutenir le développement régional et la création d'emplois.



11,9 MILLIARDS D'EUROS
POUR 20 PAYS

Investissements dans le domaine de la défense et des biens à double usage, y compris la robustesse des infrastructures, la mobilité militaire et les mesures de cybersécurité.

Le prochain budget à long terme soutiendra davantage la défense et la sécurité

131 MILLIARDS D'EUROS



© Adobe Stock

10x
PLUS DE FONDS POUR LA MOBILITÉ MILITAIRE



Une Union sûre

La sécurité de l'Europe dépend de bien plus de choses que de la seule défense traditionnelle. Les menaces auxquelles nous sommes confrontés sont de plus en plus complexes et interdépendantes, souvent conçues spécifiquement pour demeurer en dessous du seuil des conflits armés. Dans l'ensemble de notre Union, des câbles sous-marins ont été endommagés, des aéroports et plateformes logistiques ont été la cible de cyberattaques, la migration a été instrumentalisée et des processus démocratiques ont fait l'objet d'ingérences étrangères. Toutes ces approches visent à exploiter les vulnérabilités de nos sociétés et à mettre à l'épreuve notre détermination.

L'un des défis en matière de sécurité qui connaît la croissance la plus rapide en Europe concerne les drones. Au cours de l'année écoulée, **à cause d'incursions de drones, des citoyens de l'UE ont dû se réfugier dans des abris et des avions ont été immobilisés au sol**. L'Europe a besoin de moyens pour réagir. C'est pourquoi la Commission a lancé un nouveau **plan d'action relatif à la sûreté des drones et des systèmes antidrones**, qui établit une approche européenne coordonnée en matière de détection, d'identification et de réaction. Il s'agit notamment de la création d'un **centre d'excellence de la lutte antidrone de l'UE**, de règles plus strictes pour les opérations civiles de drones et d'une meilleure utilisation de technologies telles que les réseaux 5G pour détecter et suivre les activités suspectes. Au moyen de l'**alliance UE-Ukraine pour les drones**, l'Europe renforce sa coopération avec le secteur ukrainien des drones, à la pointe de l'innovation, et tire les enseignements du front.

L'Europe connaît également une recrudescence des actes de cybermalveillance, déplorant des cyberattaques quotidiennes contre des services essentiels, des entreprises et des pouvoirs publics. Ces attaques ciblent de plus en plus l'infrastructure numérique qui sous-tend les sociétés modernes, depuis les hôpitaux et les réseaux énergétiques jusqu'aux systèmes de transport et à l'administration publique. Au moyen d'une révision du **règlement sur la cybersécurité**, la Commission veille à ce que les produits mis sur le marché européen soient cybersécurisés dès leur conception et remédie aux vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement critiques des technologies de l'information et de la communication. En adoptant le **plan d'action de l'UE en matière de cybersécurité et d'IA**, nous nous attaquons aux risques que posent les modèles d'IA les plus avancés pour la cybersécurité: une

Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité renforcée aura accès à des capacités avancées d'IA destinées à la cybersécurité et, en collaboration avec le Centre commun de recherche de la Commission, mettra au point une plateforme sécurisée pour tester l'IA à des fins de cybersécurité, y compris dans des environnements simulés.

En effet, dans un monde numérique, **la cybersécurité est devenue une composante essentielle de la sécurité économique et nationale**.

La menace que représentent le terrorisme et l'extrémisme violent continue également d'évoluer. Les groupes terroristes exploitent de plus en plus les technologies numériques, les réseaux sociaux, l'IA et les cryptomonnaies pour recruter, financer et organiser leurs activités. La radicalisation des jeunes est particulièrement préoccupante, les enfants étant de plus en plus ciblés en ligne. Au moyen du **programme ProtectEU pour prévenir et combattre le terrorisme**, l'Europe renforce la coopération entre les services répressifs, améliore le partage de renseignements, lutte contre le financement du terrorisme et met au point de nouveaux outils pour détecter et prévenir la radicalisation avant qu'elle ne conduise à la violence.

Dans le même temps, **l'Europe intensifie ses efforts pour lutter contre la criminalité organisée**. Les réseaux criminels impliqués dans le trafic de drogue, le trafic d'armes à feu, le blanchiment d'argent et la cybercriminalité opèrent par-delà les frontières et exploitent de plus en plus les technologies numériques pour étendre leur portée. Ces réseaux compromettent la sécurité publique, attisent la violence et génèrent des milliards d'euros de profits illicites chaque année.

C'est la raison pour laquelle la Commission a renforcé ses interventions sur de multiples fronts. Pour lutter efficacement contre les formes graves de criminalité, les services de police et de douane, les procureurs et les juridictions doivent coopérer étroitement à chaque étape de la procédure, de l'enquête jusqu'au jugement. La Commission a proposé de nouvelles mesures pour **renforcer Europol et Eurojust** afin d'intensifier la lutte contre la criminalité transfrontière et le terrorisme. Ces mesures favoriseront un plus grand nombre d'enquêtes conjointes, accéléreront les poursuites et faciliteront l'échange d'informations grâce à un cadre juridique plus clair et à un allègement des formalités administratives.

Dans le cadre de la **stratégie de l'UE en matière de drogue** et du **plan d'action de l'UE contre le trafic de drogue**, présentés en décembre 2025, l'Europe cible les réseaux criminels tout au long de la chaîne d'approvisionnement, depuis les itinéraires de production et de trafic jusqu'aux places de marché en ligne et aux services de livraison de colis, qui sont de plus en plus utilisés pour faire entrer clandestinement des drogues illicites dans l'Union. Le mandat renforcé de l'Agence de l'Union européenne sur les drogues aidera les États membres à identifier les menaces émergentes, y compris les nouvelles substances psychoactives, tandis qu'Europol accroîtra sa capacité à surveiller les marchés de la drogue en ligne, à analyser les activités suspectes et à soutenir les enquêtes transfrontières.

En février 2026, la Commission a également proposé des **mesures plus strictes contre le trafic d'armes à feu**, y compris de nouvelles règles visant à lutter contre la production illicite d'armes à l'aide de technologies d'impression 3D.

Une sécurité efficace passe également par la sécurisation des frontières extérieures.
L'espace Schengen reste l'une des plus grandes

réalisations de l'intégration européenne, permettant à plus de 450 millions de personnes de voyager librement dans 29 pays. Toutefois, le maintien de frontières intérieures ouvertes nécessite une gestion efficace de nos frontières extérieures.

L'entrée en application du **pacte sur la migration et l'asile** en juin dernier a marqué une étape importante en la matière. Le pacte fournit à l'Europe un cadre commun et global pour gérer les migrations d'une manière équitable, ordonnée et fondée sur un équilibre de solidarité et de responsabilité entre les États membres. Il renforce les procédures aux frontières extérieures de l'UE, introduit des règles strictes pour lutter contre les abus, améliore la coopération entre les autorités nationales et garantit un partage plus équitable des responsabilités dans l'ensemble de l'Union afin qu'aucun État membre ne soit laissé seul face à une augmentation des flux migratoires. En outre, nous avons lancé avec succès le premier **cycle annuel de gestion de la migration** dans le cadre du pacte, apportant ainsi un soutien efficace aux États membres sous pression.

Un système commun de gestion des migrations à l'échelle de l'Union



La **stratégie européenne de gestion de l'asile et de la migration** repose sur le principe selon lequel **les Européens devraient décider quelles personnes entrent dans l'Union et sous quelles conditions**. Cette stratégie servira de boussole pour orienter l'action de l'UE en matière de migration au cours des cinq prochaines années. Elle met l'accent sur la prévention de la migration irrégulière, le démantèlement des réseaux criminels de passeurs, la protection des personnes qui fuient réellement la guerre et les persécutions, la création de voies légales permettant d'attirer les talents dont l'Europe a besoin pour rester compétitive et le renforcement des partenariats globaux et stratégiques avec les pays partenaires. Ensemble, ces efforts contribuent à une meilleure gestion des migrations et à un déclin continu de la migration irrégulière vers l'UE.

En juillet, la Commission a également proposé un nouveau **train de sanctions en matière de lutte contre le trafic de migrants** et d'autres activités illicites provenant de l'extérieur de l'Union. Il est notamment question de la capacité de geler les avoirs et d'imposer des interdictions d'entrer sur le territoire de l'UE aux personnes et entités impliquées dans des activités allant du trafic de migrants à la traite des êtres humains en passant par le blanchiment de capitaux.

Cet été, alors que des milliers de migrants en situation irrégulière tentaient d'entrer à Ceuta depuis le Maroc, **la Commission a dès le premier jour proposé le soutien de l'UE à l'Espagne, tant sur le plan financier qu'opérationnel**. Nous nous sommes pleinement mobilisés en apportant notre soutien aux autorités espagnoles afin de garantir la sécurité de nos frontières extérieures et le retour rapide des personnes restées illégalement à Ceuta.

Si la situation sur le terrain reste difficile et nécessite encore des efforts pour résoudre la crise, de nouvelles tentatives de franchissement irrégulier de la frontière ont été évitées. **La coopération mise en place entre la Commission et Meta, TikTok et des vérificateurs de faits indépendants a joué un rôle essentiel à cet égard**. Nous avons empêché les réseaux criminels de propager de la

désinformation et nous avons renforcé la lutte contre le trafic de migrants.

Une gestion moderne des frontières nécessite des technologies modernes. Le **système d'entrée/de sortie** a commencé à être déployé dans les aéroports de l'UE en avril 2026. Il fournit **des informations fiables sur les ressortissants de pays tiers qui franchissent les frontières extérieures de l'Europe**, permettant ainsi de détecter les dépassements de la durée de séjour autorisée, de déceler les fraudes à l'identité et de renforcer les contrôles de sécurité. Avec près de 185 millions de franchissements enregistrés depuis son lancement et près de 64 000 refus d'entrée, le système d'entrée/de sortie constitue une avancée majeure pour la sécurité des frontières de l'Europe.

Un régime d'asile équitable repose également sur le retour des personnes dont la demande est rejetée. La première **liste commune de l'UE des pays d'origine sûrs** accélère et optimise le traitement des demandes d'asile en permettant aux États membres d'adopter une approche plus uniforme à l'égard des demandes émanant de ressortissants de pays figurant sur ladite liste dont les demandes sont susceptibles d'être infondées. Nous sommes également convenus d'un nouveau **système commun de l'UE en matière de retour**, afin d'accélérer, de simplifier et d'optimiser, dans l'ensemble de l'Union, le retour des personnes en séjour irrégulier. Dans le même temps, la toute première **stratégie de l'UE en matière de politique des visas** rendra l'Europe plus sûre en renforçant les contrôles de sécurité à l'égard des personnes ayant l'intention de se rendre dans l'UE, tout en contribuant à attirer les talents nécessaires à la croissance de l'Europe.

L'Europe respectera toujours ses obligations internationales, mais les règles doivent être appliquées pour être crédibles. Nous aiderons celles et ceux qui en ont besoin, tout en sanctionnant les personnes qui abusent du système. Il s'agit là du système équilibré de migration et d'asile développé par l'Europe: un système qui associe l'humanité à la responsabilité et la solidarité à la sécurité. **Un système juste et ferme.**



Système européen commun en matière de retour

SYSTÈME UNIQUE DE L'UE

- Un système commun de retour assorti de règles harmonisées.
- La décision de retour européenne harmonise les procédures.



RECONNAISSANCE MUTUELLE

- Des décisions de retour qui peuvent être reconnues dans tous les États membres.
- Obligatoire à partir de juillet 2027.



RETOUR VOLONTAIRE D'ABORD, FORCÉ SI NÉCESSAIRE

- Incitations au retour volontaire.
- Retour forcé obligatoire en cas de défaut de coopération, de fuite ou de risques pour la sécurité.



OBLIGATIONS CLAIRES POUR LES PERSONNES FAISANT L'OBJET D'UNE DÉCISION DE RETOUR

- Coopération requise avec les autorités.
- Des règles plus strictes contre le risque de fuite, y compris la possibilité d'exiger des garanties financières.



GARANTIES ET DROITS

- Droit à une protection juridictionnelle effective.
- Protection des personnes vulnérables, des mineurs et des familles.
- Plein respect des droits de l'homme et du principe de non-refoulement.



OUTILS D'APPLICATION PLUS STRICTS

- Garanties financières et obligations d'information.
- Exigences en matière de résidence désignée.
- Détention d'une durée maximale de 24 mois (pouvant être prolongée en cas de risques pour la sécurité).



DISPOSITIONS RELATIVES AUX RISQUES POUR LA SÉCURITÉ

- Dépistage précoce des menaces.
- Interdictions d'entrée plus longues et règles de détention plus strictes.
- Retour forcé obligatoire en cas de risques identifiés.



PLATEFORMES DE RÉADMISSION ET DE RETOUR

- Demandes de réadmission systématiques envoyées aux pays tiers.
- Partage sécurisé des données à des fins de contrôle de l'application de la législation.
- Retour sur la base d'accords ou d'arrangements (à l'exclusion des mineurs et des familles).



Sécurité et préparation vont de pair. Cela n'est nulle part plus évident que dans notre réaction face à des catastrophes naturelles et à des phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents.

Cet été encore, l'Europe a été frappée par des incendies de forêt dévastateurs, de graves sécheresses et des inondations sans précédent. La saison des feux de forêt a été d'une gravité exceptionnelle. À la mi-août, la superficie brûlée représentait déjà plus du double de la moyenne habituelle pour cette période de l'année. Mais **lorsque la catastrophe survient, l'Europe se tient unie.** Avant l'été, des centaines de pompiers et des dizaines de moyens de lutte contre les incendies ont été prépositionnés dans les pays les plus menacés. Depuis lors, le **mécanisme de protection civile de l'UE** a été activé à onze reprises par les neuf pays touchés, y compris les toutes premières activations pour des feux de forêt par la Belgique et les Pays-Bas.

À la fin du mois de juillet, lorsque des incendies de forêt de grande ampleur ont frappé simultanément la France et l'Espagne, **17 pays européens ont répondu à l'appel. Plus de 300 pompiers venus de toute l'Europe ont travaillé main dans la main avec leurs homologues français et espagnols.** Cela inclut le tout premier déploiement de l'Ukraine en tant que fournisseur d'assistance au titre du mécanisme de protection civile de l'UE: **70 pompiers ukrainiens ont été envoyés en France pour prêter main-forte. Alors même que leur pays continue de se défendre contre la guerre d'agression menée par la Russie, ils sont venus en France pour aider les Européens dans le besoin.** Ces pompiers venus des quatre coins de notre Union ont non seulement fait preuve d'un courage admirable, mais ont aussi offert un exemple exceptionnel de solidarité européenne.

Le plus vaste prépositionnement jamais réalisé par l'UE en amont de la saison des incendies de forêt de 2026

DES ÉQUIPES DE LUTTE CONTRE LES INCENDIES PRÊTES À INTERVENIR

777 pompiers de 14 pays prépositionnés dans:



21 équipes certifiées prêtes à intervenir dans toute l'Europe

SOUTIEN OPÉRATIONNEL

- Centre de coordination de la réaction d'urgence de l'UE **24h/24, 7j/7**
- Cartographie satellitaire Copernicus
- Analyses scientifiques

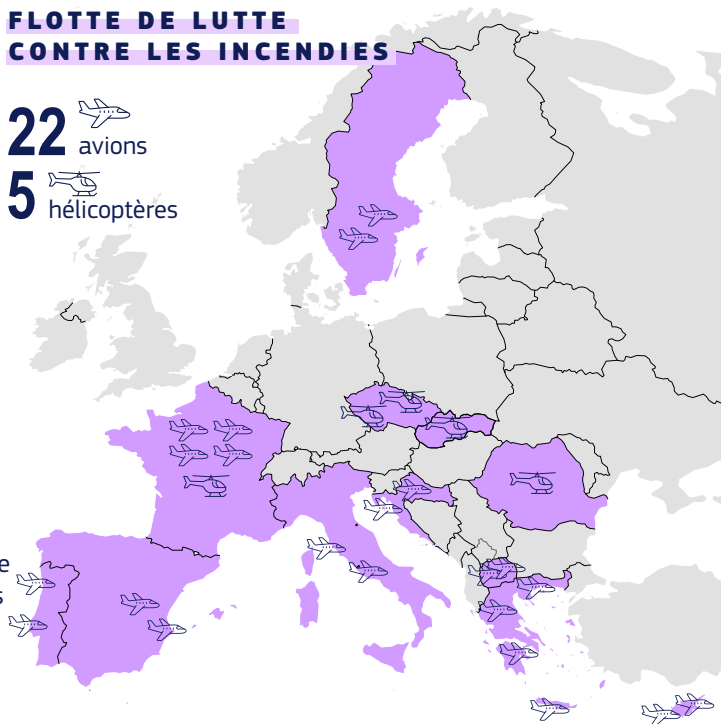
PRÉVENTION

- Bonnes pratiques en matière de sensibilisation aux risques de catastrophe
- Fonds pour le partage des connaissances et l'assistance technique

FLOTTE DE LUTTE CONTRE LES INCENDIES

22 avions

5 hélicoptères



 Pays abritant une flotte aérienne de lutte contre les incendies

Frontières administratives: © EuroGeographics © OpenStreetMap
Cartographie: Eurostat — IMAGE, août 2026

Chronologie des incendies de forêt: opérations en 2026

AU 24 AOÛT, 9 PAYS AVAIENT ACTIVÉ LE MÉCANISME DE PROTECTION CIVILE DE L'UE EN RAISON D'INCENDIES DE FORÊT CET ÉTÉ

21 AOÛT



Serbie

- 1 équipe au sol de lutte contre les incendies et des véhicules en provenance de Roumanie
- 1 équipe au sol de lutte contre les incendies et des véhicules en provenance d'Allemagne
- 4 hélicoptères rescEU: 1 en provenance de Roumanie, 2 de Tchéquie, 1 de Slovaquie
- 1 agent de liaison du centre de coordination de la réaction d'urgence (ERCC) déployé à partir du 24 août

15 AOÛT



Belgique

- 2 avions en provenance de Suède (rescEU)
- 2 hélicoptères en provenance des Pays-Bas et une équipe technique de lutte contre les incendies
- 2 hélicoptères et 2 coordinateurs d'opérations aériennes en provenance d'Allemagne
- 2 hélicoptères en provenance de Norvège
- 1 équipe de conseil et d'évaluation en matière de feux de forêt en provenance d'Espagne
- 1 agent de liaison de l'ERCC

15 AOÛT



Espagne

- 2 équipes au sol de lutte contre les incendies et des véhicules en provenance de France

2 AOÛT



Grèce

- Compte tenu d'une amélioration de la situation, la Grèce a déclaré la fin de l'urgence le 5 août

24 JUILLET



Espagne

- 6 avions (dont 4 rescEU)
- 1 hélicoptère
- 229 pompiers et 84 véhicules en provenance du Portugal, de Serbie et d'Allemagne

23 JUILLET



Tunisie

- 1 avion en provenance d'Italie
- 36 largages d'eau en 2 jours

22 JUILLET



France

- 8 avions (dont 5 rescEU)
- 4 hélicoptères (dont 2 rescEU)
- 187 pompiers et 47 véhicules en provenance de Roumanie, de Serbie, d'Ukraine et de Lituanie
- 2 agents de liaison de l'ERCC

5 JUILLET



France

- 4 avions rescEU en provenance de Suède et de Chypre
- 2 hélicoptères rescEU en provenance de Tchéquie
- 1 agent de liaison de l'ERCC

3 JUILLET



Portugal

- 118 pompiers et 45 véhicules en provenance d'Espagne
- 3 avions de lutte contre les incendies rescEU en provenance d'Italie et d'Espagne

3 MAI



Tchéquie

- 8 pompiers, 3 véhicules et 1 conteneur en provenance de Slovaquie

30 AVRIL



Pays-Bas

- 41 agents de sécurité civile et 10 véhicules en provenance de France
- 67 pompiers, 21 véhicules et 3 remorques en provenance d'Allemagne





Les incendies qui ont ravagé la Gironde en France au mois de juillet ont brûlé environ 42 000 hectares. Par l'intermédiaire du mécanisme de protection civile de l'Union européenne, de nombreux pays d'Europe ont offert leur aide. Parmi eux se trouvaient 70 pompiers ukrainiens équipés de 15 véhicules. C'était la première fois que l'Ukraine, un pays pourtant confronté à une guerre, envoyait des secours par l'intermédiaire du mécanisme. L'équipe de secours ukrainienne a parcouru 3 000 kilomètres pour se rendre à Bordeaux. Le souvenir le plus prégnant qu'en gardent les pompiers ukrainiens n'est pas tant celui de la forêt calcinée que de l'accueil chaleureux qui leur a été fait pendant ce voyage. Tandis que ces pompiers combattaient les incendies de forêt en France, leurs collègues restés en Ukraine luttaien contre les conséquences des attaques russes. Cela n'a pas empêché l'Ukraine de trouver la force d'envoyer ses pompiers aider la France.



Une Union pour tous et toutes: abordable et inclusive

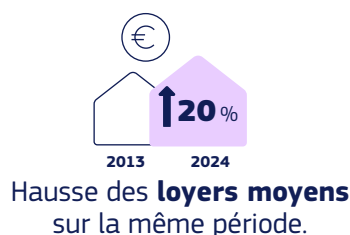
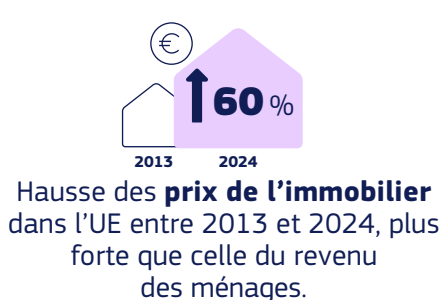
Ces dernières années ont été difficiles pour de nombreux ménages européens. L'inflation élevée, la hausse des coûts du logement et la pression exercée sur les budgets familiaux ont touché les populations dans l'ensemble de notre Union. Relever ces défis n'est pas seulement une question de justice sociale, mais aussi un élément essentiel de la compétitivité de l'Europe.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, une personne sur cinq reste exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. C'est pourquoi la Commission a adopté la toute première **stratégie européenne de lutte contre la pauvreté**, qui établit une feuille de route à long terme pour éradiquer la pauvreté d'ici

à 2050. Nous avons également renforcé la **garantie européenne pour l'enfance afin de veiller à ce que chaque enfant ait accès aux services et au soutien dont il a besoin pour réussir**, quelle que soit son origine ou sa situation.

C'est dans le secteur du logement que la question de l'accessibilité financière est la plus cruciale. Un logement sûr et abordable est le socle sur lequel les individus construisent leur vie. Pourtant, pour un trop grand nombre d'Européens, en particulier les jeunes générations, le logement est devenu une source majeure d'anxiété. C'est pourquoi **le logement est une priorité européenne**.

Plan européen pour des logements abordables



LE PLAN EUROPÉEN POUR DES LOGEMENTS ABORDABLES VISE À :

© Jöhner Images/Getty Images

Réduire les formalités administratives pour accroître l'offre de logements.

© Adobe Stock

Renforcer la productivité et l'innovation dans la construction.

© Adobe Stock

Mobiliser les investissements publics et privés, notamment en révisant les règles en matière d'aides d'État.

© Adobe Stock

Lutter contre la spéculation sur le marché immobilier.

© Adobe Stock

Résoudre le problème des locations de courte durée dans les zones tendues.

© Adobe Stock

Soutenir les personnes les plus touchées, telles que les sans-abri et les jeunes.

Pour faire face à la crise du logement, il est nécessaire d'agir à tous les niveaux, de l'Europe au niveau national en passant par le niveau local. Les prix des logements ont augmenté de plus de 60 % et les loyers de 20 % depuis 2013. Pour relever ce défi, l'UE actionne tous les leviers disponibles. Nous avons mobilisé **plus de 43 milliards d'euros pour des investissements liés au logement depuis 2021**. Au moyen du **plan européen pour des logements abordables**, lancé en décembre 2025, nous avons révisé nos règles en matière d'aides d'État afin de débloquer des investissements pour des logements sociaux et abordables. L'**acte législatif sur le logement abordable**, proposé en septembre 2026, donnera aux États membres et aux autorités locales des outils supplémentaires pour contribuer à atténuer les pressions en matière de logement. Nous nous employons à supprimer les obstacles inutiles et les pressions sur les coûts dans la construction et la rénovation. Dans les propositions relatives au prochain budget à long terme de l'UE, nous soutenons également l'utilisation des financements européens en faveur des **projets de logements abordables**.

L'accessibilité financière du logement vise également à prévenir l'exclusion. Chaque nuit, plus de 1 million de personnes dans toute l'Europe dorment sans abri. Notre **recommandation relative à la lutte contre l'exclusion en matière de logement** aidera les États membres à élaborer des mesures plus efficaces contre le sans-abrisme, car **tout citoyen mérite un logement sûr**.

De même, nous avons présenté une recommandation sur la mise en œuvre du **nouveau Bauhaus européen**, qui vise à ce que la transition propre de l'Europe se traduise en projets concrets conjuguant durabilité, circularité, accessibilité financière, innovation et conception de haute qualité. Dans ce contexte, le troisième festival du nouveau Bauhaus européen, qui s'est tenu en juin 2026, a réuni des communautés, des créateurs et des acteurs du changement afin de discuter du logement abordable en tant que fondement de sociétés fortes.

Cette année encore, les foyers ont été touchés par les conséquences d'une crise énergétique dont l'origine se situe au-delà de nos frontières. L'augmentation des coûts de l'énergie a des conséquences sur chaque aspect de la vie des citoyens. Au moyen du **train de mesures sur l'énergie citoyenne**, l'Union européenne renforce la protection des consommateurs vulnérables, contribue à prévenir les interruptions de fourniture, améliore la transparence et donne aux ménages un plus grand contrôle sur leurs choix et leurs factures énergétiques.



© Euronews — Make It Work 2025

Miroslav, un citoyen tchèque de 59 ans, a passé plus de dix ans dans la rue avant que des travailleurs sociaux ne lui trouvent un appartement et ne lui proposent un accompagnement, ce qui a apaisé ses inquiétudes et l'a aidé à retrouver une vie stable. L'initiative «Housing First» (logement d'abord), soutenue par le Fonds social européen plus, associe le logement abordable à un accompagnement en matière de santé, d'emploi et de rétablissement des liens familiaux. Miroslav a le sentiment de devoir donner à son tour et s'efforce à présent d'aider ceux qui sont encore en attente d'un logement social.

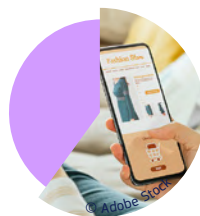
Les consommateurs sont le moteur de l'économie européenne, les dépenses des ménages représentant 51 % du PIB. Si les consommateurs européens bénéficient de niveaux de protection parmi les plus élevés au monde, ils sont confrontés à une hausse du coût de la vie et à une évolution rapide du marché. L'essor des services numériques et la croissance fulgurante du commerce électronique ont créé de nouveaux défis et de nouvelles possibilités.

Dans le cadre de l'**agenda du consommateur 2030**, l'Europe renforce la protection des consommateurs, y compris en ligne, en accordant une attention particulière aux enfants et aux consommateurs vulnérables. La Commission **lutte contre les pratiques déloyales et les produits dangereux et veille à ce que le marché unique continue de fonctionner pour les consommateurs** aussi efficacement que pour les entreprises. De nouvelles règles douanières, notamment un **droit de 3 euros sur les colis d'une valeur inférieure à 150 euros provenant de pays tiers**, contribuent à créer des conditions de concurrence équitables entre les plateformes en ligne et les détaillants traditionnels et à faire en sorte que les produits vendus en Europe répondent aux normes attendues par les consommateurs.

Le succès de l'Europe ne peut être mesuré uniquement au regard de sa croissance économique ou de son influence mondiale. Il se mesure également par l'équité sociale et par le fait que tout citoyen ait les moyens de se loger dans un endroit sûr, de payer ses factures d'énergie, de fonder une famille et de regarder vers l'avenir en toute confiance. **Construire une Europe plus indépendante, c'est en fin de compte créer une Europe qui offre opportunités, sécurité et prospérité à tous et à toutes.**



Constatations du tableau de bord de la consommation 2025 de l'UE



Les acheteurs en ligne sont plus de

60%

plus susceptibles de rencontrer des problèmes que les acheteurs hors ligne.



93%

des acheteurs s'inquiètent de la publicité ciblée en ligne, notamment de:

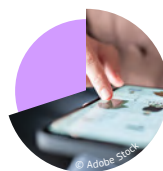
- la collecte de données à caractère personnel sans consentement (**71 %**);
- la publicité excessive (**67 %**);
- la personnalisation inévitable (**63 %**).



68%

des consommateurs de l'UE ont confiance dans la sécurité des produits qu'ils achètent.

Les Européens ont confiance dans la protection de leurs droits en tant que consommateurs:



70%

estiment que les professionnels respectent leurs droits.



61%

font confiance aux organismes publics pour les protéger.



Aleš et Matouš Krchňák sont de jeunes jumeaux tchèques qui ont lancé leur premier projet local à l'âge de 15 ans. Ce qui avait commencé comme une petite initiative s'est transformé en un événement auquel ont participé plus de 850 personnes, conjuguant découverte de leur région locale d'Olomouc et sensibilisation à l'écologie et à l'agriculture durable. Cette expérience les a incités à participer à un projet «Europe Goes Local» et à créer leur propre organisation non gouvernementale. En 2025, ils ont remporté des billets de train DiscoverEU et ont visité de nombreux pays, dont l'Italie, la Hongrie, l'Espagne, la France et le Danemark. Ils ont décrit ce voyage comme «extrêmement gratifiant», expliquant qu'il leur avait permis de prendre conscience de ce que représentaient pour eux les valeurs, la culture et les traditions européennes.

L'Europe dispose de l'un des réseaux ferroviaires les plus étendus au monde, mais les voyages transfrontières peuvent encore être excessivement compliqués. Un voyage faisant intervenir plusieurs opérateurs ferroviaires nécessite souvent plusieurs billets, achetés par l'intermédiaire de différents systèmes et offrant une protection limitée en cas de correspondance manquée.

La nouvelle initiative de la Commission «**Un voyage, un billet**» entend changer la donne. Les voyageurs pourront **rechercher, comparer et acheter des voyages ferroviaires multiopérateurs au moyen d'une réservation unique**, sur la plateforme de leur choix. Plus important encore, ils jouiront de **l'intégralité des droits des voyageurs pour l'ensemble du trajet**, y compris une indemnisation en cas de retard ou de correspondance manquée.

En rendant les voyages ferroviaires transfrontières plus simples, plus équitables et plus fiables, l'Europe aide les citoyens à tirer meilleur parti de leur liberté de voyager, de travailler et d'étudier dans toute l'Union, tout **en faisant du transport durable un choix plus attrayant**.

Un voyage, un billet... et plus de droits



RENFORCEMENT DES DROITS DES PASSAGERS

Munis d'un **unique billet**, les voyageurs ferroviaires pourront bénéficier d'une **assistance**, d'un **réacheminement**, d'un **remboursement** et d'une **indemnisation** en cas de correspondance manquée au cours de leur voyage en train.

PLANIFIER, RÉSERVER, PARTIR

Les voyageurs pourront, sur la plateforme de leur choix, **trouver**, **comparer** et **combiner** les services de différents opérateurs ferroviaires en réalisant une seule transaction, y compris pour des **trajets transfrontières**.

CONCURRENCE LOYALE

De nouvelles obligations imposées aux plateformes de billetterie et aux opérateurs garantiront un **accès équitable aux billets** et une **présentation transparente** des options de voyage.

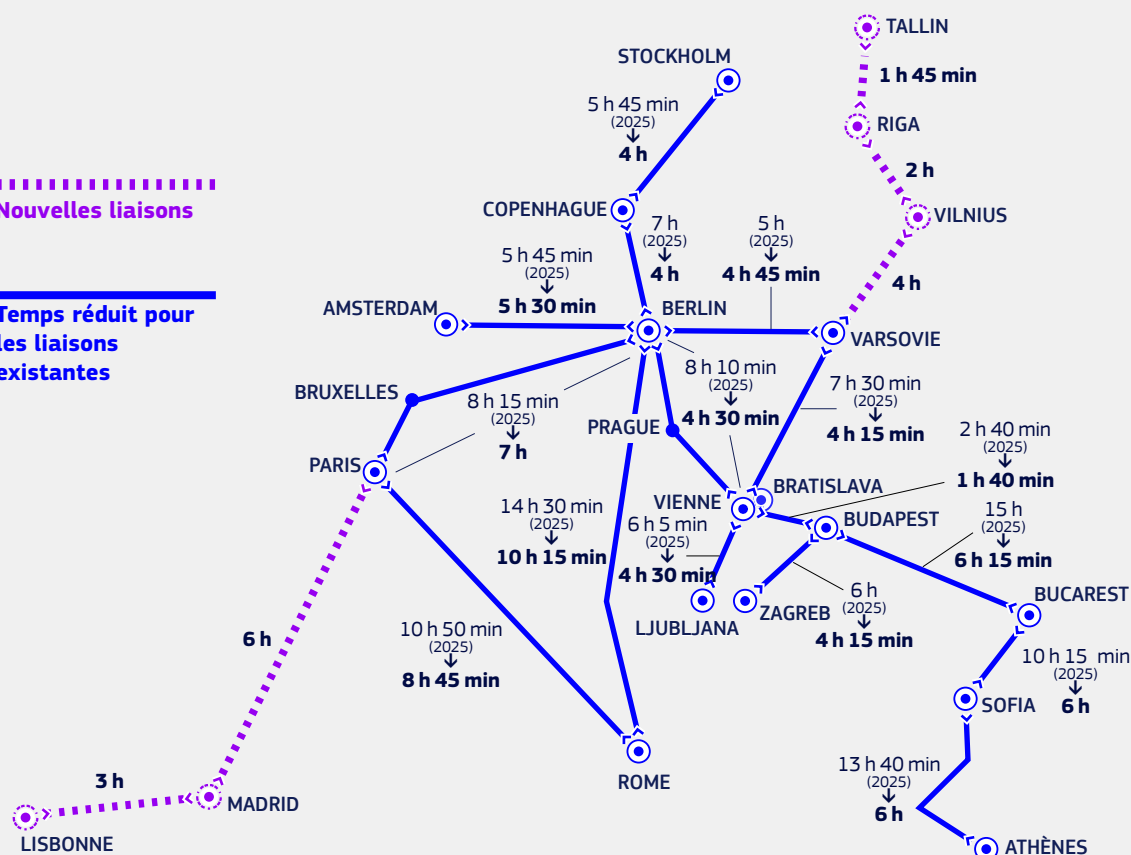


Améliorations futures des liaisons ferroviaires

D'ICI À 2040

.....
Nouvelles liaisons

—
Temps réduit pour les liaisons existantes



Une Union plus inclusive

Tous les citoyens de l'Union européenne devraient pouvoir se sentir en sécurité et vivre dans la dignité et le respect. Nous œuvrons à la création d'une **Union de l'égalité**. L'égalité ne se limite pas à la protection des droits. Il s'agit également de créer des sociétés dans lesquelles chacun peut avoir pleine voix au chapitre et trouver sa place.

L'égalité de genre constitue à la fois un droit fondamental et une des valeurs fondatrices de l'UE. Toutefois, compte tenu du rythme actuel des progrès, l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes estime qu'il reste encore 50 ans pour parvenir à une égalité totale entre les genres. C'est pourquoi la Commission a présenté,

en mars dernier, une nouvelle **stratégie de l'UE en faveur de l'égalité de genre**. Cette stratégie vise à lever les obstacles qui persistent dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, de l'emploi et de la vie publique, tout en s'attaquant aux défis émergents, tels que la violence en ligne et les biais dans l'IA. En outre, en février, la Commission a également répondu à l'**initiative citoyenne européenne pour un avortement sans danger**, réaffirmant que les instruments existants de l'UE peuvent aider les États membres à garantir l'égalité d'accès à des services de soins de santé légalement disponibles et abordables, y compris des services d'avortement sans danger.



© Hinterhaus Productions/Getty Images

Stratégie en faveur de l'égalité de genre 2026-2030

1/3

1 femme sur 3 sera victime de violences sexistes au cours de sa vie.

-12%

Dans l'UE, les femmes **gagnent encore 12 %** de moins par heure que les hommes.

50

Si l'on ne prend pas de nouvelles mesures, il faudra encore plus de **50 années** pour vraiment parvenir à l'égalité.

DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DE GENRE, NOUS ALLONS :

- combattre la violence fondée sur le genre, notamment en ligne;
- combler les écarts de rémunération, de retraite et de prise en charge des responsabilités familiales entre les hommes et les femmes, ce qui permettra de créer jusqu'à 10 millions d'emplois d'ici à 2050;
- renforcer le pouvoir d'action des femmes dans la recherche, l'innovation, les jeunes pousses et la politique;
- veiller à ce que l'égalité de genre soit prise en compte dans toutes les politiques, y compris l'action extérieure.

L'UE A ACCOMPLI DES PROGRÈS IMPORTANTS CES DERNIÈRES ANNÉES



Adoption de textes législatifs historiques

Allant des règles sur la transparence des rémunérations et la présence des femmes aux postes de direction, à la protection des femmes et des filles contre les violences, en passant par le soutien à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, et à l'égalité entre les hommes et les femmes dans la prise en charge des responsabilités familiales.



Approche intégrée de l'égalité de genre

Garantir une optique d'égalité de genre dans toutes les politiques de l'UE, par exemple dans les domaines de la recherche en matière de santé, de l'emploi et de l'éducation.



Financement d'actions destinées à faire progresser l'égalité de genre dans l'UE

Soutenir les actions en faveur de l'égalité de genre au titre du Fonds social européen plus et du programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs».



Soutien à l'égalité de genre et à l'émancipation des femmes dans le monde entier

Promouvoir l'égalité de genre dans le monde et veiller à ce qu'elle soit intégrée dans notre action extérieure, par exemple en augmentant la participation politique et civique des femmes et des filles et en renforçant le soutien aux organisations de défense des droits des femmes.



Pour les personnes LGBTIQ+ dans toute l'Europe, l'égalité et la sécurité ne peuvent être considérées comme acquises. Trop de personnes sont encore victimes de discrimination, de harcèlement et de violence simplement parce qu'elles sont elles-mêmes ou qu'elles s'aiment. Dans le cadre de la **stratégie en faveur de l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTIQ+**, nous continuons à renforcer les protections contre la discrimination, à soutenir l'égalité des droits dans l'ensemble de l'Union et à collaborer avec les États membres pour créer des sociétés plus sûres et plus inclusives. En réponse à l'**initiative citoyenne européenne demandant l'interdiction des pratiques de conversion** en mai, la Commission a annoncé son intention de présenter une recommandation encourageant tous les États membres à interdire ces pratiques préjudiciables.

La culture est l'un des principaux atouts de l'Europe et le fondement d'une identité européenne commune. C'est pourquoi nous avons proposé la **boussole culturelle pour l'Europe**: une vision destinée à soutenir la culture dans divers secteurs et politiques, à donner aux artistes les moyens d'agir, à protéger l'expression artistique et, dans le même temps, à renforcer la résilience de la société et à promouvoir la croissance et la compétitivité au sein de nos communautés. Les principes de la boussole culturelle ont été approuvés par les institutions

européennes dans une déclaration commune en juin 2026.

La diversité de l'Europe est l'un de ses plus grands atouts. Nos sociétés et nos économies sont plus fortes en raison des différents contextes, expériences et communautés qui composent notre Union. Toutefois, la diversité ne peut être un atout que si chacun et chacune dispose des mêmes chances et trouve sa place. Dans le cadre de notre **stratégie de lutte contre le racisme**, nous avons intensifié nos efforts pour lutter contre la discrimination structurelle, renforcer l'application de la législation contre les crimes de haine et les discours haineux et veiller à l'intégration de la lutte contre le racisme dans l'élaboration des politiques.

Ces dernières années, nous avons assisté, en Europe et au-delà, à un pic inquiétant d'actes antisémites menaçant la sécurité des populations juives. La vie juive en Europe doit pouvoir prospérer, sans se cacher et avec fierté. Nous poursuivons la mise en œuvre de la **stratégie européenne de lutte contre l'antisémitisme** et nous collaborons avec tous les États membres pour soutenir les populations juives. Nous fournissons également des fonds supplémentaires pour protéger les espaces publics et les lieux de culte, et **nous luttons contre la montée de l'antisémitisme en ligne avec l'aide d'un réseau de signaleurs de confiance.**



Nouvelle stratégie en faveur de l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTIQ+ — 3 piliers:



PROTÉGER

Contre **le harcèlement et la violence** au moyen d'un plan d'action contre le cyberharcèlement.

Contre **la discrimination**, en continuant à financer la société civile.

Contre les **pratiques de conversion**, en les analysant et en envisageant des mesures appropriées.

AUTONOMISER

Les organismes chargés des questions d'égalité en assurant un suivi de leur efficacité.

Les familles arc-en-ciel en aidant les États membres à adopter la proposition relative à la reconnaissance de la filiation.

Les personnes LGBTIQ+ au travail, en collaborant avec la plateforme européenne des chartes de la diversité.

MOBILISER

Les États membres, en les invitant tous à adopter des stratégies nationales en matière d'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTIQ+.

Les personnes LGBTIQ+ en améliorant la collecte et l'analyse des données sur l'égalité.

La société civile en lançant un «forum politique LGBTIQ+» pour un échange direct avec la Commission.

La liberté de religion ou de conviction est menacée dans de nombreuses régions du monde. La Commission est déterminée à relever ce défi et à veiller au respect des droits de toutes les confessions et convictions. En mars, la Commission a nommé Mairead McGuinness **envoyée spéciale pour la promotion de la liberté de religion ou de conviction à l'extérieur de l'UE**. L'envoyée spéciale soutient la coopération avec les autorités nationales et d'autres parties prenantes dans les pays où les droits des communautés religieuses ou de conviction sont menacés, ainsi que le dialogue interculturel et interreligieux.

Pour les 90 millions de personnes en Europe qui vivent avec un handicap, l'inclusion signifie la suppression des obstacles qui empêchent encore la pleine participation à la société. C'est pourquoi nous avons renforcé la mise en œuvre de la **stratégie en faveur des droits des personnes handicapées**, en mettant davantage l'accent sur l'accessibilité, l'emploi inclusif, la vie autonome, l'accessibilité des transports et la participation démocratique. Du déploiement de la **carte européenne du handicap** à l'amélioration de l'accessibilité des services publics et des espaces numériques, notre objectif est de faire en sorte que les personnes handicapées puissent exercer leurs droits pleinement et de manière égale dans l'ensemble de l'UE.



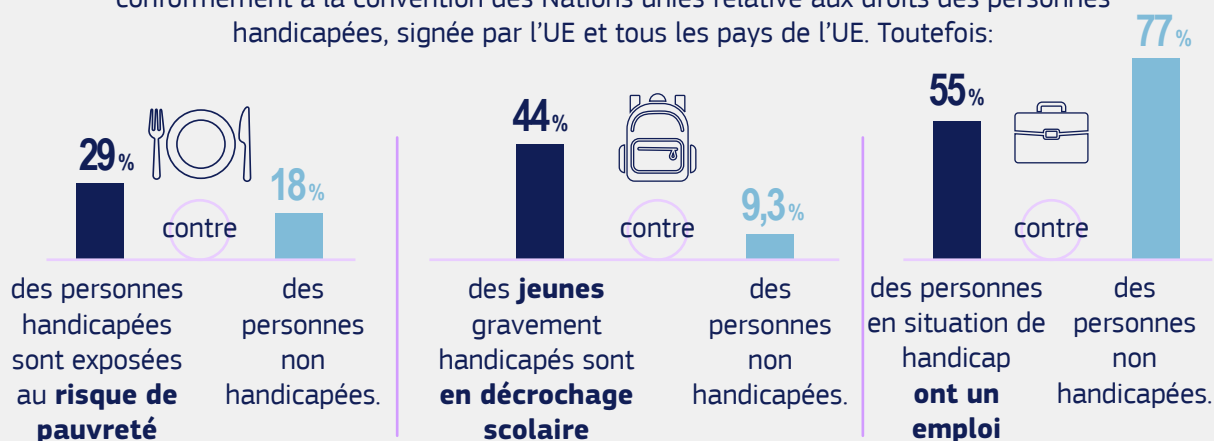
«Caffé Aktywni», situé à Gdańsk, en Pologne, est une entreprise sociale gérée par la Fundacja «Świat Wrażliwy» (Fondation «Monde sensible») qui emploie des jeunes présentant une déficience intellectuelle et des personnes âgées qui leur servent de mentors. Ce café est un lieu de socialisation et de formation professionnelle, qui permet dans le même temps l'intégration de personnes souvent exclues du marché du travail, leur donnant la possibilité de contribuer elles aussi à la force économique et sociale de l'Europe. Grâce au soutien de NextGenerationEU, le café a pu moderniser sa cuisine et acheter des outils adaptés pour les services de restauration.



Renforcer les droits des personnes handicapées pour une UE inclusive et accessible

POURQUOI EST-CE IMPORTANT ?

Les personnes handicapées **ont les mêmes droits que toute autre personne**, conformément à la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées, signée par l'UE et tous les pays de l'UE. Toutefois:



ACTIONS CLÉS

Faire des droits une réalité

- Déploiement complet et numérisation de la **carte européenne du handicap** et de la **carte européenne de stationnement** pour personnes en situation de handicap.
- Investir dans **les technologies d'assistance et les solutions d'IA** afin de réduire les obstacles pour les utilisateurs.
- Améliorer **l'accès à tous les modes de transport** dans l'ensemble de l'UE.



Autonomisation et inclusion

- Favoriser **l'autodétermination** et l'autonomie grâce à une nouvelle **alliance de l'UE pour l'autonomie de vie**.
- Améliorer la mise en œuvre du **train de mesures en faveur de l'emploi des personnes handicapées** afin de mettre en place des marchés du travail plus inclusifs.
- Assurer une **éducation inclusive** à tous les stades de la vie.
- Améliorer **l'accès à la justice et aux soins de santé**, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles handicapées.



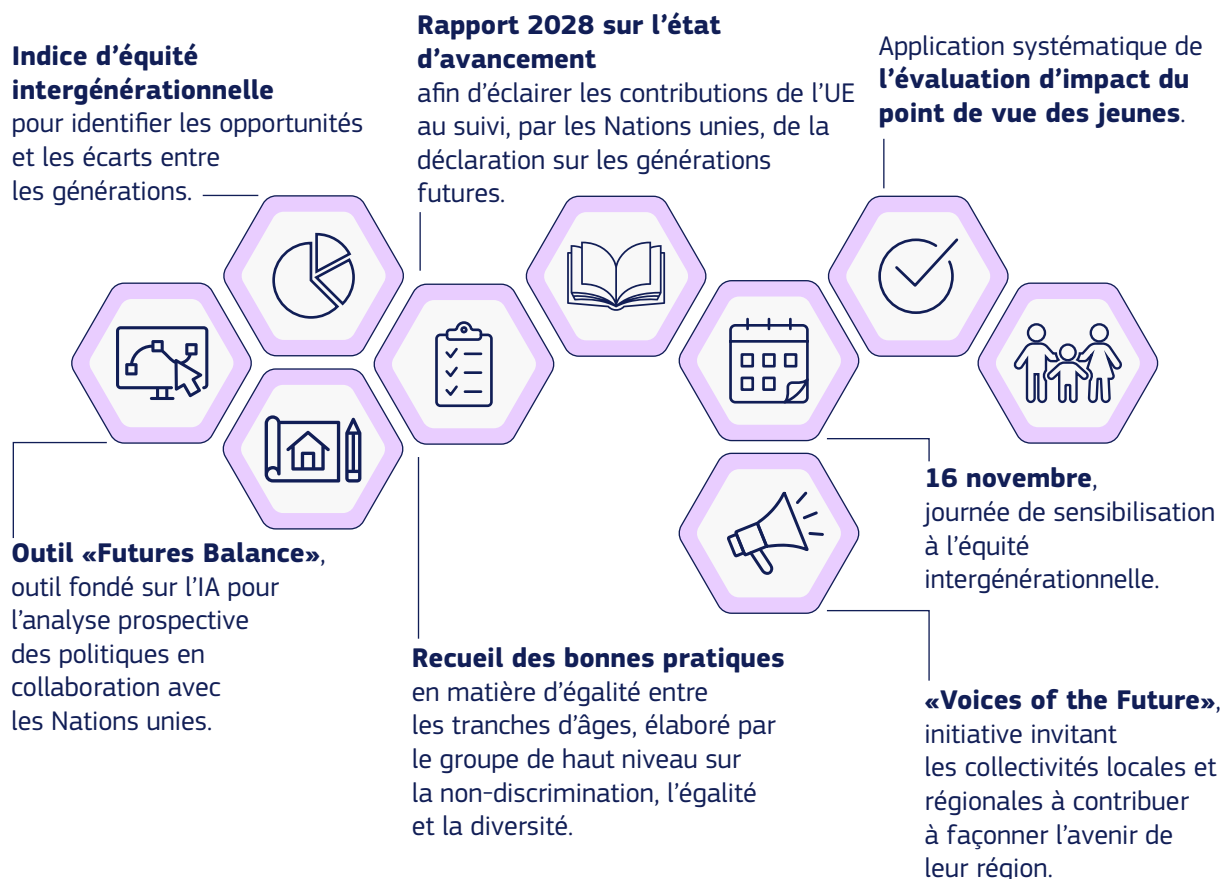
Se mobiliser et produire des résultats

- Renforcer l'inclusion des personnes handicapées dans **l'action extérieure de l'UE**, notamment en ce qui concerne **l'aide humanitaire** et **l'élargissement**.



Stratégie en faveur de l'équité intergénérationnelle: veiller à ce qu'aucune génération ne soit laissée pour compte

CONCEVOIR LES POLITIQUES POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES



L'inclusion est également synonyme d'équité entre les générations. La toute première **stratégie sur l'équité intergénérationnelle** reflète un principe simple: aucune génération ne devrait prospérer au détriment d'une autre. Elle consolide la réflexion à long terme dans l'élaboration des politiques, renforce la voix des jeunes dans les décisions qui les concernent et vise à assurer un juste équilibre des chances et des responsabilités entre les générations actuelles et futures. **Car construire une Europe plus forte, c'est faire en sorte que les générations futures disposent des outils nécessaires pour réussir.**



